



VENDREDI 15 AVRIL 2022

FAMINES TEMPORAIRES ? Un des arguments-clé utilisé par les gouvernements pour calmer le peuple est le mot « temporaire ». Mais, peut-on « mourir temporairement » de faim ?

- ▶ À défaut d'un clou... (Tim Watkins) p.2
- ▶ L'échec des élites mondiales (Richard Heinberg) p.5
- ▶ #226. Les frères et sœurs de l'incompréhension (Tim Morgan) p.10
- ▶ Les 10 points clefs du troisième rapport du GIEC, ... (Vincent Mignerot) p.14
- ▶ Les lois de la physique rendent la sobriété inévitable (Reporterre) p.16
- ▶ Pourquoi il est difficile de remplacer le diesel par du biodiesel (Alice Friedemann) p.18
- ▶ menteurs du climat, branche du Canada (Resilience) p.21
- ▶ L'énergie qui donne la patate! Aller au charbon pour la révolution industrielle (2000watts.org) p.24
- ▶ L'algèbre de la décarbonisation (Vaclav Smil) p.26
- ▶ INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, FAUSSES IMAGES ET EFFRITEMENT DE LA CONFIANCE DANS NOS RÉCITS (KURT COBB) p.28
- ▶ DES DIGUES POUR LES RAFFINERIES DE PÉTROLE ET AUTRES IRONIES DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (KURT COBB) p.31
- ▶ LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, L'EAU ET LE PROBLÈME DES INFRASTRUCTURES (KURT COBB) p.33
- ▶ Énergies et matières premières : « Il est capital de distinguer les consommations essentielles et les autres » p.35
- ▶ Le Brésil aujourd'hui : une sombre esquisse de l'avenir p.37
- ▶ RÉTROACTIONS (Patrick Reymond) p.43

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ La crise de l'inflation de 2022 est désormais pire que tout ce que nous avons connu dans les années 1970 (Michael Snyder) p.45
- ▶ « Des centaines de navires bloqués devant les ports chinois !! » (Charles Sannat) p.48
- ▶ « Inflation à 8,5 % aux Etats-Unis !! » (Charles Sannat) p.52
- ▶ « Les Etats-Unis en route vers la récession !! » (Charles Sannat) p.56
- ▶ Les colombes deviennent des faucons (Bruno Bertez) p.60
- ▶ "Il n'y a aucun moyen d'éviter l'effondrement final..." (Nick Giambruno) p.63
- ▶ La guerre en Ukraine fait-elle ressurgir le risque systémique ? (2/2) (Mory Doré) p.67
- ▶ Les autorités jouent avec le feu (Bruno Bertez) p.69
- ▶ Le cycle se poursuivra jusqu'à ce que quelque chose se brise (Bruno Bertez) p.71
- ▶ Les salaires réels chutent à nouveau alors que l'inflation augmente et que la Fed joue à l'accusateur (Ryan McMaken) p.74
- ▶ Bluff et fanfaronnades (Bill Bonner) p.77
- ▶ La guerre contre le patriarcat (Bill Bonner) p.80
- ▶ Le plus grand perdant (Bill Bonner) p.84

▲ [RETOUR](#) ▲

Coluche : « Pour qu'un écologiste soit élu président, il faudrait que les arbres votent. »

Kurt Cobb : Les humains comprennent le monde en le racontant. Nos récits sont toujours des approximations de la réalité ; nous ne pouvons pas connaître objectivement notre réalité parce que nous sommes à l'intérieur de celle-ci et limités dans la portée et les modes de nos perceptions - des modes qui sont façonnés par l'évolution pour nous aider à survivre, mais pas nécessairement à sonder les profondeurs de l'univers.

Jean-Pierre : évidemment, personne n'explique jamais que « **diviser notre empreinte carbone par 4 = diviser nos salaires par 4** ». Qui voterait pour ce programme politique ?

.À défaut d'un clou...

Tim Watkins 14 avril 2022

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is coming - will you be ready?



Les lecteurs connaissent certainement "l'effet papillon" - la description faite par le mathématicien Edward Lorenz de la manière dont, dans un système complexe, un apport minuscule, comme le battement d'aile d'un papillon, peut provoquer des changements spectaculaires, comme la localisation, l'intensité et la trajectoire d'une tempête des semaines plus tard. L'économiste **Steve Keen** a utilisé une modélisation similaire de notre système bancaire et financier mondial complexe pour prévoir et expliquer en partie le krach de 2008 - une baisse relativement faible du taux d'emprunt retirant suffisamment de devises pour faire imploser l'ensemble du système.

Inutile de dire que ce n'est pas une bonne nouvelle pour les politiciens et les administrateurs chargés de faire fonctionner - ou du moins d'essayer de ne pas briser - le réseau de chaînes d'approvisionnement qui sont les veines et les artères d'une économie réelle mondialisée trop complexe. Malgré toutes les prétentions des grands objectifs politiques - guerres contre la drogue, la pauvreté et le cancer, "nivèlement par le haut", reconstruire en mieux ou mettre fin aux cycles d'expansion et de ralentissement - **il est difficile de trouver un gouvernement qui n'a pas servi à rendre les choses pires qu'elles ne l'étaient au départ.** À tel point que l'on est tenté de conclure que les périodes de non-intervention forcée - comme les 589 jours en 2010-2011 pendant lesquels la Belgique n'a pas eu de gouvernement, ou les trois années pendant lesquelles le gouvernement britannique a été bloqué par le Brexit - produisent de loin les meilleurs résultats. Et que **le meilleur gouvernement de tous serait celui qui aurait passé cinq ans à ne rien faire du tout.**

Malheureusement, alors que la capacité des gouvernements à réussir a diminué, les attentes du public ont connu une augmentation égale et opposée. Non seulement nous attendons de nos gouvernements qu'ils résolvent les grands problèmes tels que la pauvreté dans le monde, la relance de la croissance économique et **la création de systèmes énergétiques qui vont à l'encontre des lois de la thermodynamique**, mais nous leur demandons

également de s'occuper de détails tels que la politesse - ou l'absence de politesse - sur les médias sociaux et les pronoms que nous utilisons pour désigner quelqu'un lorsqu'il n'est pas réellement présent. Et comme on pouvait s'y attendre, les créatures lâches qui se présentent aux élections n'ont pas le courage d'expliquer que ces choses ne sont plus du ressort du gouvernement, mais **prétendent au contraire avoir les réponses à tous nos maux. Les résultats inévitables sont l'échec** du gouvernement, une plus grande désillusion de l'électorat envers la politique et la popularité croissante des démagogues aux extrêmes.

Dans de telles circonstances, un leader avisé choisirait d'agir très prudemment. **Car il est plus probable que leurs actions mènent au chaos qu'au résultat souhaité.** À l'ère de la foule Twitter, cependant, le leadership sage est aussi commun que le dodo. Plutôt que de s'opposer aux débordements émotionnels de la foule, beaucoup trop de dirigeants politiques cherchent à "*prendre de l'avance*" sur ce qu'ils perçoivent comme le sentiment du public (même si le vrai public a tendance à être précisément la majorité silencieuse dans ces domaines). C'est ainsi, par exemple, qu'à peine les utilisateurs des médias sociaux avaient-ils décoré leurs profils de drapeaux ukrainiens, versé leur vodka dans l'évier et supprimé Tchaïkovski de leurs lecteurs multimédias, que la ministre britannique des affaires étrangères, Mme Truss, se promenait en Estonie dans un char d'assaut... probablement dans le but de remporter le leadership des conservateurs en déclenchant prématurément la troisième guerre mondiale.

Heureusement, alors que les races de chats russes étaient interdites dans les expositions de chats et que plusieurs États européens interdisaient la lettre "Z", des têtes plus calmes au Pentagone américain semblent avoir au moins tiré un trait sur tout engagement direct de l'OTAN avec les Russes au sujet de l'Ukraine. Cela n'a toutefois pas suffi à empêcher la classe politique européenne d'imposer une salade de sanctions mal conçues sur une économie russe dont peu de gens avaient la moindre idée. Nombreux sont ceux qui ont simplement supposé que l'économie russe de 2022 était la même "*station-service avec des armes nucléaires*" que celle des années qui ont immédiatement suivi l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. L'idée que la Russie ait pu se réinventer au cours de ces trois décennies semble n'avoir jamais été envisagée. Et encore moins l'idée que les produits de base russes pourraient se trouver au début de la majorité des chaînes d'approvisionnement qui font fonctionner l'économie mondiale.

Symboliquement, le fait que Poutine se rende au centre de lancement spatial de Vostochny pour parler de la possibilité de travailler avec la Chine sur des missions habitées vers la Lune, quelques jours à peine après que le gouvernement allemand a mis en garde contre un rationnement de l'énergie, pourrait donner une idée de la manière dont cette guerre économique est susceptible de se dérouler. Mais l'influence évidente de la Russie sur l'approvisionnement de l'Europe en denrées alimentaires, en graines oléagineuses, en pétrole et en gaz ne sont que les effets suffisamment importants pour être mesurés dès le départ. Les musées gallois des chemins de fer à vapeur ne sont pas les seuls à être menacés par une pénurie d'hydrocarbures russes :

"En vertu d'une loi mise en place lors de l'embargo pétrolier des exportateurs arabes dans les années 1970, l'industrie allemande serait contrainte de réduire sa consommation de gaz en cas de pénurie, l'approvisionnement étant réservé aux infrastructures critiques et aux ménages.

"Une telle mesure coûterait à la plus grande économie d'Europe des dizaines de milliards d'euros, selon les estimations, et pourrait la plonger dans la récession. Les dirigeants syndicaux ont prévenu que des centaines de milliers d'emplois seraient menacés."

Le problème avec les chaînes d'approvisionnement - un problème que notre classe politique ne savait même pas qu'elle ne savait pas - est que nous avons tendance à n'être conscients que de la personne ou de l'organisation suivante dans la chaîne, plutôt que de voir toute la complexité. Comme je l'explique dans mon livre, ***La conscience des moutons*** :

"Imaginez votre propre situation. L'eau dont vous avez besoin provient probablement d'un robinet. Votre nourriture vient de partout dans le monde, mais vous attend dans un magasin local ou sur un marché. Vos vêtements ont été fabriqués quelque part en Asie, mais peuvent être facilement achetés localement.

La chaleur et la lumière arrivent dans votre maison via un réseau énergétique national (voire international). Cependant, vous ne savez probablement pas grand-chose de plus. Vous ne savez pas, par exemple, où votre gaz a été stocké ou quelle centrale électrique a produit votre électricité. Vous ne pouvez que deviner de quel réservoir provient votre eau. Vous ne savez pas quel camion a apporté votre nourriture et vos vêtements au magasin. Il en va de même pour toutes les chaînes d'approvisionnement. Les fabricants n'ont aucune idée de l'origine des ressources, de la main-d'œuvre et de l'énergie de leurs fournisseurs. Ils espèrent simplement que les composants finis seront disponibles dans les bonnes quantités, avec la bonne qualité, et au bon moment. De la même manière, le fournisseur de composants ne sait pas comment les matières premières sont produites, ni d'où proviennent leurs ressources. Il suppose simplement qu'elles seront disponibles en temps voulu et en quantités suffisantes...

Ce n'est que lorsque les chaînes d'approvisionnement s'effondrent que l'on se rend compte de la complexité réelle de l'économie mondiale :

"À titre d'exemple, lorsque la centrale nucléaire japonaise de Fukushima a été détruite par un tsunami en avril 2011, plusieurs constructeurs automobiles du monde entier ont été contraints d'interrompre leur production en raison d'un manque de pare-chocs. Ces derniers étaient en quantité insuffisante car la seule usine qui fabriquait le pigment noir pour ces pare-chocs en plastique était située dans ce qui est aujourd'hui la zone d'exclusion de Fukushima. De même, lorsque le volcan islandais Eyjafjallajökull est entré en éruption en avril 2010, le nuage de cendres qui en a résulté a interrompu ou limité les voyages aériens en Europe du Nord jusqu'à la mi-mai 2010. L'une des conséquences évidentes de cet incident a été que plusieurs chefs d'État, dont Barak Obama et Angela Merkel, ont dû annuler leur participation aux funérailles du président polonais Lech Kaczyński (un événement relativement sans conséquence, mais il serait faux de penser que d'importantes discussions officielles n'ont pas lieu entre chefs d'État en de telles occasions). De manière moins évidente, trois des usines allemandes de BMW ont été obligées de fermer parce qu'un composant clé qui aurait normalement été livré par avion n'était pas disponible."

Un effet encore plus important sur les chaînes d'approvisionnement européennes en 2022 pourrait provenir de quelque chose d'aussi petit qu'un humble clou. Comme le dit le vieux poème :

"Faute de clou, la chaussure a été perdue.
Faute de chaussure, le cheval était perdu
Faute de cheval, le cavalier s'est perdu.
Sans cavalier, le message était perdu
En l'absence de message, la bataille était perdue
En l'absence de bataille, le royaume fut perdu
Et tout cela pour un clou de fer à cheval."

En l'occurrence, les clous en question sont des clous spécialisés fabriqués en Estonie pour s'adapter à des machines spéciales qui fabriquent des palettes standardisées (photo du haut). Comme l'explique Christopher Jehle de Heise Online :

"En Allemagne, les palettes sont presque exclusivement produites sur **des lignes de production automatisées**. Il faut 78 clous pour une palette Euro et ces clous ont été achetés en majorité à des fabricants d'Europe de l'Est dans l'UE, mais 90 % de leur acier provenait de Russie. Les clous utilisés nécessitent des qualités d'acier qui, jusqu'à présent, pouvaient être obtenues presque exclusivement en Russie et qui ne peuvent donc pas être commandées ailleurs aussi rapidement.

"Comme les machines de production allemandes ne peuvent pas être converties à d'autres clous, des millions de palettes pourraient bientôt manquer ici."

À côté des conteneurs d'expédition, la palette omniprésente est essentielle au fonctionnement des chaînes

d'approvisionnement mondiales modernes. Les chariots élévateurs et les rayonnages des entrepôts sont conçus autour de la taille standard d'une palette, de sorte qu'un chargement emballé à Shanghai, par exemple, peut être déchargé sans problème dans un entrepôt de Rotterdam. Ainsi, de la même manière que la crise de la chaîne d'approvisionnement résultant des deux années de blocage de Covid a été symbolisée par des conteneurs qui s'empilaient d'un côté de la planète alors que la pénurie de conteneurs entravait les expéditions de l'autre côté, la crise de l'après-sanctions pourrait être caractérisée par des cargaisons de toutes sortes qui restent dans les usines faute de palettes sur lesquelles les charger.

Le fait qu'une grande partie de la production mondiale de palettes dépende d'un approvisionnement continu en bois en provenance de Russie n'arrange rien. Comme l'explique Jehle :

"Le fait que les importations de bois résineux scié en provenance de Russie et de Biélorussie soient désormais soumises à des sanctions n'affecte pas seulement la production de palettes, mais aussi la disponibilité des caisses de transport et des tourets de câble. Selon le type de bois, jusqu'à 25 % des importations allemandes provenaient d'Ukraine, de Russie et du Belarus l'année dernière, y compris le contreplaqué, qui est important pour les emballages.

"Dans le cas du bois de sciage pour les palettes et les emballages, la dépendance d'importants fournisseurs baltes d'entreprises locales à l'égard d'entreprises russes et biélorusses a désormais aussi un impact négatif. Plus de 70 % du bois de sciage résineux importé dans les États baltes en 2021 provenait de Russie et du Belarus."

Les frais d'expédition - déjà très élevés en raison de la pénurie de conteneurs - de tout ce qui doit être chargé sur une palette ou dans un conteneur en bois, vont donc augmenter considérablement. Et de nombreux processus - M. Jehle cite l'exemple de la pose de câbles de fibre optique et de l'installation de faisceaux de câbles dans les voitures - vont être mis en attente, ce qui entraînera davantage de chômage et de pénuries.

Comme pour les pénuries plus visibles d'énergie, d'engrais et de nourriture, il ne fait aucun doute qu'une partie du manque de bois pour les palettes pourra être comblée par des importations en provenance d'autres régions de la planète, même s'il serait erroné de penser qu'une économie qui dépassait déjà les limites de la Terre puisse fournir des volumes similaires à ceux perdus à cause des sanctions. Et même lorsque des alternatives sont trouvées, les frais de transport supplémentaires et, en fait, la demande excédant l'offre, garantissent que le prix sera sensiblement plus élevé. Et comme une grande partie de ce que nous consommons doit être transportée sur une palette, cela signifie que le prix de tout le reste va augmenter en conséquence.

Si les économies européennes avaient encore profité du boom de l'endettement d'avant 2008, elles auraient pu, tout juste, résister à la perturbation de la chaîne d'approvisionnement causée par les sanctions. Mais en 2022, nous subissons déjà les effets économiques de **la décennie perdue entre le Crash et la Covid ; le pic mondial de production pétrolière de 2018 et les hausses de prix de l'énergie qui en ont découlé ; les impacts massivement perturbateurs de deux années de lockdowns et les pénuries mondiales de pétrole et de gaz qui en ont découlé.** Chacun de ces impacts successifs sur l'économie mondiale est plus important que le précédent, et le train de sanctions sans précédent sur les importations en Europe et aux États-Unis devrait plonger les économies occidentales dans un effondrement stagflationniste bien plus important encore que la Grande Dépression des années 1930...

▲ [RETOUR](#) ▲

L'échec des élites mondiales

Par Richard Heinberg, initialement publié par Resilience.org 12 avril 2022



resilience



Dans les années 1970, les élites politiques et économiques mondiales disposaient de toutes les informations nécessaires pour mettre le monde sur la voie de la stabilité à long terme. La science des systèmes était suffisamment avancée pour qu'une équipe de ses praticiens organise une étude de scénario afin de voir comment les tendances de la production industrielle, de la population, de l'alimentation, de la pollution et de l'utilisation des ressources pourraient interagir au cours des prochaines décennies ; **l'étude a montré que la croissance continue de la population et de la production industrielle ne serait pas durable**. Les politologues ont commencé à trier les données démographiques, économiques et sociales historiques à la recherche d'indices permettant de comprendre pourquoi les sociétés sombrent parfois dans la violence interne ; les données semblent montrer qu'il existe une corrélation approximative entre l'augmentation des inégalités économiques et le déclin de la stabilité sociale. Par ailleurs, la science de l'écologie révèle que les écosystèmes des forêts, des océans, des déserts, des eaux douces et des sols sont intrinsèquement complexes et résilients, mais qu'ils sont sujets à des points de basculement catastrophiques lorsqu'ils sont soumis à des niveaux de pollution suffisamment élevés ou à la perte d'espace habitable. Ce qu'il faut faire pour remettre la société sur des bases saines est clair :

- décourager la croissance démographique, limiter l'ampleur de la production industrielle, réduire les inégalités économiques, nettoyer la pollution passée, réduire la pollution actuelle et future, et laisser beaucoup d'espace à la nature pour se régénérer.

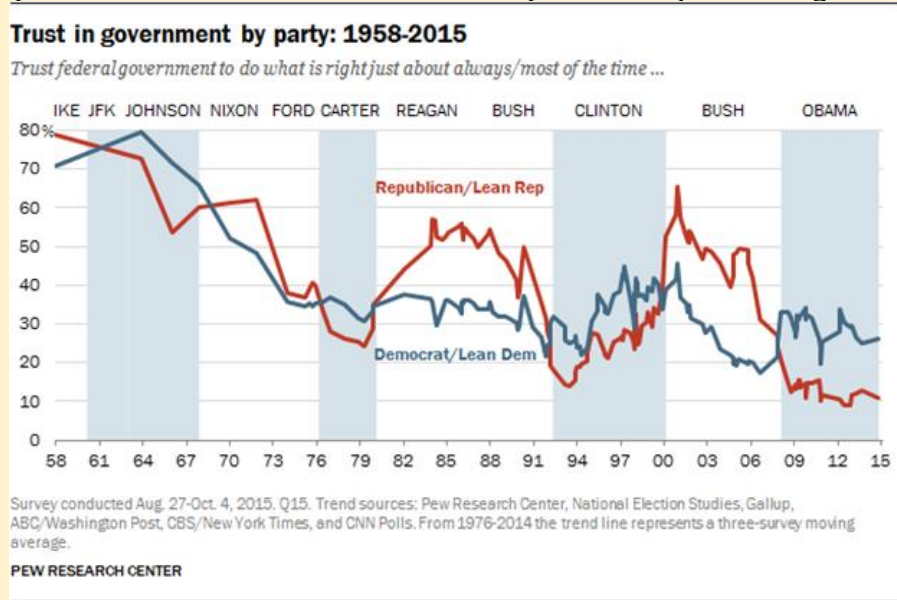
Les élites n'ont pas fait ces choses. Au début, pendant les années Nixon et Carter, les politiciens américains ont adopté des politiques réfléchies et de grande envergure. Puis, de plus en plus souvent, et quel que soit le parti au pouvoir, ils ont simplement trouvé des excuses pour ne plus avancer ou pour faire marche arrière. Ils ont mis leurs économistes préférés au travail pour rédiger des livres et des rapports insistant sur le fait que la croissance est toujours bonne, que l'inégalité économique est excusable parce que la richesse de quelques-uns finira sûrement par profiter au plus grand nombre et que, pour reprendre les paroles rassurantes mais tragiquement trompeuses du président Ronald Reagan, *"il n'y a pas de limites à la croissance, parce qu'il n'y a pas de limites à la capacité humaine d'intelligence, d'imagination et d'émerveillement"*.

Les élites ne sont pas tout à fait d'accord sur ces points. Celles qui se situaient à gauche de l'échiquier politique étaient sceptiques quant à **l'économie de ruissellement** et préconisaient davantage de programmes d'aide sociale et de réglementations environnementales. Mais leurs propositions étaient, pour la plupart, relativement modérées. Pratiquement aucun membre influent de l'élite mondiale n'a proposé de réduire délibérément la production industrielle, et seuls quelques pays ont fait des efforts significatifs pour réduire la croissance démographique. Les conservateurs politiques (c'est-à-dire les personnes qui s'efforcent de conserver les relations de pouvoir social existantes) ont eu tendance à être plus résolus : leur programme consistait à promouvoir sans relâche l'expansion industrielle, l'augmentation de la population et la transformation de la nature en biens et services, avec le moins de réglementations possible en matière de pollution.

Même si, d'une certaine manière, la lutte idéologique était une impasse (les démocraties occidentales comme les États-Unis ont connu des changements répétés entre la domination politique libérale et conservatrice), les conservateurs ont effectivement réussi à bloquer la stabilisation de la société, leur succès étant grandement facilité

par le fait que les libéraux n'avaient pas vraiment plaidé pour l'arrêt de la croissance de la population ou de la production industrielle. En effet, malgré tous leurs désaccords, libéraux et conservateurs étaient d'accord sur un point : la croissance, la mondialisation et les politiques économiques néolibérales contribueraient à résoudre tous les problèmes, de la pauvreté à la pollution. Malheureusement, ils étaient ainsi unis dans un mensonge périlleux.

Aujourd'hui, la société est clairement engagée sur la voie d'une instabilité critique. Le changement climatique menace de submerger les côtes, de provoquer de graves sécheresses et inondations et de rendre l'accès à la nourriture et à l'eau beaucoup plus problématique pour des milliards de personnes. Dans le même temps, les démographes prévoient que la population mondiale atteindra près de 10 milliards de personnes d'ici à 2050, ce qui ne fera qu'aggraver les difficultés. Les niveaux d'inégalité et de dette augmentent depuis des décennies. La pollution chimique, qui perturbe les hormones, modifie le nombre de spermatozoïdes chez l'homme et chez de nombreux autres animaux, ce qui menace de provoquer une stérilité quasi universelle. La nature sauvage est en recul presque partout, le nombre de mammifères, d'oiseaux, d'amphibiens, de reptiles, de poissons et d'insectes étant en chute libre. Les vagues actuelles de réfugiés économiques, politiques et climatiques laissent présager de futures inondations d'humanité déplacée à mesure que le système socio-écologique s'effiloche. Et aux États-Unis, la nation centrale du système industriel mondial, la polarisation politique, l'impasse et les niveaux croissants de violence politique empêchent les élites de résoudre même les problèmes qu'elles daignent reconnaître.



Crédit : Pew Research Center <https://www.pewresearch.org/politics/2015/11/23/1-trust-in-government-1958-2015/>

En Amérique, la confiance dans le gouvernement est en déclin depuis les années 1950, tout au long de la période de mondialisation économique. À mesure que la transformation des anciens centres industriels du Midwest en "pays de l'avion" a entraîné la disparition des opportunités économiques pour de larges pans de la population, le respect des élites s'est transformé en une profonde méfiance généralisée.

Sentant la menace qui pesait sur leur propre légitimité et leur contrôle, les élites se sont efforcées de vendre leurs politiques en promettant que tout le monde finirait par bénéficier des produits de consommation bon marché de la mondialisation, ou en distrayant leurs bases avec des questions culturelles brûlantes. Mais le déclin de la légitimité perçue a conduit à des divisions plus profondes au sein des élites elles-mêmes. Au cours de la dernière décennie, ces divisions ont débouché sur l'élection de Donald Trump, l'adoption du Brexit au Royaume-Uni et la montée des leaders nationalistes, populistes et autoritaires dans le monde entier. Pour les aspirants à l'élite, les nouvelles technologies de communication, en particulier les médias sociaux, ont offert la possibilité d'influencer le public de manière continue et instantanée ; cependant, ces nouvelles technologies ont été particulièrement utiles aux membres de l'anti-establishment (y compris les alt-élites comme Trump) pour diffuser la désinformation et les théories du complot.

Aujourd'hui, de larges pans de l'opinion publique américaine ne se contentent pas d'être en désaccord avec les élites sur des politiques spécifiques ; ils détestent au moins certaines élites avec une passion brûlante. Un grand nombre de conservateurs pensent que les dirigeants libéraux sont fondamentalement mauvais, qu'ils sont littéralement des pédophiles adorant Satan et des tueurs de bébés. Quant aux partisans des élites libérales, ils croient que les dirigeants conservateurs, dont la plupart se sont transformés en alt-élites trumpiens, sont des néonazis déterminés à imposer une suprématie blanche nationaliste chrétienne, misogyne et homophobe. Bien que beaucoup de ces croyances soient fausses, la colère est réelle et apparemment inextinguible.

Alors que les températures politiques atteignent des niveaux brûlants, le public est de plus en plus agacé par les étiquettes et les postures, tandis que l'échec fondamental réel des élites - libérales et conservatrices - n'est ni nommé ni discuté. Cet échec fondamental consiste à permettre à la société de suivre la voie d'une croissance incontrôlée qui entraîne inévitablement une aggravation des inégalités économiques et une dégradation de l'environnement. Les efforts visant à maintenir une croissance continue ont été financés par des montagnes de dettes qui ne pourront jamais être remboursées et qui pourraient s'effondrer en quelques jours. Et, d'un point de vue physique, la croissance a été fondée sur l'épuisement de ressources naturelles finies, garantissant ainsi que l'expansion sera autolimitée et **se terminera probablement par la mère de tous les crashes**. Bien que la situation soit simple à saisir dans ses grandes lignes, le public n'en comprend presque rien, car les élites - libérales, conservatrices et alternatives - profitent de ce manque de sensibilisation.

Les libéraux se tordent les mains devant les problèmes d'injustice sociale, sans doute sincèrement indignés, mais espérant aussi conserver le soutien des femmes, des personnes de couleur, des immigrants et des personnes LGBTQ+. Pourtant, aucun de ces groupes d'intérêt n'est encouragé à voir sa situation critique (que je n'ai aucune envie de minimiser) dans le contexte de la grande histoire de notre époque - **l'arc de la croissance démographique et de la consommation non durable alimentée par des combustibles fossiles, qui se dirige vers une collision inévitable avec les limites environnementales**.

Pendant ce temps, les conservateurs font des heures supplémentaires pour élaborer **de nouvelles théories du complot** qu'ils peuvent serrer autour du cou des puissants libéraux. Saviez-vous que la "**Grande Réinitialisation**" - une expression employée par ~~Klaus Schwab~~ **<84 ans>**, président exécutif du Forum économique mondial - est en fait un plan des maîtres obscurs du gouvernement et de la finance pour utiliser le Covid-19 (qui était, bien sûr, planifié bien à l'avance) comme une excuse pour obtenir un contrôle dictatorial total sur chaque personne sur Terre ? S'ils peuvent vous obliger à porter un masque ou à vous faire vacciner pendant une pandémie, que peuvent-ils vous faire faire d'autre ? Saviez-vous que le changement climatique est un canular inventé par des scientifiques rusés avides de fonds pour la recherche - et que ces mêmes élites gouvernementales et financières de l'ombre (ainsi que les stars de cinéma d'Hollywood) vont utiliser le réchauffement de la planète comme excuse pour vous retirer votre voiture et vous forcer à manger de la viande artificielle ? Eh bien, si vous ne le saviez pas déjà, il est temps de vous réveiller et de vous assurer que vous portez un chapeau en aluminium pour bloquer les tentatives qu'ils pourraient utiliser pour contrôler votre esprit !

Qui sont ces ignobles élites ? Bien que les politiciens soient les plus visés, une partie de l'ire pourrait être dirigée à juste titre vers les économistes - qui ne sont pas tous des super-élites, mais qui méritent un "prix" spécial pour avoir légitimé les élites dans l'arène politique. Ils sont notre sacerdoce moderne, établissant les règles du jeu et créant des justifications pour la croissance à tout prix. Ils se disent scientifiques, alors qu'en réalité, ils ne font qu'entasser des données dans des modèles non examinés et non testés.

Mais la folie des économistes n'absout pas les médias, les politiciens ou les dirigeants d'entreprise - en fait, tous ceux qui font partie des dix pour cent des revenus mondiaux les plus élevés, par exemple. **Pourquoi ces personnes n'ont-elles pas pu voir par elles-mêmes ce qui se passait ?** Après tout, il n'est pas nécessaire d'avoir une intelligence de génie ou des compétences en mathématiques supérieures pour prévoir que la croissance exponentielle de la population et de la consommation sur une planète finie conduira inévitablement au désastre. Je me souviens de la phrase lapidaire d'Upton Sinclair : *"Il est difficile de faire comprendre quelque chose à un homme lorsque son salaire dépend de son incompréhension."*

Dans tout cela, je fais principalement référence aux **élites** des États-Unis et de l'Europe (car ces personnes ont eu une influence démesurée au cours des dernières décennies - siècles, même). Mais les élites des nations moins riches, y compris la Chine et l'Inde, ont bien appris leurs leçons : contextes différents, même échec. Les seules exceptions notables à cet échec universel sont les dirigeants de nombreuses sociétés indigènes, qui se sont fermement opposés à la surexploitation de la nature.

Il est difficile de rendre compte du degré et de la profondeur de l'échec des élites sans sombrer dans un affreux porno catastrophe. **Nous ne sommes pas seulement confrontés à une crise politique ou économique, mais à un effondrement de la société et des écosystèmes, avec tout ce que cela implique.** Il est difficile de penser très loin dans ces lignes sans être à la fois effrayé et en colère.

Se plaindre des élites est facile de nos jours : lorsque les économies, les écosystèmes et les institutions gouvernementales commencent à s'effondrer, tout le monde accuse naturellement les responsables. Les élites ont des cibles sur le dos. Mais généralement, les critiques qui leur sont adressées ne sont pas ciblées, sont mal informées ou désinformées. Même si vous êtes personnellement en faveur d'un groupe spécifique d'élites, il est fort probable que ce groupe soit vilipendé par quelqu'un d'autre - et probablement pour des raisons qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'échec global dont toutes les élites sont responsables. On est tenté d'éprouver un peu de sympathie pour ces personnes. Ils n'étaient pas là lorsque des décisions clés ont été prises dans les années 1970, qui ont fait que nous assisterions aujourd'hui au début d'une série de crises. La génération actuelle a hérité d'une situation désastreuse. Mais ils n'ont pas fait grand-chose pour empêcher ce gâchis d'empirer.

Pourtant, l'échec a persisté même lorsque les scientifiques - dont certains sont pratiquement les seuls diseurs de vérité de l'élite - ont cherché à reformuler notre problème de dépassement en termes technocratiques, avec une cause simple (les émissions de carbone) et une solution tout aussi simple (une transition énergétique qui délaisse les combustibles fossiles au profit des panneaux solaires et des éoliennes). Bien que cette prescription ne puisse pas apporter une solution complète à notre dilemme écologico-social et qu'elle promette simplement de pousser prudemment la société dans la direction générale d'une plus grande durabilité, les élites ne peuvent apparemment pas encore se résoudre à faire grand-chose.

Elles se retrouvent maintenant dans une situation intenable. Elles ne peuvent plus éviter d'affronter des problèmes qui ont mis des décennies à se matérialiser et qui ne peuvent être résolus rapidement ou sans douleur.

Si l'on examine les sociétés complexes du monde entier au cours des derniers millénaires, il est clair que l'échec des élites n'a rien de nouveau. En effet, **avec le temps, les élites échouent presque toujours.** Elles deviennent trop gourmandes, elles surestiment leur propre intelligence et elles découragent les personnes qui les entourent de transmettre les mauvaises nouvelles. Lorsqu'elles échouent, les sociétés se contentent parfois de descendre à un niveau inférieur d'organisation sociale. Les gens s'époussettent et vont de l'avant, retournant à un mode de vie villageois plus simple. D'autres fois, lorsque la crise survient, les élites se divisent, les factions profitant de l'échec en **se présentant comme des résolveurs de problèmes** ou des vengeurs. Cela débouche rarement sur une issue pacifique. Mais c'est un assez bon résumé de ce qui se passe actuellement.

La meilleure réponse stratégique pour les gens ordinaires serait probablement de construire des réseaux de pouvoir horizontaux à la base et de prendre de l'avance sur les élites défailtantes en faisant tout ce qui peut minimiser la crise à venir. Cela a du sens, surtout à un moment où l'intégration mondiale s'effiloche, où les chaînes d'approvisionnement sont brisées et où il existe de nombreuses opportunités et incitations à remplacer les importations par des produits locaux. Néanmoins, les institutions de pouvoir horizontal - coopératives, assemblées de citoyens, communautés intentionnelles - prennent du temps à s'organiser.

Si je devais donner un conseil aux élites, ce serait le suivant. Il n'a jamais été facile de faire ce qui est juste, et ce sera encore plus difficile maintenant. **Commencez par dire la vérité.** Vous serez de toute façon blâmé. Pourquoi ne pas utiliser votre position d'influence pour sensibiliser le public à ce qui se passe réellement et pourquoi ?

Mais, cher lecteur, ne retenez pas votre souffle en attendant que les élites fassent bien les choses. J'ai utilisé cet essai pour canaliser ma propre exaspération à l'égard des lâches en haut lieu, dont certains se sont enrichis à des degrés obscènes alors que tant d'autres languissaient. Réprimez-les un peu, selon votre degré d'indignation, mais je vous conseille de consacrer l'essentiel de votre énergie à aller de l'avant. Tout ce qui nous divise davantage rend plus difficile pour l'humanité de faire ce qui est encore possible. Une meilleure voie serait de construire une résilience personnelle et communautaire en prévision de ce qui va arriver. Apaiser la souffrance. Sauvez ce qui peut l'être.

▲ [RETOUR](#) ▲

.#226. Les frères et sœurs de l'incompréhension

Tim Morgan Publié le 11 avril 2022

Surplus Energy Economics
The home of the SEEDS economic model – Tim Morgan



FAIRE CONFIANCE À TINA, CRAINdre TINAR



Bien qu'ils soient les derniers à l'admettre, les gouvernements n'ont plus de stratégies économiques dignes de ce nom.

Sur le défi économique le plus grave du moment - l'escalade du "**coût de la vie**" - l'armoire des réponses est vide. Ce qui reste, c'est une vague foi dans la continuité, renforcée par les vœux pieux que la transition énergétique et la technologie inverseront d'une manière ou d'une autre le déclin palpable de la prospérité publique.

En fin de compte, la seule chose qui soutient aujourd'hui l'orthodoxie - et qui, de la même manière, soutient les marchés artificiellement gonflés et se substitue à l'absence d'un sens de l'orientation convaincant - est TINA, l'acronyme de *There Is No Alternative* (il n'y a pas d'alternative).

TINA peut ne pas sembler particulièrement rationnel - jusqu'à ce que vous rencontriez TINAR.

Renvoyer la balle

En termes économiques, il n'y a rien de tout à fait nouveau dans cette situation, puisque les gouvernements ont largement abdiqué de la politique économique en 2008-09 lorsque, pendant la GFC (crise financière mondiale), la responsabilité de l'état lamentable des affaires économiques a été rejetée sur les banquiers centraux.

Compte tenu de ce qui les attend aujourd'hui, ces dignes représentants pourraient bien souhaiter pouvoir rendre ce fardeau aux politiciens. Si les banquiers centraux ne relèvent pas suffisamment les taux d'intérêt, la spirale inflationniste pourrait très bien devenir incontrôlable. Si, au contraire, les taux sont relevés de manière significative, ce qui réduit l'accessibilité de la dette et endigue le flux de nouveaux crédits, les conséquences seront une récession majeure et un effondrement des marchés d'actifs.

D'une manière ou d'une autre, les conséquences sont si graves que même le plus optimiste des optimistes ne pourrait les faire passer pour "*un problème temporaire*".

Sur le plan monétaire, l'issue la plus probable est de loin un compromis insatisfaisant. Les taux directeurs des banques centrales occidentales pourraient atteindre, disons, 3 % ou un peu plus d'ici la fin de l'année, et l'inflation pourrait alors facilement atteindre deux chiffres.

Les **taux d'intérêt nominaux** (qui déterminent le montant que les emprunteurs doivent effectivement payer) sont donc appelés à augmenter, tandis que les taux réels (hors inflation) pourraient simultanément atteindre de nouveaux sommets de négativité, aggravant la distorsion économique que cette situation anormale établie de longue date a déjà créée.

La situation difficile de la "*personne moyenne*" devrait être au centre de toute évaluation de la situation économique. Sa prospérité discrétionnaire est comprimée par la façon dont le coût des produits de première nécessité augmente beaucoup plus rapidement que les revenus. Il ou elle est déjà lourdement endetté(e) - surtout si l'on ajoute aux dettes directes des ménages la part par habitant de l'endettement des gouvernements et des entreprises - et doit faire face aux conséquences des fortes augmentations du coût nominal du crédit.

Il ne faut pas pointer du doigt un seul gouvernement dans cette crise généralisée, mais la politique britannique est caractéristique de la perplexité des autorités. La solution partielle aux augmentations douloureuses et spectaculaires des factures d'énergie est considérée comme un système de prêts <usuraire>. **La solution à plus long terme est présentée comme une expansion des sources d'énergie renouvelables (ER), telles que l'énergie éolienne et solaire, avec l'inclusion possible de la "fracturation", et d'un engagement renouvelé envers le nucléaire. Aucune de ces solutions n'est susceptible de fonctionner.**

Le recours aux prêts doit refléter l'hypothèse peu crédible selon laquelle le coût du gaz et de l'électricité domestiques va, d'une manière ou d'une autre et de son propre chef, revenir à une sorte de "normale". Même ses défenseurs les plus optimistes, en Grande-Bretagne ou ailleurs, ne prétendent pas que la transition énergétique puisse réduire le fardeau des ménages autrement qu'à long terme.

Dans ces circonstances, il n'est pas déraisonnable de supposer que le mécontentement du public risque de s'aggraver, alimentant le soupçon croissant que le système est en quelque sorte chargé contre la personne "*ordinaire*".

Ce soupçon peut être fondé ou non, mais il ne doit pas nous inciter à croire que les gouvernements ont des réponses que seule une intention malveillante les empêche de mettre en œuvre.

Le fait est que les gouvernements n'ont pas de solutions, agréables ou non, à une détérioration généralisée de la prospérité. Ils ont encore moins de solutions aux implications plus larges d'une croissance économique antérieure qui s'inverse.

Les explications ne sont pas des solutions

Depuis sa création, ce site a eu deux objectifs. **Le premier** a été d'explorer et d'affiner les principes de l'économie comprise comme une dynamique énergétique plutôt que comme un système financier.

Le second a été de déterminer si ces principes pouvaient être intégrés dans un modèle économique permettant une meilleure interprétation du présent et du passé récent, et une meilleure capacité à prévoir l'avenir.

La base du principe a été exposée dans un article récent, tandis que les projections produites par le modèle économique SEEDS ont été décrites dans un autre. Le mois d'avril est particulièrement riche en nouvelles données, mais il est très peu probable que la prochaine itération du modèle (SEEDS 23) révèle un changement

significatif dans les tendances futures qui peuvent maintenant être prédites avec un degré de confiance assez élevé.

À aucun moment, il n'a été prévu ici que la base énergétique de l'économie inciterait à repenser sérieusement l'orthodoxie économique basée sur l'argent, et encore moins que les décideurs, au sein du gouvernement ou ailleurs, accepteraient une réalité basée sur les preuves émergentes que l'économie est un système énergétique en érosion, soumis à des contraintes matérielles, plutôt qu'un système entièrement financier, capable de fournir une *"croissance infinie sur une planète finie"*.

Même l'acceptation des contraintes environnementales a été progressive et réticente, conduisant largement à des prescriptions politiques choisies bien plus pour leur acceptabilité que pour leur aspect pratique. L'acceptation des limites économiques serait un pont trop loin, non seulement pour les décideurs mais aussi pour le grand public.

Le mieux que l'on puisse espérer - du moins jusqu'à ce que les conditions se dégradent considérablement - est une évaluation dans l'ombre des implications de l'orthodoxie qui s'avère erronée. La planification de scénarios est utile, car elle permet de se préparer au pire sans exiger l'adoption de ce pire comme base déclarée de la politique.

Faire confiance à TINA

Les fondements logiques et empiriques de la présomption de continuité étant en train de s'effondrer, les meilleures choses que l'orthodoxie peut faire pour l'instant sont deux versions de TINA.

Dans sa dimension économique, TINA s'applique à un penchant établi de longue date pour gagner du temps dans l'espoir que *"quelque chose va se produire"*. Face à l'échec démontrable qui a été la véritable leçon du GFC, la décision a été prise d'aggraver le crédit par un *"aventurisme"* monétaire.

Personne n'a semblé inquiété outre mesure, que ce soit par l'aléa moral ainsi déclenché ou par la contradiction qu'implique le fait d'essayer de faire fonctionner un système capitaliste sans la condition préalable essentielle d'un rendement réel positif du capital.

Les espoirs reposent maintenant sur la proposition selon laquelle les taux peuvent être augmentés suffisamment pour maîtriser l'inflation sans faire s'effondrer les prix des actifs ni déclencher une grave récession.

Cette situation confronte les investisseurs à leur propre TINA : les prix des actions, des obligations et de l'immobilier peuvent sembler extrêmement exagérés, mais, avec des taux profondément négatifs et susceptibles de le devenir davantage, la seule alternative, qui est d'être cash-long, est le seul moyen sûr de perdre de l'argent. En d'autres termes, les rendements réels très négatifs des liquidités sont désormais le seul élément qui empêche un effondrement du marché.

Une armoire vide de réponses

La version politique de TINA est l'absence d'une alternative convaincante au *"consensus libéral"* qui est en place depuis le début des années 1980.

Même lorsqu'ils sont dans l'opposition plutôt qu'au gouvernement, les partis de centre-gauche ne proposent aucune alternative systémique aux préceptes de politique économique acceptés depuis que le modèle d'économie mixte interventionniste a semblé échouer dans les années 1970 et que la version soviétique du collectivisme a effectivement échoué à la fin des années 1980.

Les prophéties d'effondrement à la Cassandra n'ont aucun attrait pour le public, tandis que les théories du complot dissuadent beaucoup plus d'électeurs qu'elles ne peuvent en convaincre. Cette situation est, bien sûr, intrinsèquement instable.

En ce qui concerne les marchés, il y a des limites à la durée pendant laquelle les investisseurs en actions peuvent

ignorer la baisse des secteurs discrétionnaires, et à la durée pendant laquelle les marchés obligataires peuvent considérer les pressions sur les taux comme un simple irritant à court terme. La compression incessante de l'accessibilité et l'inévitabilité d'une hausse des taux nominaux, au moins, ont des implications indéniables pour l'immobilier.

Sur le plan politique également, il y a des limites à l'ampleur des difficultés que les électeurs accepteront sans poser des questions difficiles à TINA. L'assiette fiscale est comprimée, car la seule partie de l'économie qui peut vraiment être taxée de manière nette et positive est la marge qui existe entre la prospérité du haut de l'échelle et le coût des produits de première nécessité. Il n'y a pas vraiment d'intérêt pratique à taxer les gens au point que les difficultés nécessitent le remboursement des impôts par le biais de l'aide sociale.

Étant donné l'absence d'alternatives, on ne peut pas vraiment critiquer les gouvernements pour un micawberisme qui promet, et en même temps espère, que "*quelque chose va se produire*", même si ce "*quelque chose*" devient de moins en moins réaliste au fil du temps.

La magie de la manipulation monétaire et l'alchimie de la technologie fondée sur le déni des lois de la physique peuvent sembler invraisemblables, même pour ceux qui sont les plus enclins à y croire, mais - une fois encore - la "règle du TINA" s'applique.

C'est bien beau de comprendre que l'accessibilité et le caractère abordable des biens essentiels sont les champs de bataille politiques de l'avenir, mais il existe de sérieux obstacles à une reconnaissance rapide de cette réalité. Comme un soldat est censé l'avoir dit pendant la Première Guerre mondiale, "si vous connaissez un meilleur trou de renard, allez-y !".

Le jumeau maléfique

Dans cette situation, le pronostic peut devenir plus que simplement impopulaire, si le pronostic manque d'une prescription efficace.

Pour ne citer qu'un exemple, l'absence d'alternatives pratiques signifie que, alors que la gauche politique pourrait préconiser d'imposer toujours plus d'impôts aux "riches", de telles propositions ignorent le fait qu'une grande partie de la richesse supposée des plus riches est un produit théorique de la distorsion du marché, et ne peut être monétisée en espèces imposables.

Nous pouvons raisonnablement en déduire qu'il ne peut y avoir d'atterrissage en douceur à partir d'un choix entre l'effondrement du marché et la montée en flèche de l'inflation, et que l'on ne peut s'attendre à ce que le public continue d'acheter des réponses à long terme invraisemblables à des difficultés économiques à court terme qui s'aggravent.

De même, nous sommes libres de produire des évaluations du présent fondées sur la réalité et de définir des tendances probables pour l'avenir. Nous pouvons démontrer, par exemple, que la majeure partie de la "croissance" de ces vingt dernières années n'était qu'artificielle, que la prospérité est déjà en déclin constant et que l'augmentation des coûts réels des produits de première nécessité à forte intensité énergétique réduit la marge de manœuvre de la consommation discrétionnaire. Nous pouvons souligner que la politique monétaire a été conduite dans un cul-de-sac et qu'il n'y a pas de solution politique permettant d'éviter à la fois le Scylla de l'inflation et le Charybde de la récession.

Mais en quoi cela aide-t-il ceux qui ont la responsabilité des décisions ?

Nous pouvons continuer à tirer des conclusions raisonnables, notamment la probabilité que les illusions sur le prix des actifs s'estompent et que la patience populaire ne survive pas longtemps au solvant de l'aggravation des difficultés.

Rien de tout cela, cependant, n'offre une alternative acceptable au TINA.

Il pourrait sembler presque réconfortant que, en l'absence de logique et de preuves, TINA soit devenu le seul support retenu par le consensus "narratif".

Nous devons cependant prendre garde au fait que TINA peut avoir un frère ou une sœur beaucoup moins indulgent(e), avec l'acronyme TINAR - There Is No Acceptable Reality - qui prête à confusion.

En d'autres termes, les attentes populaires peuvent devenir de plus en plus ancrées et les demandes du public de plus en plus pressantes, alors même que les moyens de les satisfaire s'amenuisent.

▲ [RETOUR](#) ▲

Les 10 points clefs du troisième rapport du GIEC, synthèse proposée par Bon Pote

Vincent Mignerot 6 avril 2022



Les points 2 à 10, constats et propositions connus et répétés depuis des décennies de recherche scientifique et de lutte pour l'écologie ont été sanctionnés par le point 1 : "**Les émissions annuelles moyennes au cours de la période 2010-2019 n'ont jamais été aussi importantes dans l'histoire de l'humanité !**"

Deux éthiques sont envisageables désormais :

- continuer d'affirmer qu'il est possible pour l'humanité de réduire intentionnellement son empreinte écologique, parce que "la solution est politique", ce qui, ne correspondant aux observations ni écologiques ni économiques, a de grandes chances d'augmenter les dissonances, de favoriser, par désillusion, frustration et défiance une division sociétale qui faciliterait l'accès au pouvoir des obscurantismes de tous ordres et aggraverait alors d'autant la situation écologique elle-même,

- **accepter qu'il n'existe pas de solution,** ce qui aurait pour qualité première de correspondre à la réalité, de réduire les dissonances, d'éviter une réactance qui ronge les liens de confiance entre les peuples et leurs dirigeants, de limiter la défiance envers la science, censée elle-même parler de la réalité, d'empêcher l'instrumentalisation de l'écologie par des positivismes hors consensus scientifiques qui promeuvent une flexibilité énergétique et un développement résilient qui dévasteront plus encore le milieu mais rendront la vie plus douce à ceux qui y auront accès, faisant ainsi porter la charge de la sobriété de façon toujours plus inégalitaire.

Quoi qu'il en soit, **l'écologie** telle qu'elle a été pensée et présentée jusqu'à présent doit assumer **son échec** ou s'attendre à ne plus être écoutée du tout, sauf pour la bonne conscience.

• • •



Vincent Mignerot

5 avril, à 07 h 37 · 🌐

...

Les lois de la physique rendent la sobriété inévitable

"La transition vers des énergies bas carbone est indiscutable. Mais, hélas, rien ne garantit que le TRE des énergies renouvelables soit suffisamment important pour compenser le déclin de celui des fossiles et maintenir le TRE global à un niveau suffisamment élevé. Et ce, pour deux raisons. D'abord, leur TRE est moyen : 8 pour le photovoltaïque, 11 pour l'éolien par exemple. Ensuite, l'extraction et le traitement des matières indispensables à leur production, notamment le cuivre ou l'acier, vont demander peu à peu plus d'énergie."

Merci à Louis Delannoy, Pierre-Yves Longaretti et [Emmanuel Prados](#) pour ce rappel.

Le plus important reste à mon sens d'être le plus clair possible : la sobriété véritable, celle qui réduit réellement l'empreinte environnementale c'est la réduction revenu/PIB, en commençant par les plus privilégiés. Ne pas énoncer clairement les enjeux de l'effort écologique c'est entretenir le compatibilisme écologique (<https://vincent-mignerot.fr/politique-compatibilisme.../>), faire prendre le risque du collapswashing (<https://vincent-mignerot.fr/greenwashing-collapswashing/>), façonner les obscurantismes politiques, et moraux, de demain (<https://youtu.be/GLotyMwxkgg>).

<https://reporterre.net/Les-lois-de-la-physique-rendent-la-...>



REPORTERRE.NET

Les lois de la physique rendent la sobriété inévitable

L'industrie pétrolière consomme de plus en plus d'énergie pour son...

.Les lois de la physique rendent la sobriété inévitable

Reporterre
le quotidien de l'écologie



L'industrie pétrolière consomme de plus en plus d'énergie pour son propre fonctionnement. ~~Un signe qu'il faut accélérer la transition vers des énergies bas carbone~~ et mettre l'accent sur la sobriété, expliquent les auteurs de cette tribune.

Louis Delannoy est doctorant-chercheur à l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (Inria), où il étudie la question des risques systémiques dans un monde complexe. Au sein de l'équipe [Steep](#), il s'intéresse avec Emmanuel Prados, coauteur de cette tribune, à l'importance des ressources fossiles dans notre système socioéconomique.

L'articulation croissante des dégradations écologiques et sociales a mis en évidence les failles du courant économique dominant. Afin d'informer sur la façon dont ces crises sont interconnectées et proposer des leviers d'action, une école de pensée économique a pris de l'ampleur : l'[économie écologique](#). Celle-ci estime que l'économie résulte principalement des interactions qu'ont les êtres humains avec leur environnement et ses diverses composantes biophysiques. Dans cette approche, un indicateur est fondamental, mais reste peu connu du grand public : le [taux de retour énergétique \(TRE, ou EROI en anglais\)](#).

Afin de bien le comprendre, il est nécessaire de rappeler que l'Homme ne produit pas d'énergie, il l'extrait de la nature, puis la transforme pour ses propres usages. Pour y arriver, il lui est nécessaire d'en consommer une quantité initiale, par exemple pour fabriquer un panneau solaire ou une éolienne. Le ratio entre énergie produite et celle mobilisée pour la production est nommé **taux de retour énergétique**.

Un TRE supérieur à 1 signifie que le sous-système étudié (un puits de pétrole, un panneau solaire, etc.) est producteur net d'énergie. Un sous-système avec un TRE inférieur à 1 en consomme plus qu'il n'en produit. De tels sous-systèmes peuvent quand même être localement ou temporairement utiles lorsqu'ils ont des propriétés intéressantes (pour convertir une énergie spécifique par exemple), mais **notre système de production énergétique a besoin d'avoir dans sa globalité un TRE important (de 5 à 11) pour permettre le maintien d'une prospérité matérielle élevée.**

L'industrie des combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon) consomme de l'énergie pour sonder, creuser, pomper, etc. les ressources de notre sous-sol. Comme nous y avons beaucoup recours et que l'Homme a tendance à utiliser en priorité les ressources les plus faciles à exploiter, leur TRE diminue.



Forage offshore, en Écosse. [Piqsels/CC](#)

Deux exemples illustrent ce phénomène : les records de forages *offshore* ne cessent d'être battus (de 1 000 mètres [en 1994](#) à plus de 3 400 en 2020) et les liquides pétroliers extraits sont de moins bonne qualité (pétroles ultralourds du Venezuela, sables bitumineux du Canada, etc.). Alors qu'en 1950 le TRE se situait à 50 pour la production de liquides pétroliers et à 140 pour le gaz, aujourd'hui, on estime que leurs TRE s'établissent respectivement à [9](#) et [25](#) et qu'ils pourraient décroître rapidement, pour tomber à 2 et 16 au milieu de ce siècle.

« ~~La transition vers des énergies bas carbone est indiscutable~~ »

Pour plusieurs raisons, cette baisse peut s'avérer cruciale pour la transition écologique bas carbone. **Premièrement**, elle laisse entrevoir une forte augmentation de la demande énergétique de l'industrie de production des hydrocarbures. Comme toute conversion d'énergie affecte nécessairement l'environnement (mais à diverses échelles), cela suppose une intensification des dégâts écologiques de la part des producteurs d'énergies fossiles.

Deuxièmement, le TRE du système de production énergétique tel qu'il existe aujourd'hui est amené à s'approcher des seuils pouvant engendrer des [conséquences économiques indésirables](#), telles qu'une inflation importante, qui pourrait prendre le relais du cycle inflationniste actuel lié à un déficit d'offres, une période de récession, ~~une~~ ~~augmentation des inégalités~~, etc.



Panneaux solaires en ville. [Pxhere/CC0](#)

La transition vers des énergies bas carbone est indiscutable. Mais, hélas, rien ne garantit que le TRE des énergies renouvelables soit suffisamment important pour compenser le déclin de celui des fossiles et maintenir le TRE global à un niveau suffisamment élevé. Et ce, pour deux raisons. D'abord, leur TRE est moyen : 8 pour le photovoltaïque, 11 pour l'éolien par exemple. Ensuite, l'extraction et le traitement des matières indispensables à leur production, notamment le cuivre ou l'acier, vont demander peu à peu plus d'énergie.

Cette hausse peut en retour limiter, voire contrecarrer, les progrès technologiques et industriels des énergies renouvelables et de leur TRE. Il convient de noter que la question des enjeux et effets du TRE est de plus en plus discutée dans la littérature scientifique, car elle demeure centrale. Si le TRE global est trop proche des zones de turbulences, il est possible que cela puisse *in fine* ralentir, voire empêcher la transition elle-même.

« La sobriété apporte un élément de réponse essentiel »

Dans le cas où la société n'accomplirait pas rapidement une transition bas carbone et se trouverait confrontée à un TRE trop bas, deux options apparaissent. La première consiste à recourir au nucléaire (son TRE reste débattu et est estimé entre 20 et 50), mais cette source d'énergie n'est ni généralisable ni déployable suffisamment rapidement — ses autres inconvénients ici mis de côté. La seconde option serait une relance du charbon, abondant et fort d'un TRE de plus de 80. Néanmoins, son utilisation pourrait aggraver les dégâts écologiques et climatiques auxquels le monde devra faire face, et ralentir le déploiement effectif de la transition en particulier le changement de technologie.

Couplée à une faible évolution des TRE des énergies renouvelables, la baisse des TRE du pétrole et du gaz représente un risque structurel majeur pour nos sociétés. Dans ce contexte, la sobriété apporte un élément de réponse essentiel. Plus nos besoins matériels se trouveront atténués (tout en conservant une certaine zone de confort), plus bas sera le TRE minimal que pourra supporter notre société. Les dégâts écologiques seraient aussi réduits, et l'ajustement de nos modes de vie dans les limites planétaires pourrait s'opérer plus facilement.

▲ RETOUR ▲

.Pourquoi il est difficile de remplacer le diesel par du biodiesel

Alice Friedemann Posté le 12 avril, 2022 par energyskeptic

Peak Energy & Resources, Climate Change,
and the Preservation of Knowledge

Collapse or Extinction?

Collapse or Extinction?



Le biodiesel est le grand espoir, notre principal espoir, de remplacer le diesel pour le transport et les fossiles dans la fabrication. C'est le seul carburant renouvelable, les engins comme les éoliennes et les panneaux solaires ne sont pas renouvelables, ils sont restructurables en utilisant des combustibles fossiles à chaque étape de leur cycle de vie.

Les États-Unis produisent plus d'un milliard de gallons par an de biodiesel aux États-Unis. Notre biodiesel est fabriqué à partir de 95 % d'huiles végétales (68 % de soja, 16 % de maïs, 11,4 % de canola) et de 5 % de graisses

animales (EIA 2019a). Environ un dixième du biodiesel provient d'huiles de cuisson usagées.

Aucun autre biocarburant ne peut remplacer le diesel à part le biodiesel, pour des raisons expliquées ici et dans une douzaine de chapitres de **Life After Fossil Fuels : A Reality Check on Alternative Energy**. Ni l'éthanol issu du maïs, de la cellulose ou du varech. Ni le biodiesel provenant d'algues, du charbon liquéfié fini (CTL), de l'hydrogène, de l'ammoniac, de la transformation en gaz, des hydrates de méthane, du gaz naturel ou du schiste bitumineux. Et tant que j'y suis, les transports ne peuvent pas non plus être électrifiés par des batteries ou des câbles aériens.

Le biodiesel fait mouche. Il est renouvelable. Les camions peuvent l'utiliser. Il est commercial.

L'échelle est cependant un problème. Au niveau mondial, 27,95 millions de barils de pétrodiesel sont consommés chaque jour, mais seulement 655 000 barils de biodiesel (BP 2020). La production de biodiesel devrait être multipliée par 43 après le déclin du pétrole.

Et il n'y a pas assez de terres, l'érosion des sols et l'épuisement des aquifères, le changement climatique, la sécheresse et d'autres facteurs limitent la production de soja et d'autres oléagineux.

Les États-Unis brûlent 46 milliards de gallons de diesel pétrolier par an. Ils ne produisent que 1,8 milliard de gallons de biodiesel par an, soit 25 fois moins que nécessaire (EIA 2018, EIA 2019).

Il faut le répéter : 68 % du biodiesel américain provient du **soja**. Même si l'ensemble des 87,2 millions d'acres de soja, cultivés sur un quart des terres cultivées en Amérique, étaient utilisés pour fabriquer du biodiesel, seuls 5,7 milliards de gallons pourraient être produits. Mais cela est peu probable, car le soja est également demandé pour l'alimentation du bétail, l'huile de cuisson, les produits de boulangerie, le lait de soja, le tofu, les lubrifiants industriels et d'autres produits (NCSA 2019).

Le maïs peut produire 18 gallons de biodiesel par acre. Le soja peut produire 65 gallons de biodiesel par acre. Comment expliquer cette différence ? Pas le rendement de la culture. Le maïs donne 177 boisseaux par acre et le soja seulement 52 boisseaux. C'est plutôt la teneur en matières grasses. Le maïs contient 4 % de matières grasses alors que le soja en contient 20 %. Or, il faut des matières grasses pour produire du biodiesel. Malgré sa faible teneur en matières grasses (quatre pour cent) et en raison de son rendement élevé, le maïs parvient à contribuer à 16 % de la production annuelle de biodiesel aux États-Unis en 2019.

Pour le biodiesel, les arachides seraient meilleures que le maïs ou le soja. Les arachides contiennent la moitié d'huile et peuvent donner un rendement de 123 gallons par acre. Mais elles ne poussent que dans les zones les plus humides de sept États du sud-est. Les autres cultures oléagineuses ne sont pas non plus adaptées.

Outre l'augmentation de la production, la distribution devra également être développée. Il y a **168 000 stations-service**, mais seulement 300 où l'on peut trouver 20 % de biodiesel (B20) ou plus (AFDC 2020).

Le biodiesel nécessite beaucoup d'eau. L'empreinte hydrique du biodiesel, de la semence à la récolte jusqu'à la livraison du carburant, est énorme, ce qui n'est pas bon à une époque où la sécheresse, la croissance démographique et l'épuisement des aquifères s'accroissent. Le biodiesel de soja nécessite 13 676 litres (3613 gallons) d'eau par litre de biodiesel produit et l'éthanol de maïs 2 570 litres (725 gallons) (Gerbens-Leenes 2009). L'essence de pétrole a une empreinte beaucoup plus faible, en moyenne seulement 4,5 gallons d'eau par gallon d'essence produit selon Wu et al. (2018).

L'eau est un problème tant à l'aller qu'au retour. Au final, les plantes sont composées de 90 à 95 % d'eau. Retirer cette eau pour fabriquer des carburants demande beaucoup d'énergie, mais doit être fait pour éviter de corroder et d'encrasser les moteurs diesel (Racor 2013).

Mauvaise chimie. Fabriquer des carburants à partir de plantes est un défi car leur chimie diffère de celle du pétrole brut, qui est presque entièrement composé de chaînes d'hydrocarbures, de 82 à 87 % de carbone et de 12 à 15 % d'hydrogène.

Les plantes contiennent des hydrocarbures, mais aussi de l'oxygène, de l'azote, du phosphore, du potassium, du calcium, du magnésium, du zinc, du soufre, du chlore, du bore, du fer, du cuivre, du manganèse et bien d'autres choses encore. Bons pour les pilules vitaminées, mauvais pour les camions, ces éléments doivent être éliminés pour fabriquer du biodiesel, ce qui augmente le coût et l'énergie.

Même dans ce cas, les huiles végétales sont si différentes du gazole de pétrole qu'il est difficile de respecter les spécifications de la norme sur le gazole. Cette norme, ASTM D 975, spécifie la densité énergétique, la stabilité oxydative et biologique, le pouvoir lubrifiant, la performance par temps froid, la compatibilité avec les élastomères, la corrosivité, les émissions (réglementées et non réglementées), la viscosité, l'indice de cétane, la courbe de distillation, la qualité d'allumage, le point d'éclair, le dégagement de chaleur à basse température, la teneur en métaux, en cendres et en soufre, la tolérance à l'eau, la chaleur spécifique, la chaleur latente, la toxicité et la teneur en cendres et en soufre. Il semble presque miraculeux que le pétrole brut puisse être raffiné pour se conformer à toutes ces spécifications. Et c'est beaucoup demander à une graine de soja.

Contrairement au diesel standard, le biodiesel est biodégradable et doit donc être utilisé dans un délai de 45 à 90 jours.

Pourquoi des spécifications aussi strictes pour le diesel ? Le carburant non conforme aux spécifications peut endommager les moteurs diesel en se gélifiant par temps froid ou en agissant comme un solvant, en libérant de la rouille et d'autres contaminants qui bouchent les filtres et les injecteurs de carburant, et plus encore (Bacha et al. 2007, Schmidt 2007).

C'est pourquoi de nombreux fabricants de moteurs de grosse cylindrée ont des garanties qui interdisent le biodiesel, bien que le B5 (5 % de biodiesel / 95 % de diesel de pétrole) convienne souvent. Certaines garanties interdisent le B20 à B100.

La distribution est également un problème. Le biodiesel ne peut pas circuler dans les oléoducs ou les gazoducs, car, comme l'éthanol, le biodiesel est un bon solvant, capable d'absorber l'eau et les impuretés qui peuvent endommager les moteurs (APEC 2011). Il est cinq à vingt fois plus coûteux de transporter du biodiesel par train ou par camion que s'il était possible d'utiliser des pipelines (Curley 2008).

Un baril de pétrole brut ne contient que 10 à 15 % de biodiesel aux États-Unis. Il faudra des décennies pour construire des milliers d'usines de biodiesel, convertir davantage de terres cultivées en oléagineux, modifier les moteurs des camions pour qu'ils brûlent du B100 et construire des pipelines capables de traiter le biodiesel.

Si nous pouvions convertir davantage de pétrole brut en diesel, nous pourrions gagner du temps pour passer du diesel au biodiesel. **Mais seuls 10 à 15 % d'un baril de pétrole brut peuvent être raffinés en diesel.** Un baril de pétrole brut permet de fabriquer des dizaines d'autres produits utiles. Lorsque le pétrole brut est chauffé à la raffinerie, des fractions se détachent. Les premiers à partir sont les hydrocarbures légers pour les plastiques, puis le propane, l'essence, le kérosène pour les avions à réaction, le diesel, le pétrole lourd et l'asphalte.

L'EROI du biodiesel est faible, de l'ordre de 1,3 à 1,9 (Pimentel 2005, Hill et al. 2006), bien loin des 10 à 14:1 nécessaires au maintien de la civilisation telle que nous la connaissons (Lambert et al. 2014).

Conclusion. Le biodiesel est beaucoup plus coûteux à fabriquer que le pétrodiesel, donc comme l'éthanol, son existence est presque entièrement due aux politiques fédérales telles que les crédits d'impôt RFS pour la production de biodiesel et de diesel à base de biomasse, les crédits de taxe d'accise, les crédits pour les petits producteurs de biodiesel et le mandat RFS qui exige des quantités spécifiques de biodiesel dans l'ensemble des

carburants (Schnepf 2013).

Les agriculteurs ne peuvent pas cultiver suffisamment d'oléagineux pour remplacer le diesel pétrolier. Mais une partie de celui-ci est fabriquée à partir de graisses animales. Cela nous amène à la question suivante : Pouvons-nous manger suffisamment de frites pour faire rouler les camions ?

▲ [RETOUR](#) ▲

.Menteurs du climat, branche du Canada

Par Bart Hawkins Kreps, initialement publié par An Outside Chance 12 avril 2022



resilience

Jean-Pierre : l'auteur de cet article n'est pas mieux que ceux qu'il dénonce. Il ne nous explique pas quelles seraient les conséquences, très graves et catastrophiques, de la sortie du pétrole. Nous sommes dans un pétrin mortifère quel que soit nos choix ou nos non-choix en matière d'énergie. Pas plus qu'il nous explique que c'est la fin, officiellement, du pétrole (selon l'AIE), que le pic pétrolier est dépassé et donc que cette dénonciation est inutile.



"Investir dans de nouvelles infrastructures de combustibles fossiles est une folie morale et économique", a averti la semaine dernière le secrétaire général de l'ONU, **Antonio Guterres**. Il a décrié la "litanie de promesses climatiques non tenues", ajoutant que "certains dirigeants de gouvernements et d'entreprises disent une chose - mais en font une autre. Pour dire les choses simplement, ils mentent".

Comme si c'était le moment, le gouvernement canadien est intervenu deux jours plus tard pour fournir un autre exemple de folie morale et économique. C'est à **Steven Guilbeault, ancien militant écologiste** <Greenpeace> et désormais ministre canadien de l'Environnement et du Changement climatique, qu'est revenue la tâche d'annoncer l'approbation fédérale du projet pétrolier en eau profonde de Bay du Nord, d'une valeur de 12 milliards de dollars.

La nouvelle plate-forme offshore devrait entrer en production en 2028 et le rester jusqu'en 2058 environ.

Le gouvernement canadien a également promis la semaine dernière de donner des milliards de dollars aux compagnies pétrolières pour la recherche sur la capture et le stockage du carbone, et nous a assuré que tous les nouveaux projets pétroliers et gaziers seront à "~~zéro-émission nette~~" d'ici 2050.

Jusqu'à présent, le Canada a un bilan constant dans le domaine de la "litanie des promesses non tenues en matière de climat" : il a manqué tous les objectifs de réduction des émissions de carbone qu'il s'est fixés. Peu de gens croient que l'itération actuelle du gouvernement de Justin Trudeau sera très différente. Pour comprendre ce cynisme, il convient d'examiner les entrées les plus notables de Trudeau dans ce que Guterres a appelé le "dossier de la honte" de l'action climatique.

Lorsque Justin Trudeau a remporté une victoire en revenant de l'arrière pour devenir Premier ministre en 2015, il

a succédé au conservateur Stephen Harper, un homme largement reconnu comme un "méchant climatique". L'attrait de Trudeau résidait en partie dans sa promesse de redorer le blason du Canada lors des négociations internationales sur le climat, qui ont débuté à Paris un mois seulement après son élection.

En 2015, le consensus politique dominant était encore que 2°C représentait la limite "sûre" du réchauffement climatique. Limiter le réchauffement climatique à 1,5°C n'était pas largement accepté comme un objectif important, bien que de nombreux climatologues ainsi que les dirigeants des petites nations insulaires avertissaient que même 1,5°C de réchauffement causerait des dommages dévastateurs. Cela dit, la limite de 1,5 °C semblait à la portée de nombreux scientifiques et militants en 2015, contrairement au miracle qu'une telle limite exigerait aujourd'hui, après six autres années de blocage de l'action climatique.

Le gouvernement Trudeau a donc surpris le monde entier lorsque la toute nouvelle ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Catherine McKenna, s'est rendue aux négociations de Paris et a annoncé le soutien de son gouvernement à l'objectif de réchauffement de 1,5 °C. McKenna et Trudeau ont été salués dans le monde entier pour avoir insufflé un nouvel espoir dans les négociations mondiales sur le climat.

Hélas, ce fut probablement le point culminant de la carrière de Mme McKenna en tant que ministre.

Le gouvernement Trudeau a enchaîné les scandales - le commissaire à l'éthique du Canada a déterminé à deux reprises que Trudeau avait violé les règles d'éthique - et son bilan en matière d'atteinte des objectifs climatiques n'était pas meilleur que celui des gouvernements précédents. Pour ne citer qu'un exemple, en septembre 2019, CBC a vérifié les faits concernant l'affirmation de la campagne de Trudeau selon laquelle " *le Canada est en voie de réduire ses émissions de 30 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2005.* " Même dans le meilleur des cas, CBC a constaté que " *toutes les politiques liées au climat qui étaient sur la table en janvier de cette année nous permettraient d'atteindre l'objectif de 2030 à 63 %.* "

À ce stade, Trudeau avait établi une formule particulière. Afin de séduire les écologistes sans effrayer les intérêts commerciaux établis, son gouvernement adopterait une petite taxe sur le carbone tout en soutenant, tant politiquement que financièrement, l'expansion continue de l'industrie pétrolière et gazière du Canada. On nous a demandé de croire que l'augmentation de la richesse nationale provenant de cette production croissante de combustibles fossiles était la clé pour financer ~~une transition ambitieuse vers des énergies renouvelables propres.~~ Apparemment, pour réduire les émissions de carbone dans la génération à venir, nous devons augmenter les émissions de carbone dans le présent.

Cette comédie tragique a atteint une inflexion dramatique à l'été 2019. Les activistes demandaient aux gouvernements du monde entier de montrer qu'ils étaient prêts à prendre au sérieux l'action climatique, en déclarant officiellement que nous étions dans une " *urgence climatique.* " Trudeau a fait savoir que son gouvernement était d'accord avec cette idée.

Le 17 juin 2019, Catherine McKenna a présenté une motion au Parlement, elle a été adoptée, et le gouvernement a reconnu officiellement que le pays était en situation d'urgence climatique nationale. (Quelle était la gravité de cette urgence ? Eh bien, Trudeau et deux autres chefs de parti ont manqué le débat et le vote parce qu'ils avaient des affaires plus urgentes - assister à une parade de la victoire des Raptors à Toronto).

Le lendemain matin, le gouvernement a annoncé qu'il approuvait le projet d'expansion du pipeline Trans Mountain, conçu pour tripler le flux de bitume des sables bitumineux de l'Alberta vers un terminal pétrolier sur la côte de la Colombie-Britannique.

Trudeau a défendu le projet en affirmant que chaque dollar gagné par le gouvernement fédéral grâce au pipeline serait investi dans des projets d'énergie propre. (Le gouvernement avait acheté l'oléoduc un an plus tôt, et était donc devenu le promoteur de la proposition d'expansion, car son propriétaire du secteur privé avait déterminé qu'il n'y avait plus d'analyse de rentabilité valable pour l'expansion. Depuis lors, le coût de l'expansion a gonflé,

passant de 7,4 milliards de dollars (estimation de mai 2018) à 21,4 milliards de dollars en mars 2022.

Cela a dû être une humiliation amère pour Catherine McKenna d'être chargée de défendre une politique d'action climatique qui dépassait les espoirs les plus fous des satiristes. Quoi qu'il en soit, elle a démissionné de son poste de ministre de l'Environnement et du Changement climatique avant la fin de 2019 et a quitté la politique en 2021.

D'une manière ou d'une autre, cependant, Trudeau a pu attirer un activiste climatique avec une profonde crédibilité pour occuper le poste ministériel clé en 2021.

Steven Guilbeault était encore nouveau en politique, mais sa carrière de militant écologiste était suffisamment solide pour que les défenseurs des combustibles fossiles tirent la sonnette d'alarme lorsque Trudeau l'a nommé ministre de l'Environnement et du Changement climatique.

Une légende raconte qu'un Guilbeault de cinq ans *"a refusé de descendre d'un arbre auquel il avait grimpé, dans le but d'empêcher un promoteur immobilier de défricher une zone boisée derrière sa maison"* (Wikipedia). Son action en 2001 est plus documentée : représentant **Greenpeace International**, il a grimpé avec le militant Chris Holden à 340 mètres de la Tour CN de Toronto et a déployé une bannière sur laquelle on pouvait lire "Canada and Bush Climate Killers".

La nomination de M. Guilbeault avait le potentiel d'éveiller une lueur de faible espoir dans le cœur d'un observateur blasé de la politique canadienne. Nous avons maintenant un ministre de l'environnement qui se soucie suffisamment de l'environnement pour être arrêté pour ses convictions ! Cela pourrait-il signifier que le gouvernement Trudeau va prendre une nouvelle direction ?

Eh bien ... non. Pas encore, en tout cas.

Au lieu de cela, **Guilbeault est maintenant l'homme de paille** pour une autre expansion de l'infrastructure des combustibles fossiles. En supposant que le projet trouve du financement et soit achevé dans les délais, Bay du Nord commencera à ajouter à la production mondiale de pétrole en 2028 - à un moment où, si nous étions un tant soit peu sérieux en matière d'action climatique, nous serions bien engagés dans une réduction drastique, et non une augmentation, de la production et de la consommation de combustibles fossiles.

Il était douloureux de considérer la rationalisation du projet. Cette augmentation de 300 millions de barils de la nouvelle production pétrolière, a déclaré M. Guilbeault, a été approuvée *"sous réserve de certaines des conditions environnementales les plus strictes jamais imposées, y compris l'exigence historique pour un projet pétrolier et gazier d'atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050"*.

Cela vous reconforte-t-il d'imaginer que quelque part vers la fin de la durée de vie du projet, **si de nombreuses nouvelles technologies et de nouveaux processus sont inventés**, les derniers barils de pétrole pourraient être produits sans émettre de carbone ? Même si, comme le sait sûrement Guilbeault, la grande prépondérance des émissions du pétrole se produit lors de la combustion par les utilisateurs finaux, et non lors du processus d'extraction ?

Compte tenu du parcours de Guilbeault et de son rôle actuel de fidèle fantassin au sein du gouvernement de Justin Trudeau, les propos d'Antonio Guterres la semaine dernière ont dû lui faire mal :

"Les activistes climatiques sont parfois dépeints comme de dangereux radicaux. Mais les radicaux vraiment dangereux sont les pays qui augmentent la production de combustibles fossiles."

▲ [RETOUR](#) ▲

.L'énergie qui donne la patate! Aller au charbon pour la révolution industrielle

Par Thomas Norway publié le 13 avril 2022.

2000Watts.org



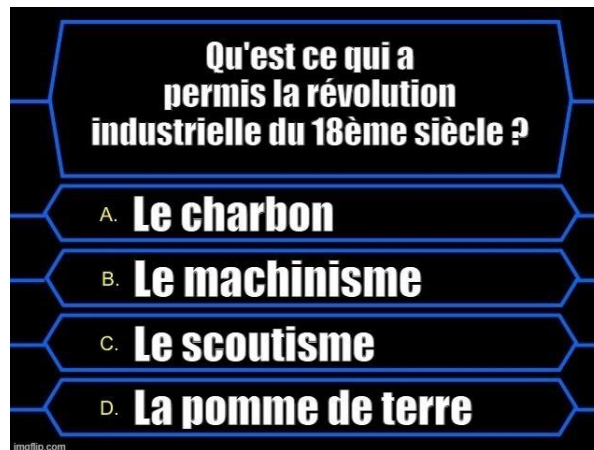
Aaaahhhhh la révolution industrielle, cette période du début du "no limits" où prospèrent les ouvriers, les manufactures, le train et les marchandises à bas prix et durant laquelle naissent la classe bourgeoise industrielle et le smog. Mais également une excellente occasion de mettre l'influence du [EROI](#) en pratique et en exergue. Pour ce faire, la pomme de terre sera notre amie durant toute cette rubrique!

Si le EROI diminue (Taux de Retour Energétique), il faut plus d'énergie pour le même résultat. Si celui-ci augmente, c'est l'inverse : il faut moins d'énergie et donc moins de gens et de temps.

Donc : Avoir du charbon dans son sous-sol, c'est intéressant à condition de pouvoir l'exploiter car "*pas de bras, pas de chocolat*".

Il faut donc des machines qui, avant la révolution industrielle, étaient biomécaniques ou communément appelés animaux, humains, serfs, plèbe, bon peuple voire esclave rémunéré (ou pas).

Le problème avec ceux-ci c'est qu'ils sont très nombreux à être fort occupés par des tâches futiles et ennuyeuses telles que produire, transformer, stocker, transporter, préparer et cuire de la nourriture. Et donc si plus de 50% de la population est occupée bêtement, ils ne peuvent forcément pas faire autre chose ailleurs, l'ubiquité n'est pas courante chez les vilains.



Les Amériques et la Patate à la rescousse !

Les galions de retour des Amériques sont emplis d'or et d'argent mais également d'autres surprises comme le tabac, le maïs, la tomate et la pomme de terre et comme Antoine Augustin Parmentier le déclama en 1778 : "*La pomme de terre, c'est super !*"

En effet, la pomme de terre a des avantages indéniables par rapport aux céréales :

- Elle produit 3 fois plus de calories à surface et travail équivalent
- Elle contient des vitamines et minéraux intéressants (qui sauvèrent ledit Parmentier d'ailleurs)

- Elle peut se cultiver avec peu ou pas d'outils sur une petite surface
- Elle s'acclimate facilement tant qu'il ne fait pas trop sec
- Il ne faut ni la faucher, ni l'égrener, ni la battre, ni la moudre
- Les assurances maladies-pension de l'époque, c'est-à-dire les enfants, peuvent participer de même que les adultes plus faibles

La patate est le féculent du fainéant, le superman du potager qui, comme les Irlandais le savent, a également sa kryptonite : le mildiou.

En résumé, la culture de la pomme de terre a un EROI beaucoup plus important que celui des céréales car il permet de produire plus de nourriture avec moins d'énergie et de machines.

Ceci a eu deux implications directes, il est plus facile de mieux nourrir le peuple qui va croître rapidement et une part importante de la population se retrouve sans emploi. Au contraire des scouts qui pourraient glander béatement, celle-ci est dès lors contrainte d'aller vendre sa force de travail ailleurs à n'importe quel prix ce qui arrange assez bien les gestionnaires de mines et de fonderies.

Les implications indirectes sont : le phénomène des enclosures, l'augmentation des secteurs secondaires et tertiaires, la diminution du prix du charbon et de l'acier qui conduit à renforcer le "capital" et la création de la bourgeoisie industrielle qui a pu s'instruire et investir en R&D pour diminuer encore les coûts et rendre l'acier accessible pour l'agriculture qui a permis de réduire l'énergie nécessaire au labour et, paf, la boucle est bouclée, lancée et inarrêtable ou presque comme nous le verrons dans la suite des articles #spoiler.

La pomme de terre n'est évidemment pas le seul élément qui a permis cette évolution rapide mais elle en est la cause principale.

Le coefficient de corrélation entre la production de charbon et la production de pomme de terre en Angleterre est presque parfaite (0,99) sur la période 1700-1800.

"Oui mais les anglais, ils sont trop forts, ils sont nombreux, ils ont inventé plein de choses, ils avaient un empire, corrélation n'est pas causalité, j'ai lu que..., la cousine du coiffeur a entendu que... et un toucan sur un cactus !"

Il était la Belgique, une fois !

En Belgique, on aime les frites et donc les pommes de terre et ce, depuis longtemps. En Belgique, on n'avait pas d'empire, on n'était pas nombreux, on n'avait pas de coiffeur et encore moins de cactus mais quand même, la Belgique a été le second producteur mondial de charbon au début du 19ème siècle. Derrière l'Angleterre mais devant les USA.

En Belgique, on avait une de ces patates ! Et avant les autres car on en cultivait proportionnellement de 1,5 à 3 fois plus que le reste de l'Europe continentale mais 2 fois moins que l'Irlande.

Ce qui d'ailleurs, nous a permis de participer au jeu de la colonisation comme quoi, le bonheur des uns...

Des conséquences en cascade

Comme quoi, un simple tubercule avec un EROI bien supérieur peut permettre de "libérer" des gens de leur tâches vers la production de nouveaux biens et services.

Cette révolution agricole bien moi glamour que les histoires humaines sur les capacités, le génie et la grandeur humaine a permis d'initier le début du commencement ou le début de la fin selon qu'on lise les [rapports du GIEC](#) ou pas. Celui-ci est d'ailleurs disponible facilement (non, je ne fais pas de publicité), dont le rapport III est sorti le lundi 4 avril 2022, avec un résumé accessible et des résumés de résumé sur les réseaux sociaux que [je vous invite à lire](#) (bon un peu quand même).

Bref, soit, on voit bien dans la pratique ce que signifie une augmentation de EROI sur le tissu socio-économique. Bien entendu, il a été fait naturellement sans en comprendre le pourquoi, ni le comment et c'est bien là le problème car le chapitre suivant de cette incompréhension se terminera dans le sang et dans les larmes car : *"There is no such thing as a free lunch"* selon Milton Friedman.

Rubrique de Thomas Norway, spécialiste en systémique de l'énergie.

Pour terminer cette seconde rubrique :

"By feeding rapidly growing populations, the potato permitted a handful of European nations to assert dominion over most of the world between 1750 and 1950." The potato, in other words, fueled the rise of the West." William H. McNeill

(Et pour ceux qui ne parle pas anglais : *En nourrissant des populations en croissance rapide, la pomme de terre a permis à une poignée de nations européennes d'affirmer leur domination sur la majeure partie du monde entre 1750 et 1950". La pomme de terre, en d'autres termes, a alimenté l'essor de l'Occident.*)

"Pour agir efficacement, il faut d'abord comprendre le problème à traiter" Jean-Marc Jancovici

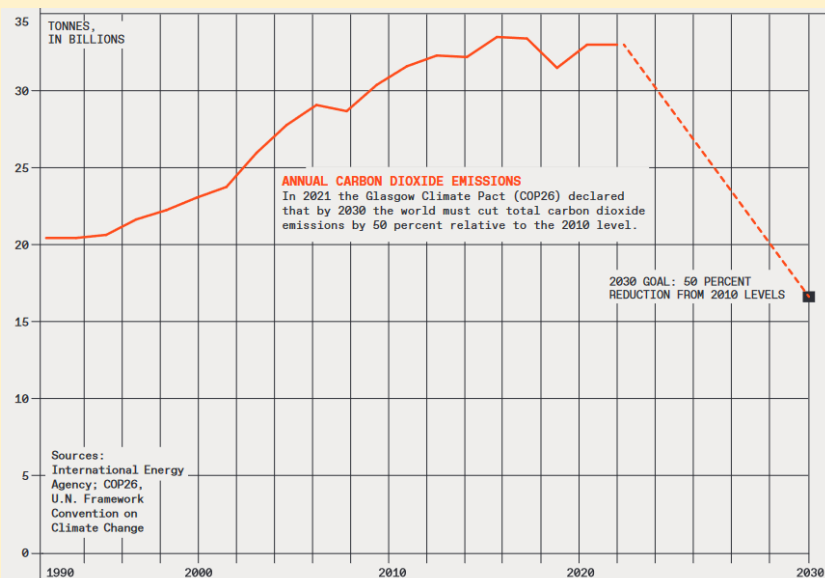
"Bien lourd est le parpaing de la réalité sur la délicate tartelette aux fraises de nos espérances" GrosCaillou

"Pas de pomme de terre, pas de pierre ; Pas de pierre, pas de construction ; pas de construction, pas de palais ; pas de palais... pas de palais" Gérard Darmon

▲ [RETOUR](#) ▲

L'algèbre de la décarbonisation

Vaclav Smil 11 février 2022 Crosstalk



La COP26 appelle à des réductions des émissions de carbone d'une ampleur impossible à atteindre.

Il y a trois mois, le Pacte de Glasgow pour le climat (COP26) a déclaré que, d'ici à 2030, le monde devait réduire les émissions totales de dioxyde de carbone de 50 % par rapport au niveau de 2010, qui était de 30,4 milliards de tonnes. Cela permettrait de ramener les émissions annuelles à moins de 20 milliards de tonnes, un niveau qui n'a plus été observé depuis plus de 30 ans.

Quelles sont les chances d'y parvenir ? Examinons l'arithmétique.

Tout d'abord, supposons que tous les secteurs consommateurs d'énergie se partagent équitablement les réductions et que la demande mondiale d'énergie reste constante (au lieu d'augmenter de 2 % par an, comme pendant la décennie prépandémique). Aujourd'hui, nos meilleures batteries commerciales ont une densité énergétique d'environ 300 wattheures par kilogramme, soit moins de 3 % de celle du kérosène ; parmi les quelque 25 000 avions de la flotte commerciale mondiale, il n'y a pas un seul avion électrique ou à hydrogène de grande capacité. Une réduction de 50 % des vols au kérosène signifierait que, d'ici à 2030, nous devrions construire environ 12 000 nouveaux avions d'une capacité allant de 100 personnes (Embraer 190) à 400 personnes (Boeing 777-300ER), tous alimentés par des super-piles ou des systèmes à hydrogène encore inexistants. C'est ce dont nous aurions besoin pour transporter environ 2,2 milliards de passagers par an, pour un total d'environ 4,3 billions de passagers-kilomètres sans carbone.

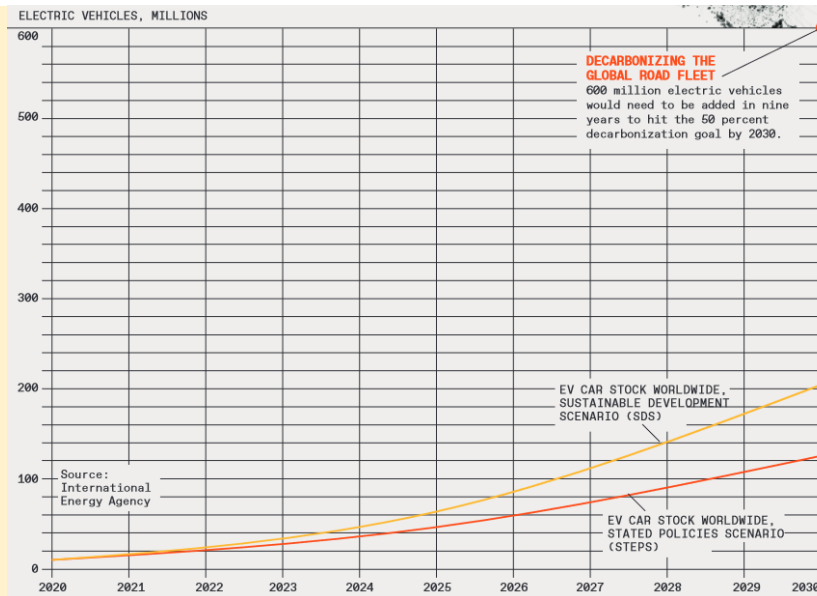
Quelles sont les chances d'y parvenir ?

En 2019, le monde a produit 1,28 milliard de tonnes de fonte brute (moulée) dans des hauts fourneaux alimentés par du coke fabriqué à partir de charbon métallurgique. Cette fonte brute a été chargée dans des fours à oxygène basiques pour fabriquer environ 72 % de l'acier mondial (le reste provient principalement des fours à arc électrique fondant de la ferraille).

Aujourd'hui, il n'existe pas une seule aciérie commerciale qui réduit les minerais de fer à l'hydrogène. De plus, la quasi-totalité de l'hydrogène est aujourd'hui produite par le reformage du gaz naturel, et le fer sans carbone nécessiterait une électrolyse de l'eau à grande échelle alimentée par des énergies renouvelables, ce que nous n'avons toujours pas fait. Énergies renouvelables, ce que nous n'avons toujours pas.

Une réduction de 50 % de la dépendance actuelle au carbone signifierait que d'ici 2030, nous devrions fondre plus de 640 millions de tonnes de fer – soit plus que la production annuelle de tous les hauts fourneaux en dehors de la Chine – en utilisant de l'hydrogène vert au lieu du coke.

Quelles sont les chances d'y parvenir ?



Pour décarboniser le parc automobile mondial de 50 % en neuf ans, il faudrait fabriquer 66 millions de VE par an, soit presque autant que la production mondiale totale de toutes les voitures en 2019.

En 2021, on comptait quelque 1,4 milliard de véhicules à moteur sur les routes, dont 1 % au maximum étaient électriques. Même si le parc automobile mondial cessait de croître, la décarbonisation de 50 % de celui-ci d'ici à 2030 nécessiterait la fabrication d'environ 600 millions de nouveaux véhicules électriques en neuf ans, soit environ 66 millions par an, plus que la production mondiale totale de toutes les voitures en 2019. En outre, l'électricité nécessaire au fonctionnement de ces voitures devrait provenir de sources sans carbone. Quelles sont les chances d'y parvenir ?

Pour fixer des objectifs qui correspondent aux capacités techniques disponibles tout en tenant compte des progrès raisonnables dans la production et l'adoption de sources d'énergie sans carbone, nous devons commencer par l'algèbre de l'école primaire. Quelles sont les chances que cela se produise ?

▲ [RETOUR](#) ▲

.INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, FAUSSES IMAGES ET EFFRITEMENT DE LA CONFIANCE DANS NOS RÉCITS

Kurt Cobb Dimanche 19 août 2018

Resource Insights

Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb



Dans un article que j'ai écrit en 2014, j'opinai : *"Si vous voulez corrompre un peuple, corrompez sa langue."* J'ajoutais : *"Une fois qu'il deviendra impossible de dire la vérité avec le langage que nous avons, il nous sera finalement impossible de nous adapter et de survivre."*

Dans cet article, je me plaignais de ce que j'appelais "**le Newspeak du pétrole**", un lexique orwellien créé par l'industrie pétrolière pour tromper les décideurs, les investisseurs et le public.

Bien sûr, à l'époque, je ne m'intéressais qu'aux mots. Mais avec la puissance croissante des logiciels améliorés par l'intelligence artificielle (IA), désormais accessibles aux utilisateurs d'ordinateurs moyens, pratiquement tout le monde peut modifier et/ou créer des images et des enregistrements audio qui semblent réels, mais qui sont entièrement concoctés. Cela signifie que la célèbre réplique du comédien Richard Pryor - "*Qui allez-vous croire, moi ou vos yeux qui mentent ?*" - pourrait bien passer d'une blague à une question sérieuse.

Les humains comprennent le monde en le racontant. Nos récits sont toujours des approximations de la réalité ; nous ne pouvons pas connaître objectivement notre réalité parce que nous sommes à l'intérieur de celle-ci et limités dans la portée et les modes de nos perceptions - des modes qui sont façonnés par l'évolution pour nous aider à survivre, mais pas nécessairement à sonder les profondeurs de l'univers.

Néanmoins, ces récits doivent être des approximations raisonnables des dangers et des opportunités auxquels nous sommes confrontés, sinon ils nous mèneront dans la mauvaise direction. Les mots peuvent être puissants et les images encore plus. Le pouvoir de l'icône est si grand qu'il peut facilement contourner notre logique et se glisser directement dans notre esprit.

Les dessinateurs, les peintres et les sculpteurs créent depuis longtemps des images sur lesquelles nous pouvons nous attarder, dont beaucoup sont remplies d'animaux mythiques, d'êtres immortels et de personnages historiques et non historiques. Il fut un temps où la plupart des chrétiens assimilaient les représentations de Dieu sous la forme d'un vieil homme sur un trône à Dieu lui-même. Et, même ici, la langue est importante ; certaines religions n'attribuent même pas de genre à la base ultime de l'être que représente le mot Dieu.

Bien en deçà de la sphère céleste où le Dieu chrétien est censé résider, l'art a également représenté des créatures telles que des dragons et des griffons qui représentaient des forces dans l'univers et dans la psyché humaine, mais qui étaient néanmoins considérées comme réelles par beaucoup.

Alors, quelle est la différence entre ce type de représentation et le fait de prendre l'image de l'acteur Nicholas Cages et de le placer dans des films auxquels il n'a jamais participé - ou pire encore, de prendre le visage d'actrices de cinéma sérieuses et connues et de le combiner avec le corps d'actrices pornographiques en action ?

Les premiers exemples, bien sûr, sont des tentatives de représenter une vérité plus profonde, même si elles sont trompeuses pour l'esprit littéral. Les seconds sont des tentatives directes de tromperie et de ridiculisation de personnes spécifiques. Et c'est là que réside le problème. **Un tel pouvoir d'altération des images et du son menace désormais non seulement toute personne éminente qui a été photographiée, filmée ou enregistrée, mais aussi toute personne qui a publié des vidéos ou des photos d'elle-même, de ses amis ou de sa famille sur Internet.**

La compréhension du public finira par rattraper la technologie. Les vidéos et les photos qui ne semblent pas correspondre à la réalité ou, dans le cas d'une personnalité éminente, qui sont destinées à ridiculiser ou à diffamer, seront simplement rejetées comme étant le fait de l'IA, même si les vidéos ou les photos en question décrivent des événements réels.

Le problème est qu'à mesure que l'IA devient plus sophistiquée, il devient de plus en plus difficile de détecter les faux, selon l'article de la MIT Technology Review dont le lien figure ci-dessus. Et cela conduira inévitablement à la présomption que toutes les preuves photographiques, vidéo et audio d'un meurtre ou d'une fête de mariage sont suspectes.

Comment nous ancrer dans un monde où l'on ne peut faire confiance ni aux récits que l'on nous raconte ni aux images que l'on nous montre ? Nous pouvons essayer d'effectuer nous-mêmes le travail d'expertise. Mais

comme nous vivons dans un monde de plus en plus complexe dans lequel une grande partie des connaissances techniques requises pour déchiffrer notre société dépasse nos capacités et le temps dont nous disposons pour les maîtriser, l'enquête médico-légale nécessaire sera pratiquement impossible.

Par conséquent, nous finirons, comme nous le faisons souvent, par nous fier à des personnes en qui nous avons confiance - des amis, des experts que nous ne connaissons pas nécessairement personnellement mais que nous respectons, des chefs religieux, commerciaux et politiques - pour nous dire ce qui est authentique.

Étant donné que même ces sources peuvent être trompées par (ou faire partie de) l'immense appareil de relations publiques employé par les entreprises, les gouvernements, les partis politiques ou toute autre organisation riche, nous risquons de nous retrouver de plus en plus en mer dans un monde d'informations douteuses. En fait, nous le sommes déjà.

Il semble que seule une menace qui dépasse les intérêts politiques, économiques et sectaires étroits, une menace qui met en péril notre survie même, pourrait percer une telle cacophonie de désinformation et nous amener à rechercher une compréhension commune.

Hélas, nous sommes confrontés à une telle menace que nous appelons le changement climatique. Le changement climatique est le phénomène le plus étudié et le mieux documenté de l'histoire, et pourtant nous sommes paralysés en tant qu'espèce. On nous vend divers récits, dont les suivants :

1. Le changement climatique n'existe pas.
2. Le changement climatique se produit, mais il est "naturel" et il n'y a pas lieu de s'inquiéter.
3. Le changement climatique est en cours, mais il sera bénéfique pour nous.
4. Le changement climatique sera résolu par la technologie.
5. Le changement climatique va perturber notre civilisation mondiale et la plonger dans le chaos, ce qui pourrait conduire à une ère sombre.
6. Le changement climatique est quelque chose qui se produira dans le futur et dont nous n'avons pas à nous soucier maintenant.
7. Le changement climatique se produit maintenant, et il est déjà trop tard pour y remédier, alors pourquoi s'en préoccuper.

Si le changement climatique est incapable d'exploiter la capacité humaine à coopérer face à une crise existentielle, il est légitime de se demander s'il existe quelque chose, quoi que ce soit, qui puisse amener l'espèce humaine à s'unir autour d'un récit bien étayé et à avancer ensemble vers un destin partagé.

C'est la question centrale de notre époque. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés ne peuvent être résolus par un seul individu, une seule communauté ou une seule nation. Il existe des efforts naissants au niveau des communautés, des provinces et des États qui sont prometteurs en ce qui concerne le changement climatique. Mais ils sont encore trop modestes pour modifier notre trajectoire de collision avec le réchauffement de l'atmosphère et des océans.

L'histoire nous enseigne que les sociétés ne procèdent à des changements radicaux que lorsqu'elles y sont contraintes. Il sera alors bien trop tard pour éviter les pires ravages du changement climatique qui, selon les scientifiques, continuerait à s'aggraver au cours de la prochaine génération et au-delà, même si nous arrêtons aujourd'hui d'ajouter du dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère - ce que, bien entendu, nous n'allons pas cesser de faire de sitôt.

Nous aimons tous une bonne histoire. Et nous, les humains, sommes tous des conteurs d'histoires par nature. C'est notre façon d'appréhender le monde. Mais nos talents de conteur ne semblent pas être à la hauteur du monde extrêmement complexe dans lequel nous vivons. Nous pouvons raconter la petite partie que nous habitons avec un certain succès. Mais nous ne parvenons pas à trouver un récit commun qui réunisse tous les

humains et toute la vie planétaire d'une manière qui nous permette de faire face à la plus grande menace à laquelle l'humanité ait jamais été confrontée.

▲ [RETOUR](#) ▲

DES DIGUES POUR LES RAFFINERIES DE PÉTROLE ET AUTRES IRONIES DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Kurt Cobb Dimanche 26 août 2018

Resource Insights

Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb



Un de mes amis joint à chacun de ses courriels un dicton qui se lit comme suit : *"Il ne devrait pas être plus facile d'imaginer la fin de la civilisation que la fin de l'air conditionné"*. Mais dans la plupart des représentations de la fin de la civilisation au cinéma de nos jours, l'air conditionné (ou la chaleur, si c'est l'hiver) fonctionne à plein régime jusqu'au moment même de la disparition de la civilisation.

Ce à quoi il fait allusion, bien sûr, c'est que nous ne pouvons pas nous imaginer renoncer à grand-chose, même face à la plus grande menace d'origine humaine pour la survie de l'humanité, à savoir le changement climatique. Pour s'assurer que nous n'aurons pas à le faire, l'industrie pétrolière défend un plan qui utilisera des fonds fédéraux pour construire une digue le long de la côte du Texas afin de protéger - vous l'aurez deviné - les raffineries de pétrole, dont un grand nombre est situé au bord de l'eau.

Elle protégera également beaucoup d'autres choses. Mais l'ironie n'a pas échappé au journaliste de l'article en lien qui, dans une litote amusante, écrit : *"Mais l'idée que les contribuables de tout le pays paient pour protéger des raffineries valant des milliards, et dans un État où les principaux politiciens contestent encore la validité du changement climatique, ne plaît pas à certains"*.

Ailleurs, l'utilisation efficace de l'eau, en particulier dans l'agriculture, est considérée comme une politique sage, car la demande en eau augmente et l'approvisionnement en eau devient plus incertain face au changement climatique. Le ministère américain de l'agriculture déclare ce qui suit sur son site web :

L'agriculture est un utilisateur majeur des eaux souterraines et de surface aux États-Unis, représentant environ 80 % de la consommation d'eau du pays et plus de 90 % dans de nombreux États occidentaux. Des systèmes d'irrigation et des pratiques de gestion de l'eau efficaces peuvent contribuer à maintenir la rentabilité des exploitations agricoles à une époque où les ressources en eau sont de plus en plus limitées et coûteuses.

Ce conseil semble sage et indiscutable. Mais récemment, des chercheurs ont écrit dans la revue Science que l'irrigation hautement efficace peut en fait miner les systèmes hydriques naturels et entraîner des pertes nettes de disponibilité de l'eau.

Comment cela est-il possible ? Les chercheurs expliquent que l'irrigation efficace, telle que l'irrigation au goutte-à-goutte, tend à augmenter l'utilisation de l'eau chez les agriculteurs qui voient des possibilités de cultiver des plantes à haute valeur ajoutée, mais plus gourmandes en eau, et d'étendre la superficie des terres qu'ils irriguent.

Ainsi, des factures d'eau moins chères peuvent entraîner une plus grande consommation s'il y a un profit à faire en consommant plus d'eau.

Le deuxième problème est que l'irrigation au goutte-à-goutte, par exemple, ne renvoie que 5 % de l'eau qu'elle utilise dans le bassin hydrographique d'où elle provient, contre 30 % pour l'irrigation de surface ordinaire. Cette eau peut être réutilisée.

Les auteurs donnent plusieurs exemples. En voici un : "[À] Snake River, dans l'Idaho, où les agriculteurs ont augmenté leur IE [efficacité de l'irrigation], [...] cela a réduit la recharge des nappes phréatiques et entraîné une baisse de l'aquifère de la plaine du Snake River oriental d'environ 30 % depuis le milieu des années 1970, malgré l'augmentation des précipitations."

Le phénomène décrit par les chercheurs est souvent appelé **le paradoxe de Jevons**. Wikipédia le décrit à juste titre comme se produisant "lorsque le progrès technologique augmente l'efficacité avec laquelle une ressource est utilisée (en réduisant la quantité nécessaire pour un usage donné), mais que le taux de consommation de cette ressource augmente en raison d'une demande croissante".

Nous recherchons l'efficacité parce que nous pensons qu'elle permettra d'accomplir deux choses qui nous plaisent à la fois : réduire nos coûts économiques et réduire notre consommation totale de ressources. Mais nous réalisons généralement la première chose tout en exacerbant la seconde.

Par exemple, même si l'économie mondiale devient globalement plus efficace chaque année sur le plan énergétique, elle consomme davantage d'énergie, notamment de combustibles fossiles, à mesure que la demande globale augmente. Il en résulte, bien sûr, une augmentation des émissions de carbone dues à la consommation d'énergie. La seule façon d'empêcher cette augmentation serait de réduire la consommation d'énergie fossile. Dans un monde où 80 % de l'énergie est produite par des combustibles fossiles, cela ne sera possible que si l'on fixe un plafond mondial de consommation de combustibles fossiles inférieur à la consommation actuelle. Et il n'y aura de baisse substantielle que si le plafond est abaissé au fil du temps.

Un tel système a été proposé, il s'agit des **quotas énergétiques négociables (TEQ)**. Les TEQ sont similaires aux systèmes de plafonnement et d'échange utilisés avec succès pour réduire les émissions de soufre responsables des pluies acides et les émissions de carbone dans certaines juridictions. Il est toutefois difficile d'imaginer qu'un tel système soit adopté dans le monde entier dans un avenir proche.

J'ai déjà dit que le principal défi intellectuel de notre époque est que nous vivons dans des systèmes complexes mais que nous ne comprenons pas la complexité. Des approches de la gestion des ressources qui semblent relever du bon sens, comme l'irrigation au goutte-à-goutte et l'efficacité énergétique, se retournent contre nous dans les boucles de rétroaction complexes que nous avons créées au sein de notre système mondial. Même lorsque nous efforçons de faire ce qu'il faut, nous pouvons finir par aggraver la situation.

Tout ceci suggère que nous, les humains, ne sommes pas doués pour retracer les conséquences possibles de nos actions, surtout lorsqu'elles impliquent des systèmes complexes. Et cela suggère un principe que j'emprunte à **Nassim Nicholas Taleb**, auteur et célèbre étudiant du risque, de la probabilité et de la complexité, à savoir que *Il est dangereux de perturber les systèmes complexes dont dépend notre survie, car nous ne pouvons pas en prévoir les résultats.*

Le climat est l'un de ces systèmes complexes. L'excuse pour ne rien faire contre le changement climatique est que nous ne savons pas vraiment où il se dirige. Si l'on utilise le principe de Taleb, la raison de faire quelque chose de spectaculaire pour limiter notre interférence dans le système climatique complexe est exactement la même.

Hélas, la construction de digues pour protéger les raffineries de la côte du golfe du Mexique ne semble pas être notre première tâche. Mais apparemment, plusieurs négateurs du changement climatique dans l'establishment

politique texan ne sont pas des négateurs après tout. Ils ne veulent tout simplement pas que l'industrie qui les a fait élire (et qui pourrait les faire battre tout aussi facilement) paie quoi que ce soit pour se protéger des dangers auxquels l'utilisation des produits de cette industrie expose la planète entière.

▲ [RETOUR](#) ▲

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, L'EAU ET LE PROBLÈME DES INFRASTRUCTURES

Kurt Cobb Dimanche 02 septembre 2018

Resource Insights Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb



Je regardais récemment un épisode du thriller noir de science-fiction "The Expanse". Situé des centaines d'années dans le futur, les Nations unies sont maintenant devenues le gouvernement mondial et son principal rival est Mars, une ancienne colonie terrestre. L'ONU se trouve toujours à New York et un nouveau bâtiment plus sophistiqué est maintenant caché en toute sécurité derrière une vaste digue qui protège la ville de la montée des eaux résultant du changement climatique.

C'est un monde qui ressemble à une extension du nôtre, mais qui a survécu à la double menace existentielle du changement climatique et de l'épuisement des ressources. Mais sera-t-il si facile de moderniser nos infrastructures pour surmonter ces menaces ?

L'idée naïve selon laquelle nous pouvons, par exemple, "*simplement utiliser plus de climatisation*" alors que la planète se réchauffe trahit une incompréhension déconcertante de ce à quoi nous sommes confrontés. Même si l'on ne tient pas compte de la folie de brûler davantage de combustibles fossiles qui réchauffent le climat pour produire de l'électricité afin d'augmenter le nombre de climatiseurs, il y a l'hypothèse implicite que notre infrastructure actuelle, moyennant quelques modifications mineures, résistera aux pressions exercées sur elle dans un avenir transformé par le changement climatique et d'autres déprédations.

Cette hypothèse ne correspond pas aux faits. Prenez, par exemple, le système d'approvisionnement en eau de Miami, en Floride. On pourrait penser que la première tâche de Miami pour s'adapter au changement climatique serait de défendre ses côtes contre la montée du niveau de la mer. Mais il s'avère que l'effet le plus gênant de l'élévation du niveau de la mer est l'infiltration d'eau de mer dans l'aquifère qui fournit l'eau de la ville.

Dès lors, la ville devrait adopter le dessalement pour son approvisionnement en eau, un procédé qui coûte actuellement deux fois et demie plus cher que les procédés actuels de purification de l'eau. Et, bien sûr, le dessalement de l'eau pour une ville aussi grande que Miami, une ville de plus de 400 000 habitants qui consomme 330 millions de gallons par jour, nécessiterait une nouvelle infrastructure énorme et coûteuse.

Mais les problèmes ne s'arrêtent pas là. Des sites Superfund parsèment Miami et contaminent déjà une partie de l'approvisionnement en eau. La montée des eaux et les inondations plus fréquentes ne feront qu'aggraver la situation, nécessitant des équipements de décontamination coûteux avant même que le dessalement ne devienne une nécessité.

En outre, l'extraction de calcaire autorisée en de nombreux endroits laisse des trous qui se remplissent rapidement

d'eau et permettent une circulation beaucoup plus libre des produits chimiques dans l'aquifère.

À ce stade, j'ai l'impression d'être dans l'une de ces pubs de fin de soirée qui s'écrient "*Mais, attendez, il y a plus !*". C'est parce que la liste ne cesse de s'allonger.

Dans de nombreux cas, les promoteurs ont évité les coûteux raccordements au réseau d'égouts de la région et ont opté pour des fosses septiques. Mais à mesure que la nappe phréatique s'élève en raison des infiltrations d'eau de mer et que les inondations deviennent plus fréquentes, ces fosses seront de plus en plus en contact avec l'aquifère peu profond de la ville. L'auteur de l'article ci-dessus pose la question suivante : Qui paiera pour raccorder ces ménages, et est-il vraiment judicieux de raccorder ces ménages qui, dans une ou deux décennies, pourraient être sous l'eau pendant de longues périodes de l'année ?

Ce qui nous amène au problème suivant. Le boom de l'immobilier à Miami aura une fin un jour. Un effondrement majeur des prix de l'immobilier pourrait affecter les recettes fiscales, ce qui rendrait plus difficile pour Miami de financer les préparatifs au changement climatique. Mais le scénario de cauchemar est que la menace du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer pourrait transformer Miami, ville de destination, en un trou perdu qui se dépeuple, avec une chute des valeurs immobilières et une contraction de l'activité économique, et ce, "*avant que la mer ne consomme une seule maison*". Qui paierait pour toutes les adaptations nécessaires pour ceux qui resteraient sur place ?

L'imbrication des infrastructures, des changements environnementaux, de l'activité économique et des institutions politiques rend le problème de l'adaptation au changement climatique beaucoup plus complexe et coûteux que ne le pensent la plupart des gens et des gouvernements.

Le problème qui se posera ailleurs ne sera pas celui d'un excès d'eau de mauvaise qualité, mais d'un manque d'eau. Le Bureau of Reclamation, qui supervise les projets hydrauliques fédéraux, a récemment prévu que le lac Mead, qui fournit de l'eau à l'Arizona, au Nevada et à la Californie, a une chance sur cinq de descendre en dessous de 1 000 pieds d'ici 2026. Cela entraînerait des coupes sombres pour les villes qui dépendent de l'eau, qui s'ajouteraient aux coupes déjà effectuées avant d'atteindre ce niveau.

Une chute supplémentaire de 100 pieds transformerait le lac Mead en ce que l'on appelle un bassin mort derrière le barrage Hoover qui a formé le lac. Cela signifie qu'aucune eau ne s'écoulerait du barrage.

La Californie et le Nevada ont déjà adhéré à un plan de gestion des coupures et de réduction de la consommation d'eau. L'Arizona a jusqu'à présent refusé, continuant à s'appuyer sur les accords sur l'eau existants pour tenir le loup de l'eau à distance. Alors que les problèmes de Miami doivent être résolus par l'administration municipale, les problèmes de répartition de l'eau dans le sud-ouest des États-Unis relèvent de plusieurs juridictions. La complexité de l'adaptation au climat augmente de façon exponentielle lorsque plusieurs organismes officiels doivent agir de concert.

Quant à notre hypothétique amateur d'air conditionné que j'ai mentionné au début, même cette commodité dépend de l'eau dans la plupart des endroits. En effet, les centrales thermiques, y compris les installations alimentées au charbon et au nucléaire, utilisent beaucoup d'eau pour créer de la vapeur afin de faire tourner les turbines génératrices d'électricité. Cette eau doit être refroidie avant de retourner dans les rivières ou les lacs d'où elle est souvent tirée. C'est l'objectif des grandes tours de refroidissement d'où s'échappent constamment des panaches de vapeur. Renvoyer l'eau à sa source sans la refroidir tue une grande partie de la vie marine.

Mais il est difficile de refroidir l'eau chaude dans une tour de refroidissement lorsque la température extérieure est également très élevée. C'est ce qui est à l'origine de l'arrêt des réacteurs nucléaires en France cet été.

Parfois, le problème est simplement le manque d'eau pour faire fonctionner une centrale. Ce fut le cas en Inde en 2017, lorsqu'une faible mousson a forcé l'arrêt de 18 centrales pour des durées variables de quelques jours à

plusieurs mois. La production d'électricité perdue aurait été suffisante pour fournir à la nation insulaire du Sri Lanka toute son électricité pendant un an.

Cette discussion, bien sûr, ne fait qu'effleurer la surface de toutes les infrastructures hydrauliques qui seront affectées par le changement climatique. Je n'ai même pas mentionné les effets sur l'infrastructure d'irrigation agricole (et l'effet d'entraînement sur l'approvisionnement alimentaire). Et, bien sûr, j'ai peu parlé des autres types d'infrastructures qui sont également vulnérables et qui ne pourront pas être réparées facilement ou à moindre coût, si tant est qu'elles le soient.

Ce qui est encore plus alarmant, c'est que, du moins aux États-Unis, nous partons d'une infrastructure qui a été très négligée - à tel point que l'American Society of Civil Engineers a donné au pays un D+ dans son dernier bulletin sur les infrastructures. L'organisation estime que le pays doit dépenser 4,5 trillions de dollars d'ici 2025 rien que pour remettre ses infrastructures en bon état.

Si les États-Unis se mettent un jour à moderniser leurs infrastructures, ils construiront peut-être une digue pour protéger la ville de New York, comme l'ont imaginé les créateurs de "The Expanse". Mais je préférerais que l'argent soit d'abord dépensé pour sécuriser nos systèmes d'eau, pour la simple raison que rien, absolument rien dans notre société ne peut fonctionner correctement sans un approvisionnement en eau fiable et propre.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Énergies et matières premières : « Il est capital de distinguer les consommations essentielles et les autres »

Tribune Le Monde par Mathilde Szuba, 1er avril 2022 [Le Monde.fr](#)

momentum
L'Anthropocène et ses issues **INSTITUT**



Face au choc d'une hausse durable des prix, l'histoire montre que les États ont su recourir à un **rationnement** justement réparti, rappelle la sociologue Mathilde Szuba dans une [tribune au « Monde »](#).

Faire payer les consommateurs, pourquoi pas, mais lesquels ? L'énergie n'est pas un produit comme les autres, car elle permet d'assurer des besoins de base (chauffage, hygiène, cuisine) que l'on peut qualifier sans hésiter d'essentiels. Aussi, quand une forte augmentation des prix de l'énergie menace de faire basculer de nombreux foyers dans la précarité, le blocage des prix du gaz et de l'électricité semble une solution d'urgence évidente. Sauf que l'énergie sert aussi à des usages nettement moins primordiaux : voyages d'agrément, voitures surdimensionnées, piscines, résidences secondaires... voire yachts de luxe ou tourisme spatial ! Or, on peut difficilement justifier le fait que le kilowatt/heure (kWh) soit subventionné à l'identique, qu'il s'agisse de chauffer l'eau d'une douche ou de chauffer l'eau d'une piscine. Et comment accepter que l'on paie collectivement pour venir au secours de pratiques énergétiques incompatibles avec nos engagements écologiques ?

C'est pourquoi il est capital de distinguer les consommations essentielles et les autres. Cette distinction peut s'appliquer via un tarif progressif, où les premiers kWh consommés sont peu chers, mais où le prix augmente

ensuite par paliers (un système déjà appliqué dans quelques communes pour l'eau). Cela correspond à une formule bien connue de l'écologie politique : « *gratuité de l'usage, renchérissement du mésusage* ». Un tarif progressif protège ainsi les besoins essentiels, tout en faisant peser le coût sur les gros consommateurs. Comme la consommation d'énergie est fortement corrélée aux revenus (plus on est riche, plus on consomme d'énergie), un tarif progressif est aussi un tarif socialement progressiste.

Cependant, la hausse du prix des énergies n'est qu'une partie du problème, qui ne devrait pas masquer **deux crises majeures qui se dessinent devant nous : la fragilité de notre approvisionnement énergétique (les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie sont pleines de points d'interrogation, sans parler d'un possible chantage au gaz de la Russie) et la nécessité, au nom du climat, d'organiser une révolution énergétique de grande ampleur, qui passera nécessairement par la sobriété.** Chercher à corriger le problème de la hausse des prix sans tenir compte de ces deux enjeux reviendrait à se contenter de corrections cosmétiques, tout en perdant des ressources et un temps précieux. Planifier, organiser et répartir la réduction des consommations serait autrement plus ambitieux pour affronter à la fois le problème des prix de l'énergie et celui de la quantité que nous en consommons. Impensable ? Infaisable ? Pas vraiment, et d'ailleurs nous l'avons déjà fait.

Nouvelle normalité

A plusieurs reprises au cours du XX^e siècle, nos sociétés ont eu recours au rationnement pour faire face à des crises ou à des pénuries touchant des ressources essentielles. Pendant les deux guerres mondiales, mais aussi lors de la crise de Suez (1956) et lors du premier choc pétrolier (1973-1974), des politiques de rationnement ont organisé, en Europe, la réduction des consommations d'énergie. La réticence à intervenir dans l'économie n'est pas nouvelle : dans la plupart des cas, les mesures prises sont d'abord incitatives, mais devant leur faible efficacité pour réduire les consommations, et constatant par ailleurs que les prix de plus en plus élevés privent les plus pauvres de biens essentiels, les autorités politiques se résolvent à organiser un rationnement. C'est typiquement ce qui s'est produit pour le charbon à Paris lors de la première guerre mondiale : l'intervention des autorités a tardé, mais l'instauration du rationnement a permis, en limitant les achats des plus aisés, de garantir une consommation minimale de combustible à chacun.

Cette expérience de justice et de solidarité a été effacée, dans notre récit national, par le souvenir particulièrement amer du rationnement des années 1940, perçu avant tout comme vecteur de privations et d'injustices, parfois même comme un instrument d'humiliation supplémentaire au service de l'armée d'occupation. Il en est tout autrement au Royaume-Uni, où le rationnement des années 1940 a gardé l'aura positive d'une mobilisation des civils dans l'effort de guerre, via des privations et des efforts certes sévères, mais bien acceptés car perçus comme justes et équitablement répartis. Le slogan du rationnement, « *Fair Shares for All* » (« de justes parts pour chacun »), est resté emblématique de cette période.

Enfin, en 1973, on a pu observer en Europe de l'Ouest des mesures visant toutes à organiser la réduction des consommations d'énergie : dimanches sans voiture, puis rationnement des automobilistes aux Pays-Bas, semaine de travail réduite et coupures d'électricité planifiées au Royaume-Uni, réduction des températures de chauffage dans la plupart des pays, etc. La France, moins touchée que la plupart de ses voisins, prend à cette époque des mesures moins drastiques. Certaines concernent les consommations quotidiennes : économies de chauffage, fin des programmes télé à 23 heures, réduction de la vitesse sur les routes. D'autres sont plus symboliques (interdiction de la publicité lumineuse et interdiction des compétitions automobiles).

Ces expériences nous montrent que réduire les consommations d'énergie est difficile, mais pas impossible, dès lors que cette réduction est perçue comme juste et justifiée. **La hausse des prix de l'énergie actuellement observée n'est pas une anomalie temporaire, mais une nouvelle normalité** : il est urgent d'inventer les instruments politiques qui permettront une répartition équitable des efforts de sobriété.

(CETCOPRA, Université Paris I), elle travaille sur les implications politiques et sociales du pic pétrolier et du dépassement des seuils d'irréversibilité environnementaux, notamment à travers l'étude des quotas individuels de carbone (« cartes carbone »). Elle a co-écrit un chapitre dans l'édition française du Manuel de transition de Rob Hopkins (2010).

▲ [RETOUR](#) ▲

Le Brésil aujourd'hui : une sombre esquisse de l'avenir

Séminaire de Tomás Togni Tarquinio, 5 février 2022



Proposé par le consultant brésilien Tomás Togni Tarquinio, ce séminaire s'intéresse à la situation écologique contemporaine du Brésil, et plus largement de l'Amazonie. Bien que le sujet du jour soit sud-américain, il concerne aussi la France ce pays amazonien par la Guyane, un territoire équivalent à la surface du Portugal ou de l'Autriche. Avec cette invitation, l'Institut Momentum se positionne comme un lieu de réflexion et d'amitiés entre nos deux pays voisins.

Le Brésil dans la mondialisation

Alors que dans la première partie du vingtième siècle, les sociétés industrialisées ont été les premières émettrices de CO₂, nous remarquons qu'à partir des années 1970, les émissions européennes et nord-américaines ont très peu augmenté, voire régressé (+3% aux Etats-Unis, -25% dans l'Union Européenne entre 1990-2020). Dans la même période, les émissions de la Chine et de l'Inde ont explosé (+300%), dans le restant de l'Asie de plus en plus polluante (+100%). Nous remarquons aussi que le pourcentage d'augmentation des émissions d'Amérique du Sud est inférieur à celui de l'Afrique. Cette situation contre-intuitive s'explique par le fait que l'industrialisation de l'Amérique du Sud a été antérieure à celle de l'Afrique.

Désormais, les émissions annuelles de CO₂ des pays émergents (20 Gt) représentent le double de celles des pays industriels pionniers (11 Gt). La réduction des émissions de gaz à effet de serre des pays industriels s'explique par la **délocalisation des industries**, par le déclin occidental du charbon en profit du gaz naturel et par l'amélioration de l'efficacité énergétique. La baisse dans les anciens pays du bloc socialiste est due à la fermeture des industries lourdes lors de l'effondrement de l'URSS. En délocalisant les industries vers les pays émergents, les pays occidentaux ont déplacé du même mouvement leurs émissions.

Il est toutefois nécessaire de comptabiliser les émissions autrement. Afin de mieux corréler les émissions au niveau de vie, nous pouvons soustraire les émissions incorporées aux produits exportés et les intégrer dans le calcul des pays importateurs. En France, nous émettons en moyenne 11,0 tCO₂eq. par habitant. Toutefois, nos émissions importées correspondent à 6,4 tCO₂eq/hab de ce total. Par conséquent, malgré les tendances macroscopiques apparentes, la réduction des émissions concerne tout autant les pays émergents que les pays développés.

Le Brésil dans l'Amazonie

Aux origines de l'Anthropocène se trouve l'extractivisme, y compris dans sa forme préindustrielle, et cela s'observe jusqu'à la dénomination des nations sud-américaines. Le Brésil provient du nom d'un arbre duquel est extrait une teinture rouge. L'Argentine, elle, est un nom qui fait référence à l'extraction minérale. Aux Amériques et au Brésil, la transformation rapide des écosystèmes naturels en écosystèmes anthropiques remonte à l'arrivée des Européens. Néanmoins, c'est à partir des années 1960 que le Brésil a connu une accélération de ce processus destructeur. Des forêts et des savanes primaires ont été rapidement transformées en surfaces de culture de grains et en pâturages, c'est-à-dire des écosystèmes artificiels.



Culture industrielle de Soja, BBC.

Nous voyons dans cette image le symbole de la situation du Brésil : un succès machinique prométhéen combiné à un processus d'élimination des formes de vie non-humaine. Cette double dynamique, agrobusiness et changement d'usage des sols, tend à s'intensifier de manière inexorable sans une réduction drastique de la consommation de produits animaux dans le monde. Le caractère tragique de la situation est inexprimable, mais tentons de poser quelques mots. Partagée entre le Brésil (60%) et huit autres pays (40%), l'Amazonie entretient une très grande quantité de biomasse animale et végétale ainsi que des dizaines de millions d'habitants dont une partie est amérindienne (10 000 français amérindiens vivent d'ailleurs en Guyane).

La situation écologique de l'Amazonie se mesure donc à l'aune de son extraordinaire diversité biologique et culturelle. De surcroît, l'Amazonie joue un rôle fondamental dans la régulation régionale et mondiale du climat, notamment au travers du régime des pluies et de son captage de CO₂. Son stock de carbone est quant à lui estimé à l'équivalent de cinq années d'émissions mondiales de gaz à effet de serre (200 milliards de tonnes).

L'agrobusiness plutôt que la sécurité alimentaire

Le secteur agricole ne représente que 7% du PIB brésilien. Cependant, il est responsable de la moitié des exportations totales du pays. Les surfaces cultivées de soja et de maïs, destinées à l'exportation, ont augmenté, tandis que celles de riz et haricots, destinées à l'alimentation des Brésiliens, ont diminué. Cette situation est d'autant plus tragique que près de 57 millions de Brésiliens et Brésiliennes (sur 210 millions) se trouvent dans une situation de sous-alimentation.

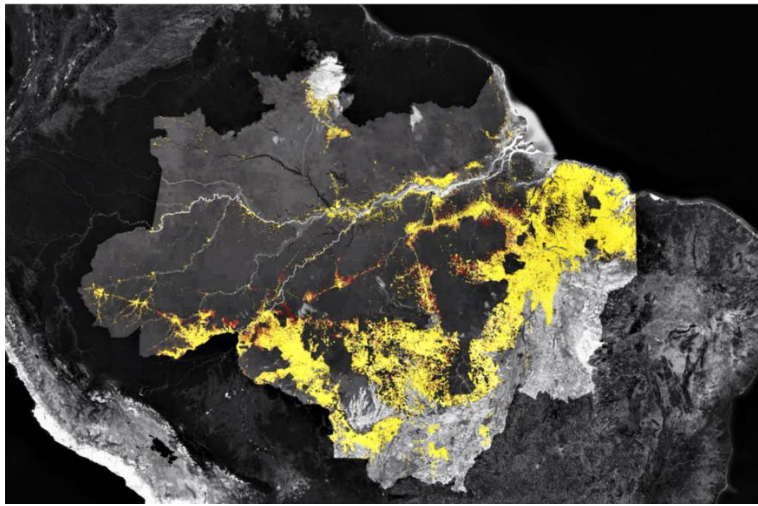
La production brésilienne totale de grains est de 290 Mt. Le seul soja en représente 140 Mt, dont 60% qui se destinent à l'exportation (90 Mt). L'Union européenne importe environ 25 Mt de ce soja, dont 3 à 4 à destination de la France. En outre, le pays produit annuellement 20 Mt de viande (bovins, porcins, volailles) et en exporte 8 Mt. Par ailleurs, la concentration de la surface agricole dans les mains de grands propriétaires terriens est surprenante : près de 50% de la surface agricole du pays appartient à seulement 50 000 établissements.

La tragédie écologique

Le déboisement constitue la principale dégradation globale et régionale. Cela représente 800 000 km² entre 1988 et 2020, soit une surface bien supérieure à la France. Environ 17% des forêts ont donc été converties à d'autres usages, et cela n'inclue pas la dégradation qualitative de certaines parcelles forestières. En 2021, nous déplorons la destruction de 13 000 km² de forêts, et 8 000 km² de Cerrado, cette savane sud-américaine.

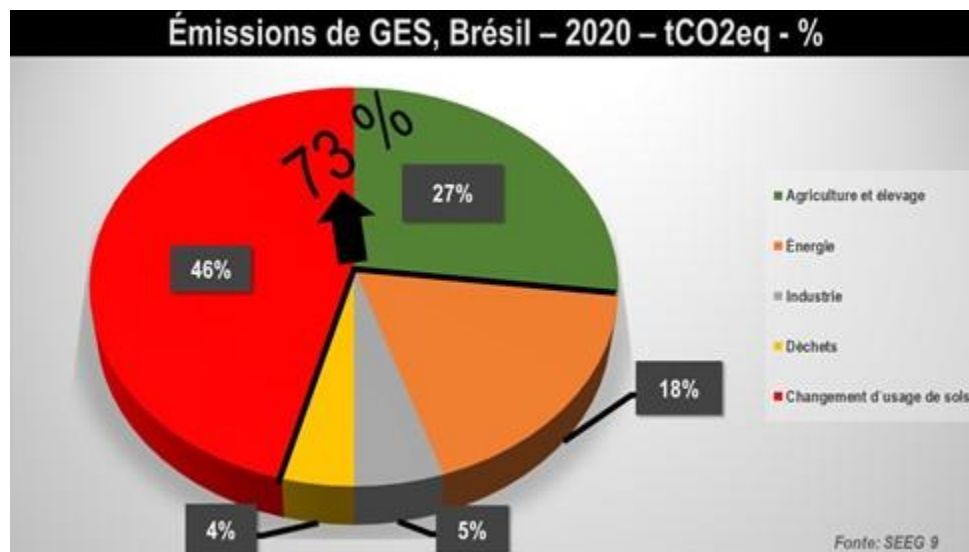
Les désastres écologiques ne se résument pas au déboisement et à la production annuelle des 140 Mt de soja et 20 Mt de viande. Il faut ainsi ajouter les impacts négatifs des activités minières, la contamination par le mercure des fleuves, les barrages, la perte de biodiversité, la vente illégale de bois. L'ensemble de ces activités dégrade globalement tous les compartiments de l'écosphère. Ce processus de destruction des écosystèmes naturels se fait

à une vitesse sans précédent. Pour ce faire, l'agrobusiness occupe les terres des populations locales : amérindiens, petits agriculteurs, habitants des fleuves et populations noires. Elle expulse des peuples entiers et efface activement l'imaginaire de cultures indigènes, ce qui constitue une forme d'ethnocide.



Surfaces déboisées en Amazonie brésilienne ; 1988-2007 (jaune), 2008-2021 (rouge), INPE/PRODES.

Sur la carte, il est possible de remarquer que le déboisement est le plus fort à l'est et au sud de l'Amazonie brésilienne. Le Brésil se classe désormais au 5^e rang des pays émetteurs de gaz à effet de serre (après la Chine, les Etats-Unis, l'Inde et la Russie). Mise à part l'Indonésie, les émissions brésiliennes sont très atypiques. En effet, les émissions du secteur agricole sont de l'ordre de 73% du total du pays (changement d'usage des sols : 46% ; agriculture et élevage : 27%). À titre de comparaison, le secteur agricole mondial répond pour 30% des émissions de GES (20% agriculture et élevage ; 10% changement d'usage des sols). L'élevage émet quant à lui 14,5% des émissions mondiales.



Observatorio do Clima – SEEG

Outre les émissions de gaz à effet de serre, d'autres dommages écologiques sont à signaler. La savanisation de l'Amazonie est en cours ; elle risque fortement de détruire de manière définitive la forêt au profit d'une savane plus sèche. Cette transition de phase pourrait s'opérer à partir d'un point de non-retour, dit de bascule, situé autour de 25% de déboisement. Aujourd'hui déjà, les régions les plus affectées par les déboisements émettent davantage de CO₂ qu'elles n'en absorbent. La suppression de la couverture forestière est ainsi une composante importante du réchauffement climatique puisqu'elle réduit les capacités de capture du carbone par la photosynthèse et relâche le carbone stocké dans les sols et le couvert végétal.

Le changement climatique se fait déjà sentir dans des régions non-amazoniennes. Nous constatons en particulier des phénomènes très atypiques en intensité et en fréquence tels que des mégafeux et des tempêtes de sable de haute intensité. Nous voyons déjà les conséquences de la combinaison entre la sécheresse et les sols nus des cultures (canne à sucre, soja, maïs) dans le sud-est. Les régions les plus sèches font l'objet d'incessants départs de feu, y compris dans des zones autrefois épargnées. En effet, les agriculteurs avaient l'habitude de brûler le couvert végétal pour permettre aux animaux de pâturer. Aujourd'hui, ces incendies sont devenus hors de contrôle tant il fait sec. Les nuages de fumée et de suie peuvent atteindre une telle taille qu'ils obscurcissent le jour de São Paulo. Ces jours-là, la pluie prend alors une couleur noire.

Ce qu'il nous reste : végétaliser notre alimentation

Tout ce modèle de développement est autant absurde que désastreux. Il est important de rappeler l'ampleur du gaspillage écologique et énergétique de l'élevage et de la culture de grains pour alimenter des animaux. De ce point de vue, la production animale est une nuisance quasi incommensurable. Lorsque l'on prend en compte les faibles rendements de la chaîne trophique au cours de la transformation de la biomasse végétale en biomasse animale, nous constatons l'ampleur des pertes. En effet, il faut 10 kg de biomasse végétale pour qu'un bovin produise 1 kg de biomasse animale en matière sèche (viande, lait, autres), soit un rendement de 10%. Les volailles et les porcins ont un meilleur rendement, de 20% à 40%. Aujourd'hui, environ 85% de la production mondiale de soja est destinée aux animaux.

Ainsi, supposons que la totalité de la production brésilienne annuelle de soja (140 Mt) soit entièrement destinée à l'alimentation de bovins. Dans ce cas, le résultat de la transformation trophique ne serait que de 14 Mt de biomasse animale. Le restant (90 %) serait transformé en déchets et en chaleur. Si la même quantité de soja était destinée à des animaux aux meilleurs rendements trophiques (20% à 40%), la production de biomasse animale serait comprise entre 28 Mt et 56 Mt.

Or, 14 Mt de biomasse animale annuelle produite représente une quantité dérisoire lorsqu'elle est mise en face des dégâts écologiques entraînés par cette production finale. Cela représente un gâchis important de ressources alimentaires sous la forme de grains qui sont à la base de l'alimentation humaine. Malheureusement, ce gâchis n'est pas restreint à la production de soja au Brésil. Il se retrouve à l'échelle mondiale. Il suffit de constater que, sur une production mondiale de grains de l'ordre de 2.800 Mt, la part consacrée à l'alimentation animale correspond aux deux tiers. Les herbivores sont ainsi devenus granivores.

Plutôt que de produire de la biomasse animale à base de grains, il est plus écologique d'alimenter les animaux avec de l'herbe, un aliment que n'entre pas le plus souvent en concurrence avec des grains destinés à l'alimentation humaine. Nous préférons dédier les terres cultivables à la production de grains pour les humains. Tomás estime que nous pourrions informer la population de cette situation dans l'objectif de susciter un vaste mouvement de transformation culturelle afin de réduire la consommation de produits animaux. Sur cette question, beaucoup de choses dépendent, selon lui, des personnes elles-mêmes et de ce qu'elles achètent au supermarché.

Tomás Togni Tarquinio est titulaire d'une licence en économie à São Paulo, d'une autre en anthropologie à Paris VII, d'une maîtrise en économie industrielle à Paris I et d'un master en prospective à l'EHESS. En France, il a travaillé pour le prospectiviste Gerpa, le groupe EDEN et l'IPEE. Il a par ailleurs exercé comme consultant au Brésil, en Uruguay, en Bolivie, au Pérou et au Chili. Il a enfin été secrétaire de gouvernement auprès de l'Etat de l'Amapá (à la frontière du département de la Guyane) et directeur de projets au ministère de l'Environnement brésilien.

Compte rendu rédigé par Loïs Mallet

Discussion

Philippe : Cette accélération est notamment le résultat d'une politique gouvernementale, d'ordre colonial et vieille de cinq cents ans, qui appuie massivement ces dynamiques. Au Brésil, nous observons une configuration idéologique relativement partagée pour laquelle l'idéal de conquête de la terre et la fierté des résultats agroindustriels sont des piliers. Au-delà de ce dispositif culturel, il existe une configuration sœur d'ordre structurel qui verrouille le politique. Avec l'agrobusiness, nous retrouvons des groupes sociaux très puissants intimidant les gouvernements. Cela est d'autant plus vrai que d'un point de vue économique, le secteur représente une grande partie des recettes fiscales de l'Etat. La situation brésilienne semble ainsi bloquée, je ne vois pas comment les désastres pourraient s'interrompre.

Je pars bientôt dans une zone de front pionnier qui, par définition, se déplace continuellement. Il s'agit de terres publiques occupées illégalement pour les déboiser à tout prix, y compris par la violence envers les opposants. J'étudie cette violence dans le cadre d'un programme de recherche binational afin de mieux comprendre comment on peut en arriver à tuer des défenseurs de l'environnement. Des terres indigènes sont ainsi occupées et attaquées depuis la présidence de Jair Bolsonaro en raison de leur potentiel agricole. Parmi ces défenseurs de l'environnement assassinés, beaucoup sont des leaders amérindiens. J'étudie ainsi les différentes chaînes de violence et les types de conflits attenants. Si le terrain est relativement dangereux, il est important de comprendre ce qu'il se joue afin d'aider à mettre en place des politiques qui pourraient freiner ces dynamiques, comme ce fut déjà le cas au temps de Lula. En dernière instance, c'est bien la forte demande mondiale, en croissance, relayée par le système financier, qui permet et donne les moyens aux fronts pionniers d'avancer toujours plus loin dans la forêt.

Françoise : Je suis bouleversée par ce séminaire, car si j'avais déjà entendu parler du problème du soja il y a une trentaine d'année, la situation actuelle est d'une tristesse infinie. J'ai cependant deux questions : sommes-nous dans une agriculture industrielle complètement inefficace en termes énergétiques avec des besoins importants en énergie fossile ? Si c'est le cas, comment le Brésil s'approvisionne-t-il ? Et que se passerait-il alors si les coûts augmentaient soudainement ? Deuxièmement, j'aimerais savoir quelles sont les résistances.

Tomas : Il y a bel et bien une résistance, surtout au niveau local. Toutefois, le secteur agricole est présenté comme celui qui va sauver le pays alors que le reste de l'économie se trouve en difficulté. Lorsque l'on regarde les produits d'exportation du Brésil, ils proviennent tous du secteur primaire (minerais, soja, bois, viande, maïs, etc.). Dans des conditions très difficiles, des ONG et la société civile se battent contre l'agrobusiness. Etant donné la centralisation de la presse brésilienne, elles sont toutefois peu audibles. Heureusement qu'il y a des réseaux sociaux !

Au sujet de la dépendance aux énergies fossiles, il est certain que si les prix augmentent, il faudra s'attendre à des effets, tant sur les engrais azotés, que sur les machines agricoles et les transports. L'augmentation des prix du pétrole pourrait être une bénédiction car elle réunirait enfin à nouveau l'élevage et l'agriculture pour des raisons de fertilisation organique. A mon avis, la seule piste accessible pour améliorer la situation est une vaste campagne de sensibilisation de la population qui consomme beaucoup trop de viande. Il faut absolument qu'elle se restreigne *a minima* à consommer de la viande de pâturage et non de grain. Cela vaut aussi pour le monde entier car, par exemple, 60% des exportations brésiliennes de cochons se font en direction de la Chine.

Benoît : Le Brésil produit aussi du pétrole et de plus en plus.

Yves : Nous avons l'impression que la déforestation ralentit depuis 2007, est-ce correct ? Par ailleurs, il est question que Lula puisse être de nouveau candidat à la présidentielle, a-t-il des chances de gagner ?

Tomas : En participant au gouvernement de gauche, j'ai pu remarquer que la réflexion écologique restait très faible. Le parti des travailleurs brésiliens a notamment financé un projet pour transformer la plus grande entreprise de viande au monde en une multinationale monopolistique. Cette action fut présentée comme un grand succès à la population. Cela risque donc de continuer. Si le déboisement en surface semble plus faible récemment, c'est en raison de l'intensification des cultures et de l'augmentation des contrôles. En ce qui concerne la présidentielle,

sauf nouveaux éléments d'ordre illibéral (assassinat, empêchement forcé), Lula a de fortes chances d'être élu. Les classes les plus riches cherchent actuellement un autre candidat capable de proposer une troisième voie.

Benoît : Au Brésil, le soja cultivé est souvent OGM, il est ainsi associé à des épandages massifs de Round Up et autres biocides. Où en sommes-nous sur le sujet ? Avons-nous un retour sur les niveaux de pollution associés ? Au sujet de la canne à sucre, culture capable de produire de grandes quantités de sucres et d'éthanol, qu'en est-il ? Il y avait un blocage sur l'augmentation de la production mais J. Bolsonaro cherchait à la doubler.

Tomas : Bolsonaro a autorisé plus de 400 substances toxiques préalablement interdites dès son arrivée au pouvoir. Le Brésil est l'un des pays où l'usage des agro-pesticides est le plus important par hectare. En ce qui concerne la canne à sucre, sa culture se limite pour le moment au sud-ouest, l'éthanol produit est utilisé par les voitures individuelles. Depuis l'introduction de la cueillette mécanique, il est possible que le bilan énergétique soit devenu négatif... Le lobby agricole est assez puissant pour imposer que 30% d'alcool soient ajouté à l'essence. Cela ne m'étonnerait pas du tout que l'on autorise la culture de la canne à sucre dans des régions où elle est encore interdite. Globalement, nous avons des données fiables sur le sujet au Brésil.

Philippe : La carte du déboisement a un problème d'échelle. Si l'on focalise l'analyse sur des régions précises, nous pouvons voir que la déforestation récente est très significative. Le déboisement date de la dictature militaire et poursuit le traçage des routes pionnières qui traversent la forêt. Les plus gros déboisements ont eu lieu en 1979 et 1980. Depuis, la déforestation fluctue à des niveaux élevés. Lula a mis en place des politiques de contrôle, ce qui l'a diminuée. Néanmoins, il est vrai qu'une partie de la gauche brésilienne n'est pas écologiste. Un chercheur uruguayen a publié plusieurs études qui ont montré que l'accès de la gauche au pouvoir en Amérique Latine s'est traduit par l'accroissement des pressions sur l'environnement, ceci afin de trouver rapidement des ressources pour financer les politiques sociales. Prenons l'exemple de la pompe à essence, il y a aujourd'hui de fortes pressions du groupe ruraliste, les représentants de l'agrobusiness et leurs politiciens, pour baisser les prix de l'essence à la pompe afin de diminuer les coûts des tracteurs et des transports routiers. Pour le moment, le gouvernement résiste en vertu de l'ultra libéralisme. Lula, lui, baisserait les prix.

Il y a eu autrefois un plan de production d'éthanol très important qui fut abandonné avant d'être relancé dans le sud de l'Amazonie. Il serait dramatique de libéraliser à nouveau la canne à sucre au regard de la déforestation qu'elle engendrerait. Actuellement, Lula fait des alliances pour se recentrer, car il ne pourrait pas être réélu avec une politique de gauche, il serait plus vraisemblablement envoyé en prison ou assassiné. Au détriment des politiques les plus à gauche, il tente alors de constituer une large alliance antifasciste afin de gagner les élections contre Bolsonaro.

Tomas : En effet et pour ce faire, Lula envisage de mettre à la vice-présidence une personne associée aux ruralistes, en particulier au secteur de l'éthanol, afin de leur donner des gages. Les propriétaires terriens sont peu nombreux mais très puissants car ils disposent de nombreux représentants à toutes les échelles politiques. Il est donc très difficile de changer de cap. Même Marina Silva, ministre de l'Environnement sous la Présidence de Lula, était obligée de concéder des énormités : le déboisement, les centrales hydroélectriques, le soja transgénique, et le nucléaire. Je ne vois pas de forces capables actuellement de contrecarrer ce processus. Cela viendra probablement davantage des comportements alimentaires individuels.

Michel : Est-ce que les sols agricoles obtenus par le déboisement sont pérennes ?

Tomas : Pour le Cerrado non, car les sols sont très acides. En ce qui concerne les sols d'Amazonie, ce n'est pas bon non plus en raison de la faible couche de humus.

Loïs : En ce qui concerne les sols des forêts tropicales, l'écosystème fonctionne par le recyclage permanent des matières organiques du couvert végétal, sans grand stock dans les sols. Interrompre ces cycles en déforestant ne laisse presque aucune réserve de fertilité, car le sol, très fin, se dégrade rapidement. Par ailleurs, que pensez-vous

des stratégies géopolitiques visant à faire de l'Amazonie un bien commun ? A sa manière, Emmanuel Macron a tiré cette corde lors d'une allocution il y a peu.

Tomas : Je pense que Macron a mis les pieds dans le plat. Ses propos ont été très mal interprétés au Brésil et dans les autres pays amazoniens. Au lieu de se placer comme partie prenante de l'Amazonie, ce qu'est en réalité la France avec ses territoires guyanais, il se positionne comme le pays riche occidental ingérant. Il aurait été beaucoup plus approprié qu'il organise un travail collectif avec les autres nations amazoniennes. Par ailleurs, mettre en place des politiques exemplaires en Guyane ne serait pas inutile, il s'agit d'un grand territoire qui peut rayonner sur toute l'Amazonie. Déjà aujourd'hui, nous avons en Guyane une grande connaissance de ces sujets de sorte qu'elle pourrait promouvoir d'autres manières de vivre *dans* et *de* la forêt.

Agnès : Ne serait-ce pas un modèle global de consommation, à base de viande et de lait, qui détruit l'Amazonie ? Est-ce que la responsabilité est uniquement brésilienne ou est-elle plutôt liée à un modèle mondial ? Est-ce que l'Union européenne prend en considération sa responsabilité sur ces sujets ? La Chine semble être le nouveau premier consommateur. Nourries avec les grains du Brésil, les vaches bretonnes produisent un lait parfois transformé en poudre et envoyé en Chine. Il est surprenant que la Chine relaie ce modèle colonial.

Tomas : Tout à fait. **La Chine importe 60% du soja brésilien.** Il est notamment utilisé dans l'alimentation porcine. L'Union européenne importe 26 Mt de soja du monde entier afin de nourrir les animaux d'élevage à hauteur de 4% à 40% de leur alimentation. Dans un supermarché, la quantité de marchandises liées à la viande et aux produits laitiers est extraordinaire. Par ailleurs, les volailles consomment aussi une partie importante du soja.

Agnès : Peut-être faut-il mondialiser le véganisme ?

Tomas : Je ne sais pas... Lorsque l'on voit les milliards de volailles abattues, nous pouvons nous accorder sur la réduction importante de la consommation d'aliments d'origine animale, même sans être végétarien.

Agnès : Lors de la rédaction du rapport biorégional, nous avons inclus la question du régime alimentaire. Néanmoins, nous n'étions pas dans le véganisme, car Yves promouvait la traction animale !

Philippe : Les amérindiens ont bien compris qu'il ne faut cultiver que deux ans après un feu avant de laisser le lieu vingt-cinq ans en jachère. Il a été tenté de réduire cette période en diversifiant les cultures et en utilisant des méthodes d'agroforesterie. Toutefois, même avec ces efforts, les pertes de biodiversité sont significatives. Globalement, nous avons un problème mondial d'extractivisme. Cela provient d'un régime colonial mondialisé qu'il nous faut rejeter. Par ailleurs, j'ai récemment pris un taxi avec un bolsonariste convaincu. Il a été très véhément envers les étrangers, et notamment les Indiens qu'il accusait de revendre des terres à d'autres pays ; ce qui est absurde. Pour lui, Macron est l'antéchrist, c'est un communiste et un « pédé ». Selon lui, élire Bolsonaro a permis de balayer les communistes du pouvoir. Ses propos sont aberrants. Peut-être une bonne nouvelle toutefois pour conclure, le Brésil souhaite accéder à l'OCDE qui lui impose en retour des conditions environnementales. L'élite et l'agrobusiness commencent donc à réfléchir à ces questions afin de maintenir leurs débouchés économiques.

▲ [RETOUR](#) ▲

.RÉTROACTIONS

13 Avril 2022 , Rédigé par Patrick REYMOND



"Dans ce cas, le système est peut-être simplement devenu [trop gros](#) pour être sous le contrôle de n'importe qui ou de n'importe quoi. Les rétroactions se démêlent, d'elles-mêmes, comme dans une tour de Babel géante qui commence à tomber. L'immense créature frémit, bouge, oscille, se cogne de haut en bas en écrasant des flux d'informations qui la poussent dans un sens ou dans l'autre. C'est un zombie de taille planétaire. Il ne sait pas où il va, il avance simplement, écrasant tout ce sur quoi il marche".

C'est surtout un empire qui se voudrait universel, mais qui n'a pas appris que la période dite des empires universels a déjà existé. C'était de l'an zéro à l'an 200.

Le retour au local, comme après cette période, est inéluctable.

"Guerre en Ukraine : « *Les systèmes énergétiques les plus rapides et les moins chers à construire dans l'urgence sont l'éolien terrestre et le solaire* »".

Le marché mondial, tant vanté, n'est pas fait pour exister. Baltimore dont j'ai souvent parlé est un prototype. La ville est passée du stade industriel, au stade post industriel, en gardant une économie très vivante. Le gros et le pondéreux a été remplacé par du beaucoup moins pondéreux, et de plus grande valeur, la dope. L'idéal étant comme point de chute une ville désargentée au port désargenté, qui ne peuvent contrôler ses flux. Bon, au passage, les négros de service se font buter sur place, parce qu'ils sont au mauvais endroit, au mauvais moment, et qu'ils constituent un p'tit marché local, et qu'il faut bien qu'ils se tiennent tranquille. Dop'n guns, c'est idéal.

Là, c'est quand il y a encore des flux commerciaux. Au moins assez pour cacher ce qui est vraiment intéressant. Les trafiquants de drogue d'ailleurs, seraient sans doute capable de subventionner le port pour qu'il continue à fonctionner s'il le fallait...

Pour le reste de la population, on oscille entre "habitations en périls", et sevrage du "marché", où l'on a attiré pendant des décennies, une population dans un confort, qu'on leur fait payer cher maintenant. Eau, gaz, électricité, étaient, à l'origine, peu coûteux.

Aujourd'hui, ces dépenses contraintes sont importantes. C'était sans doute l'évolution naturelle. En plus une classe politique incompétente et/ou corrompue, très bien représenté par des premiers ministres tels Barre, font flamber l'immobilier "parce que pas assez cher". Comme je l'ai souvent dit, les séries donnent souvent de bien utiles renseignements. Les loyers bloqués à NY, par exemple, des anciens locataires restés sous le régime précédent, étaient ridicules, par rapports aux actuels. Cela pouvait aller de 200 \$ à 2000 avec une médiane dans le "social" à 800. Bien entendu, ces chiffres ont dû évoluer, ils datent un peu. Mais il explique aussi les meurtres de locataires peu décidés à déménager, âgés, fragiles, mais aux loyers liés à leur personne...

Changement de [paradigme](#) dans le renouvelable. [Les prix](#) ont tellement augmenté, que [tout](#) devient [rentable](#). Même pour [l'état](#).

Le flux d'investissement/ désinvestissement dont j'avais parlé...

▲ [RETOUR](#) ▲



La crise de l'inflation de 2022 est désormais pire que tout ce que nous avons connu dans les années 1970

par Michael Snyder 12 avril 2022



La plupart des Américains n'en ont pas conscience, mais nous sommes vraiment entrés dans un territoire historique. Comme vous le verrez ci-dessous, la crise de l'inflation de 2022 a maintenant atteint un niveau qui dépasse tout ce que nous avons connu pendant l'horrible ère Jimmy Carter des années 1970. Si vous êtes assez vieux pour avoir vécu à cette époque, vous vous souvenez probablement des gros titres constants sur l'inflation. Et vous vous souvenez probablement aussi qu'il semblait que l'administration impuissante au pouvoir à Washington ne pouvait rien y faire. En d'autres termes, cela ressemblait beaucoup à ce que nous vivons aujourd'hui. Malheureusement pour nous, cette nouvelle crise économique n'en est encore qu'aux tout premiers chapitres.

Bien sûr, les grands médias voudraient nous faire croire que ce que nous vivons aujourd'hui n'a rien à voir avec ce que les Américains ont vécu à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Selon CNN, le taux d'inflation aux États-Unis a atteint un sommet de 14,6 % au cours du premier semestre de 1980...

Le taux d'inflation a atteint un niveau record de 14,6 % en mars et avril 1980. Cela a contribué à la défaite de Carter lors des élections de cet automne. Il a également entraîné des changements importants dans l'économie américaine.

Par rapport à cela, les chiffres qui nous ont été communiqués au début de 2022 semblent plutôt modestes. Mardi, nous avons appris que le taux officiel d'inflation aux États-Unis a atteint 8,5 % au mois de mars...

Selon les données du ministère du travail publiées mardi, les prix que les consommateurs paient pour les articles de tous les jours ont bondi en mars pour atteindre leur niveau le plus élevé depuis les premiers jours de l'administration Reagan.

L'indice des prix à la consommation, qui mesure un large panier de biens et de services, a bondi de 8,5 % par rapport à l'année dernière sur une base non ajustée, dépassant même l'estimation déjà élevée du Dow Jones de 8,4 %.

8,5 %, c'est beaucoup moins que 14,6 %, et donc, pour la plupart des gens, il semblerait logique de conclure que nous sommes encore loin du genre de crise cauchemardesque que notre nation a endurée pendant les derniers jours de l'administration Carter.

Mais est-ce bien la vérité ?

En réalité, nous ne pouvons pas faire une comparaison directe entre le taux d'inflation officiel en 2022 et le taux d'inflation officiel en 1980. Le mode de calcul du taux d'inflation a été modifié plus de 20 fois depuis 1980, et à chaque fois, l'objectif était de faire apparaître le taux d'inflation officiel comme plus faible.

Ce dont nous avons vraiment besoin, c'est d'une comparaison entre des pommes et des pommes, et heureusement, John Williams, de shadowstats.com, a fait le calcul pour nous.

Selon Williams, si le taux d'inflation était toujours calculé de la même manière qu'en 1980, le taux d'inflation officiel serait actuellement d'environ 17 %.

17 % !

Cela signifie que l'inflation que nous observons actuellement est encore pire que celle que les Américains ont connue sous l'ère Jimmy Carter.

Et les chiffres du gouvernement pour les catégories individuelles semblent confirmer que l'inflation est maintenant hors de contrôle. Par exemple, le prix de l'essence a augmenté de 48 % au cours de l'année dernière...

Le prix de l'essence a augmenté de 48 % entre mars 2021 et mars 2022, selon les chiffres publiés aujourd'hui par le Bureau of Labor Statistics.

En un seul mois, de février à mars, le prix de l'essence, corrigé des variations saisonnières, a augmenté de 18,3 %.

Les prix des véhicules ont également atteint des niveaux absurdes. Si vous pouvez le croire, le prix de vente au détail moyen d'un véhicule d'occasion chez CarMax a augmenté de 39,7 % en seulement 12 mois...

CarMax a connu un ralentissement du volume des ventes de voitures d'occasion au quatrième trimestre, alors que son prix de vente au détail moyen a bondi de 39,7 % d'une année sur l'autre pour atteindre 29 312 \$, soit une augmentation d'environ 8 300 \$ par unité.

Et j'en ai parlé hier, les prix des maisons aux États-Unis ont bondi de 32,6 % au cours des deux dernières années.

Nous sommes entrés dans un véritable cauchemar inflationniste, et l'administration Biden essaie d'en faire porter la responsabilité à Vladimir Poutine.

Inutile de dire que c'est extrêmement malhonnête de la part de Biden, car les prix montaient déjà en flèche avant

même le début de la guerre en Ukraine.

Mais il est vrai que la guerre aggrave les problèmes économiques dans le monde entier, et cela n'est pas près de s'arrêter.

Il y a quelques semaines, l'optimisme régnait quant à la possibilité de parvenir à un accord de cessez-le-feu, mais aujourd'hui, il semble qu'il n'y ait plus aucun espoir d'y parvenir prochainement.

Mardi, Poutine a déclaré à la presse que les pourparlers de paix avaient atteint "une impasse"...

Les pourparlers avec l'Ukraine ont atteint "une impasse", a déclaré le président russe Vladimir Poutine dans de nouvelles remarques mardi. "Nous n'arrêterons pas les opérations militaires en Ukraine tant qu'elles n'auront pas abouti". Il a expliqué que l'Ukraine a "dévié" des accords et de tout progrès préalable possible obtenus lors des réunions d'Istanbul, selon l'agence d'État RIA.

Il a tenu des propos virulents à l'encontre de Kiev et de l'Occident lors d'un point presse conjoint avec son homologue biélorusse Alexandre Loukachenko. Il a également salué le fait que les opérations militaires se déroulent toujours "comme prévu", rapporte Bloomberg, tout en admettant toutefois devant la population du pays que "la logistique et les systèmes de paiement russes restent une faiblesse et que l'impact à long terme des mesures occidentales pourrait être plus douloureux." Mais il a également déclaré que le pays a résisté à la "blitzkrieg" économique de l'Occident.

Et Volodymyr Zelensky affirme maintenant que le retour de la Crimée est une "ligne rouge" pour lui...

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a désigné la reconnaissance de l'annexion de la région de Crimée comme l'une de ses lignes rouges pour Moscou dans d'éventuels pourparlers de paix avec le président russe Vladimir Poutine visant à mettre fin à la guerre entre les deux pays.

La Russie a annexé la région méridionale de la Crimée en 2014. Les séparatistes et les forces soutenues par la Russie, ainsi que les soldats ukrainiens, se battent depuis lors dans la région orientale de l'Ukraine.

La Russie ne rendra jamais, au grand jamais, la Crimée à l'Ukraine de son plein gré.

Quiconque pense le contraire se fait tout simplement des illusions.

Donc, à moins que quelqu'un ne change d'avis, cette guerre entre la Russie et l'Ukraine va se poursuivre jusqu'à ce que quelqu'un obtienne une victoire totale.

Et cela pourrait prendre beaucoup de temps.

Pendant ce temps, les réserves alimentaires mondiales seront de plus en plus restreintes et les conditions économiques mondiales continueront à se détériorer rapidement.

En d'autres termes, le genre de scénario cauchemardesque contre lequel je mets en garde depuis des années est désormais à notre portée.

Et que se passera-t-il si un ou deux autres "cygnes noirs" nous frappent plus tard en 2022 ?

Nous sommes si vulnérables à l'heure actuelle qu'il suffirait de peu de choses pour nous faire basculer dans une crise mondiale sans précédent et aux proportions épiques.

▲ [RETOUR](#) ▲

« Des centaines de navires bloqués devant les ports chinois !! »

par [Charles Sannat](#) | 14 Avril 2022

INSOLENTIAE

Décryptage impertinent, satirique et humoristique de l'actualité économique



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

C'est environ **500 navires** qui sont bloqués devant les ports chinois avec une mention spéciale pour celui de Shanghai.

La mise sous cloche de Shanghai, instaurée par les autorités chinoises pour lutter contre une nouvelle épidémie de covid, cause une importante congestion dans les terminaux portuaires. Privé de sa main-d'œuvre, placée à l'isolement comme toute la population de la ville depuis une quinzaine de jours, le port de Shanghai ne tourne plus qu'au ralenti. Résultat, le nombre de navires en attente au large des terminaux s'envole. Selon Bloomberg, 222 vraquiers, chargés principalement de minerais et de céréales, patientaient ainsi devant le deuxième port du monde le lundi 11 avril.

Cette congestion est en train de s'étendre aux ports voisins, les armateurs se détournant en masse du port dans lequel ils ne peuvent plus décharger. Le voisin et premier port mondial, Ningbo, est particulièrement touché, avec 134 navires en attente selon Bloomberg. En tout, 477 vraquiers attendaient au large des ports chinois le 11 avril, toujours selon l'agence américaine.

Les porte-conteneurs n'échappent pas à la congestion, attendant eux de pouvoir charger dans les ports chinois. Près de 200 d'entre eux étaient ainsi bloqués devant Ningbo et Shanghai ».

Les chaînes d'approvisionnement vont craquer

Comme au moment le pire de la pandémie de 2020, où Wuhan avait été totalement confinée, et une grande partie de la Chine partiellement confinée, jamais, je dis bien jamais Shanghai n'avait été à l'arrêt aussi longtemps.

Alors que le confinement ne devait durer que quelques jours, finalement, après 15 jours de confinement il a été décidé de le prolonger à nouveau pour 15 jours, les autorités chinoises ne semblant pas vouloir rompre avec leur stratégie 0 Covid, qui risque d'être balayée, non, qui va être balayée par la contagiosité d'Omicron.

Les autorités chinoises ont fait du **0 Covid un dogme intenable dans les faits.**

Alors pourquoi un tel entêtement ?

En attendant, nous allons vivre à nouveau d'importantes perturbations dans nos approvisionnements, car l'essentiel de vos commandes sont soit à quai à Shanghai, soit dans des navires bloqués, soit dans des usines pas encore fabriquées...

Nous allons donc vivre un deuxième pic de pénuries qui sera inévitablement accompagné par un second pic d'inflation très élevée.

Les stocks mobiles, c'est-à-dire dans les navires et dans le flux de transport sont d'environ 3 semaines. Nous rentrons dans la troisième semaine. D'ici la fin avril les rayons vont commencer à se vider, avec toujours un temps de latence. En effet, vous avez en cours de livraison actuellement ce qui sera vendu cet été en gros, et en juin/juillet, on commande ce qui sera fabriqué et livré pour les fêtes de fin d'année.

En un mot ?

Stocker.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Avertissement de la Russie. « Ceux qui livrent des armes à Kiev seront la cible légitime des forces russes »



L'avertissement de la Russie au monde occidental et aux forces de l'Otan est très clair et il est la suite logique du fait que l'aide massive militaire apportée à l'Ukraine par les pays d'Europe de l'Ouest et par les Etats-Unis entraînent de fortes pertes au sein des rangs de l'armée russe.

Je ne suis pas ici dans une posture morale où Poutine serait gentil ou méchant, et nous le camp du bien ou celui du mal. Les choses sont évidemment très nuancées et loin d'être aussi manichéennes.

Mais, ce qui est certain, c'est que l'offensive russe a clairement buté non pas sur l'armée ukrainienne, mais sur les stratégies militaires de l'Otan et sur l'encadrement d'une armée ukrainienne armée jusqu'au dent par les adversaires de la Russie que nous sommes.

La Russie dit que les véhicules de transports d'armes des Etats-Unis et de l'Otan sont des cibles légitimes

Voilà ce que dit cette dépêche Reuters qui rapporte elle-même une dépêche de l'agence Tass comme au bon vieux temps de la guerre froide.

« La Russie considérera les véhicules des Etats-Unis et de l'Otan transportant des armes en Ukraine comme des cibles légitimes, a déclaré mercredi le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov, dans une interview à l'agence de presse TASS.

Toute tentative de l'Occident d'infliger des dégâts importants à l'armée russe ou à ses alliés séparatistes en Ukraine sera « sévèrement réprimée », a-t-il ajouté.

« Nous avertissons que nous considérerons les transports d'armes des Etats-Unis et de l'Otan à travers le territoire ukrainien comme des cibles militaires légales », a déclaré Sergueï Riabkov, cité par l'agence TASS.

« Nous faisons comprendre aux Américains et aux autres Occidentaux que les tentatives de ralentir notre 'opération spéciale', d'infliger un maximum de dégâts aux troupes et formations russes des Républiques populaires de Donetsk et de Louhansk seront durement réprimées », a-t-il ajouté ».

Je vois passer certains commentaires visant à m'expliquer que je ne comprends rien à la stratégie de l'armée russe...

Permettez-moi de vous inviter à lire le communiqué de l'agence Tass lui-même. Ce sont les Russes qui confirment bien que cela ne se passe pas comme prévu, et pour cause, nous faisons tout pour rendre le coût de l'aventure militaire russe en Ukraine le plus élevé possible pour la Russie. C'est valable en termes économiques, mais également sur les aspects purement militaires.

Les pertes russes sont importantes et **cette guerre qui n'aurait jamais dû avoir lieu** est d'une infinie tristesse pour l'Europe toute entière.



Charles SANNAT

Shanghaï, l'horreur d'un monde 0 Covid



À Shanghaï, c'est l'horreur de la politique 0 Covid.

Il y a de quoi s'interroger sur le dogme et cette quasi-religion du zéro Covid en Chine, surtout lorsque l'on parle du **variant Omicron, terriblement contagieux et qui semble si peu létal qu'en Occident, on laisse passer les vagues avec fatalité.**

Je vous laisse écouter le témoignage effarant du président de la communauté juive de Shanghaï.



Ce qui ressort de ce témoignage mais également de la situation générale c'est que si vous attendez d'être confiné pour vous préparer c'est que vous n'avez rien compris. Vous pouvez toujours râler sur le gouvernement de Pékin comme celui d'ici, (et je suis le premier à le faire en dénonçant l'incurie) cela n'exonère aucun de nous de son indispensable préparation individuelle.

Nous ne sommes plus dans un monde où tout va bien, le monde de Oui-Oui et des Bisounours.

Nous sommes dans un monde où l'on nous enferme, dans un monde où du jour au lendemain on vous pique où on vous retire vos droits, dans un monde de crises, de guerres et de chocs systémiques.

Nous sommes dans un monde où la résilience personnelle doit être au cœur de vos préparatifs.

Tous les Chinois ont vu ce qu'il s'est passé à Wuhan et les difficultés d'approvisionnement en cas de confinement.

Donc, il faut anticiper.

Il y a bien deux volets dans cette affaire. D'un côté, les décisions gouvernementales qui s'imposent à nous, qu'elles soient le fait du gouvernement chinois ou français, qu'elles soient pertinentes ou stupides, nous menant vers le succès ou vers l'échec collectif.

De l'autre, vos actions et décisions individuelles qui peuvent et font généralement la différence et viennent compenser les carences de nos mamamouchis. Ayez des masques d'avance, ayez du papier toilette et aussi quelques boîtes de raviolis. En Chine, comme en France.

L'avenir ne se prévoit pas, il se prépare.

Charles SANNAT

.Bruno est ravi ! 23.7 milliards d'euros « russes » saisis en France !



Vous savez de ce que je pense du gel des avoirs russes !

La lutte contre la discrimination est toujours à géométrie variable, et c'est uniquement quand cela les arrange.

Si nous acceptons de geler les avoirs des **vilains Russes qui ne sont pas Poutine comme ils ne sont pas leur gouvernement**, alors un jour nous accepterons de bloquer les avoirs des musulmans de France parce qu'il y a eu un terroriste, ou l'argent des non-vaccinés parce qu'ils seraient méchants, même si la

vaccination n'est pas obligatoire.

Bref, c'est une mauvaise manière de faire, et encore plus quand ce n'est pas un « oligarque » russe dont on gèle les avoirs, mais un pauvre bougre de nationalité russe qui gagne 2 000 euros par mois et qui est pris dans les excès de zèle dont ce pays est de plus en plus coutumier.

Guerre en Ukraine : la France a immobilisé 23,7 milliards d'euros d'actifs russes

En attendant ce sont les communiqués de triomphe. Nous avons ruiné les Russes en France !

« La France a également immobilisé quatre cargos, quatre yachts, dont le dernier mardi à Marseille, pour une valeur supérieure à 125,2 millions d'euros ; six hélicoptères pour une valeur supérieure à 60 millions d'euros ; et pour 7 millions d'euros d'oeuvres d'art.

23,7 milliards d'euros d'actifs russes. C'est ce qu'a immobilisé la France à ce jour sur son territoire, suite à la guerre en Ukraine. Cela inclut des biens immobiliers pour une valeur d'acquisition de 573,6 millions, selon le ministère français de l'Economie et des Finances mardi 12 avril.

Cette liste actualisée inclut en premier lieu 22,8 milliards d'euros qui ont été bloqués sur les comptes français de la Banque centrale de Russie, confirmant un article du journal Le Parisien. S'y ajoutent 178 millions d'euros d'avoirs bancaires divers, a détaillé le ministère. La France a également immobilisé quatre cargos,

quatre yachts, dont le dernier mardi à Marseille, pour une valeur supérieure à 125,2 millions d'euros ; six hélicoptères pour une valeur supérieure à 60 millions d'euros ; et pour 7 millions d'euros d'oeuvres d'art.

Les autorités françaises ont mis la main sur 33 biens immobiliers, dont 19 SCI (Société civile immobilière). Une dizaine de biens supplémentaires devraient prochainement s'ajouter à la liste, pour une valorisation totale qui flirtera avec les 24 milliards d'euros.

Le milliardaire russe Roman Abramovich, propriétaire du club londonien de Chelsea, figure en bonne place sur la liste des oligarques ciblés, avec une dizaine de propriétés, dont le Château de Croë, à Antibes, ou la Villa Gouverneur, à Saint-Barthélemy, a rapporté le quotidien francilien ».

Je ne vous dis pas qu'il ne faut pas bloquer les fonds des riches russes. **Je vous dis trois choses.**

La première c'est qu'il y a une différence entre l'oligarque et Tatiana serveuse chez Hippopotamus et qu'il faut être sacrément con pour ne pas en convenir.

La seconde, c'est que ces gels sont effectués sans **aucune base juridique réelle** et cela revient à accepter que dans une démocratie censée constitutionnellement garantir la propriété privée vous pouvez vous retrouver ruiner du jour au lendemain selon le bon vouloir politique du moment. Il faut être sacrément con pour ne pas voir les précédents que cela crée et les dangers impliqués pour tous demain.

La troisième, c'est que lorsque vous êtes étranger quelque part, vous n'avez jamais aucun droit, et ce qui est valable pour les Russes en France aujourd'hui, sera valable demain pour les Français en Russie, ou les Français... en Chine, notamment ceux qui pensent qu'investir des fortunes dans des obligations chinoises est une bonne idée en oubliant qu'ils sont des étrangers qui prêtent de l'argent au Parti Communiste Chinois...

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

.« Inflation à 8,5 % aux Etats-Unis !! »

par [Charles Sannat](#) | 13 Avril 2022

INSOLENTIAE

Décryptage impertinent, satirique et humoristique de l'actualité économique



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Suite à un changement de logiciel et pour rester informé gratuitement, vous pouvez activer les « notifications » lorsque la fenêtre le proposant s'affiche.

8.5 % pour l'inflation officielle aux Etats-Unis !

« Les prix à la consommation aux Etats-Unis ont augmenté de 1,2 % en mars et leur hausse en rythme annuel a atteint 8,5 %, du jamais vu depuis plus de 40 ans, mais l'indice « core CPI », qui exclut l'énergie et l'alimentation, a décéléré avec une hausse limitée à 0,3 % sur un mois après +0,5 % en février ».

« Les derniers chiffres des prix à la consommation permettent d'espérer que l'envolée des pressions sur les prix observées ces derniers mois pourrait avoir atteint son point haut », commente Michael Hewson, analyste de CMC Markets.

Cette évolution, si elle se confirmait, pourrait remettre en cause le scénario privilégié, pour l'instant, de plusieurs hausses d'un demi-point des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Voilà une analyse profonde qui nous est livrée dans ces trois phrases.

Hier je vous parlais des traders qui n'ont pour horizon que la séance boursière du jour.

En voici un autre exemple. Les marchés peuvent se rassurer puisque l'inflation qui ne mesure que ce qui n'augmente pas, augmente peu, contrairement à l'inflation qui mesure aussi ce qui monte !

Il est vrai qu'avec la guerre en Ukraine, la hausse des taux actuelle (et tout le monde emprunte à taux variables sauf les Français), l'explosion des prix de l'énergie et de l'alimentation, il ne reste plus beaucoup d'argent disponible aux ménages pour qu'ils puissent acheter autre chose que les choses qui montent et qui sont indispensables comme les trois fonctions suivantes.

Se loger.

Se nourrir.

Se chauffer et s'éclairer et accessoirement se déplacer pour gagner sa vie et aller au travail.

Ces trois fonctions ne sont pas prises en compte dans l'inflation « Core », qui ne mesure enCore une fois que ce qui ne monte pas parce que cela ne s'achète pas ou moins.

On peut ne pas aller au restaurant, ne pas acheter un nouveau vêtement, ou encore même se passer des prochaines vacances à l'étranger, du coup, l'inflation « Core » pourrait marquer le pas.

La désynchronisation des inflations CPI et Core est un indice de récession !

Ce que je veux tenter d'expliquer ici, c'est que si l'inflation de tout ce qui est indispensable continue à monter dans un contexte de salaires qui ne progressent pas parce qu'ils ne sont plus indexés, alors le pouvoir d'achat va s'effondrer. Si le pouvoir d'achat s'effondre il n'y aura plus de consommation du « non essentiel ». Donc il n'y aura pas d'inflation « Core ». Donc il y aura une désynchronisation, mais cette désynchronisation implique en réalité une récession économique majeure où tous les secteurs seront touchés par la « dé-consommation » des ménages qui ne pourront plus suivre.

Ce n'est donc pas une bonne baisse de l'inflation.

Les marchés ne l'ont pas encore compris.

L'inflation devait être temporaire et transitoire, elle est durable et de plus en plus forte.

Les prix de ce qui est essentiel va prendre l'essentiel du pouvoir d'achat entraînant des arbitrages de consommation massifs.

Dans un premier temps on pourrait croire à la fin de l'inflation.

Mais c'est faux.

Du coup, les marchés trouvent que c'est plutôt une bonne nouvelle parce que les taux devraient monter moins vite, si, il y a moins d'inflation que prévue. Donc du coup, l'or monte vu que les taux monteront moins vite.

A mon sens tout le raisonnement est faux.

Monter les taux pour faire baisser les prix du pétrole ou du gaz alors qu'il n'y en a plus de manière abondante et peu coûteuse quand on se fâche avec l'un des derniers gros fournisseurs (la Russie) n'aura aucun impact, sauf sur l'inflation « Core ». Acheter de l'or en pensant que les taux ne vont pas monter n'est pas une meilleure idée non plus.

La réalité c'est que l'inflation de l'essentiel va se poursuivre et laminer les classes moyennes et même petitement supérieures.

Les taux ne pourront pas trop monter sans créer une vague d'insolvabilité généralisée aussi bien des Etats que des ménages ou des entreprises.

Quoi qu'il se passe, nous allons entrer en récession.

Il faut acheter de l'or parce que l'inflation va dévorer l'épargne et le pouvoir d'achat parce que l'inflation va durer, parce que la transition énergétique est inflationniste, parce que les Etats se rapprochent toujours plus de la faillite.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

.Les faillites d'entreprises en hausse de 35 % avec la fin du quoi qu'il en coûte



Suite à un changement de logiciel et pour rester informé gratuitement, vous pouvez activer les « notifications » lorsque la fenêtre le proposant s'affiche.

Les faillites d'entreprises s'envolent en France : +34,6 % au premier trimestre titre la Tribune en oubliant presque de dire hélas... « comme prévu !

« Le nombre de défaillances d'entreprises a bondi de 34,6 % entre le premier trimestre 2021 et le premier trimestre 2022, selon une étude du cabinet Altares. Après avoir atteint des niveaux extrêmement bas grâce au « quoi qu'il en coûte », le nombre de faillites en France frôle ses niveaux d'avant-crise sans toutefois les dépasser. Si les conséquences du conflit en Ukraine et l'inflation impactent l'économie, le cabinet ne prévoit pas néanmoins de déferlante des faillites au cours des prochains mois.

Les indicateurs passent au rouge les uns après les autres. Après un coup de frein de l'économie française prévu au premier trimestre, l'horizon s'assombrit pour les entreprises tricolores. Dopés aux mesures d'urgence du « quoi qu'il en coûte », beaucoup de secteurs ont pu profiter de la mise en sommeil des tribunaux de commerce pendant de longs mois.

Faillites généralisées à tout le territoire.

« La hausse s'amorce donc et elle est déjà très nette dans les secteurs qui comptent sur la reprise des habitudes de consommation comme aller au restaurant ou chez le coiffeur. Aucun territoire n'est épargné par le phénomène », souligne Thierry Millon, directeur des études chez Altares ».

Une hausse encore inférieure au niveau pré-crise

« Le nombre de défaillances a bondi par rapport au premier trimestre 2021 passant de 7 406 à 9 972, soit une hausse de 34,6 %. Il demeure néanmoins bien inférieur aux niveaux pré-Covid enregistrés en 2018 (14 698) et 2019 (14 146). Il semble que les jeunes entreprises soient les plus touchées par ce mouvement de faillites. En effet, près de la moitié des entreprises qui ont déposé le bilan au cours du premier trimestre ont été créées il y a moins de cinq ans.

Celles qui ont été immatriculées juste avant le début de la pandémie ou pendant la crise sanitaire ont particulièrement souffert (+52 %). « Les difficultés des jeunes entreprises sont particulièrement marquées dans les activités « magasins multi-rayons » (essentiellement des commerces d'alimentation générale) où les défauts sont trois fois plus nombreux ce trimestre ; mais aussi dans la restauration (+180 %), où le nombre de procédures était exceptionnellement bas il y a un an », soulignent les auteurs de l'étude ».

Avec la guerre en Ukraine et l'inflation en très forte hausse, c'est le commerce et la restauration qui sont les plus durement touchés ce qui est logique car ces commerces ne sont pas « essentiels », non pas qu'ils ne soient pas importants, ils sont très importants, mais l'on peut se passer d'un nouveau vêtement quand nos armoires en regorgent au moins pendant quelques semaines, de même que l'on peut se passer d'aller au restaurant quand on veut être certain de pouvoir payer la facture de gaz ou d'électricité.

Résultat, ce sont les petites et moyennes entreprises (PME) de moins de 50 salariés qui sont en prise à des difficultés bien plus que les plus grandes. Le nombre de défaillances a ainsi bondi de 56 % entre janvier et mars par rapport au premier trimestre 2021, dépassant son niveau d'avant crise ce qui n'est pas le cas (pour le moment) des entreprises de plus de 50 salariés.

Il y a peu de chance que l'Etat français, financièrement exsangue remette en place des aides d'un niveau similaire à celles en place lors du premier confinement.

C'est l'heure de la grande purge.

Charles SANNAT

.UkraineThon, le naufrage de l'Europe et de Cruella Von der Leyen



La scène est affligeante.

La présidente de la grosse commission se croit dans une émission à la télé en prime time et présente les dons reçus comme on présenterait les Oscars, il ne lui manque plus que Will Smith (et wesson ?) pour lui mettre une baffe et la réveiller un petit peu pour la remettre dans le droit chemin.

Je ne dénonce pas l'Ukraine, les dégâts dans ce pays ou encore bien évidemment tous les morts.

Je dénonce l'obscénité de la scène que vous pouvez voir ci-dessous.

L'Union Européenne et ses représentants sont de plus en plus obscènes en tout, jusque dans les entreprises caritatives.

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

.« Les États-Unis en route vers la récession !! »

par [Charles Sannat](#) | 12 Avril 2022

INSOLENTIAE

Décryptage impertinent, satirique et humoristique de l'actualité économique



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Pour rester informé gratuitement, vous pouvez activer les « notifications » lorsque la fenêtre le proposant s'affiche.

Les marchés financiers ne comprennent pas grand-chose et n'anticipent pas grand-chose en réalité. Ce qu'il faut comprendre, c'est que la day trading ou le trading « journalier » se fait dans un horizon de temps... quotidien, d'une journée. Et une journée de marché ce n'est même pas 24 heures. La bourse de Paris ouvre à 9h00 pour clôturer à 17h30. Quand les traders vous disent qu'ils travaillent beaucoup ils mentent !

Certes, il faut être concentré, mais à 18 heures ils sont déjà partis, et par rapport à un maçon sur un chantier, autant vous dire qu'ils sont physiquement peu éprouvés !

Vous aurez compris que je n'ai pas une grande admiration pour cette profession, mais mes quelques mois passés en salle des marchés d'une grande banque m'ont permis de développer un savoir-faire hors du commun en bataille d'élastiques à travers les desks (bureaux) au bout d'une mine de crayon à papier. J'ai quelques autres restes, mais ce n'est pas le sujet.

Ce que je veux tenter de partager avec vous, c'est que les « marchés » ne comprennent que deux choses. Achat ou vente. Expansion ou récession. En dehors de ces 4 paramètres ils ne pensent pas. S'ils pensent que l'activité est en expansion, vous pouvez mettre du Covid, une guerre, ils achètent sans voir plus loin que le bout de leur nez. Quand ils commencent à comprendre que c'est la récession, alors ils plongent et vendent.

Un trader c'est bête comme choux, carottes, ou tomates. D'ailleurs les marchés, au départ c'était bien pour vendre de la salade, même si maintenant cela permet de raconter des salades.

Il y a quelques jours je vous disais, attention récession en vue, notamment aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis rentreront en récession en 2023



La récession américaine devrait commencer l'année prochaine selon une enquête. Lorsqu'on leur a demandé quand la prochaine récession commencerait, seuls 15 % ont répondu cette année. Près de la moitié ont connu une récession aux États-Unis l'année prochaine ; 21 % ont signalé 2024 comme probable et 16% ont vu 2025 ou plus tard. C'est ... Lire la suite de

I Insolentiae

9

Nous utilisons des cookies pour nous assurer que nous vous offrons la meilleure expérience possible sur notre site Web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait. [Ok](#)

Tout le monde semble être au courant, sauf les marchés. Même le Figaro la voit venir. Dans l'article ci-dessous source [Le Figaro.fr ici](https://www.lefigaro.fr/actualites-usa/2023/01/11/les-etats-unis-recession-2023).

La récession aux États-Unis, un scénario qui s'installe

« Depuis les sanctions imposées à la Russie, les Américains ne croient plus que la flambée des prix se dissipera au cours de l'été

L'inflation élevée et le resserrement monétaire pourraient casser la croissance.

Des voix crédibles, de plus en plus nombreuses, annoncent une récession aux États-Unis. Alors que le plein-emploi y règne à nouveau et que le consensus des économistes établit la croissance cette année à près de 3 %, la prédiction paraît bien alarmiste. Selon un sondage, 81 % des Américains voient pourtant ce scénario se matérialiser avant même la fin de l'année.

Voilà des mois que la pire inflation depuis quarante ans réduit leur pouvoir d'achat. Et depuis les sanctions récemment imposées à la Russie, ils ne croient plus que la flambée des prix de l'énergie, des produits alimentaires, des loyers et des transports se dissipera au cours de l'été. En annonçant une longue série de hausses de taux d'intérêt, la Réserve fédérale tente de casser les anticipations inflationnistes qui alimentent une spirale de hausses de salaires, de coûts et de prix. Ses dirigeants maintiennent que la demande et l'embauche sont assez solides pour supporter ces multiples tours de vis ».

On va bien voir la solidité de l'économie et de la croissance américaine, surtout avec une hausse des taux alors que tous les Américains sont des emprunteurs à taux variables contrairement aux Français où nous avons la grande chance d'emprunter à taux fixes.

A cette hausse de taux s'ajoute la hausse des prix de l'énergie.

A ces hausses de l'énergie s'ajoutent l'inflation de manière générale.

Les salaires, eux, restent pour le moment non indexés.

Si tout augmente d'un côté et que les salaires ne sont pas indexés, alors il faut être trader pour ne pas voir que rapidement cela va coïncider.

Lorsque les marchés financiers comprendront que nous aurons moins de croissance, moins de mondialisation, moins d'énergie pas chère, moins de tout et donc moins de profits alors ils chuteront lourdement. Voilà pour le moyen-terme.

Quand ils verront que la Chine est fermée sous confinement, alors à court terme ils trembleront et c'est une question de jours.

Les cours du pétrole commencent à chuter alors que c'est la guerre en Ukraine car la Chine s'éteint et sa consommation d'énergie s'effondre.

Mais si la consommation d'énergie chinoise s'effondre, c'est que la production chinoise s'effondre.

Et si la production chinoise s'effondre, nous aurons moins de bidules chinois, moins de ventes, et moins de profits chez nous.

Il faudra encore un peu de temps pour que cela monte aux cerveaux de nos « day-traders » !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

.Les taux s'envolent toujours plus hauts



Les taux s'envolent toujours plus hauts, toujours plus haut certes, mais n'oublions pas tout de même que nous partons de très bas. Tellement bas même que c'était la première fois dans l'histoire mondiale de l'économie que les taux étaient négatifs, ce qui veut dire qu'il faut payer pour prêter de l'argent ou encore que demain est plus certain qu'aujourd'hui puisque les taux rémunèrent le risque du temps.

Aux Etats-Unis le taux à 10 ans atteint les 2.75 % et augmente de 109 points de base sur un an soit 1.09 %.

Americas 10-Year Government Bond Yields

COUNTRY	YIELD	1 DAY	1 MONTH	1 YEAR	TIME (EDT)
United States »	2.75%	+5	+76	+109	10:21 AM
Canada	2.67%	+4	+68	+118	10:20 AM
Brazil	11.85%	-3	-51	+238	10:12 AM
Mexico	8.75%	+7	+28	+222	10:20 AM

En Europe ce n'est pas mieux. les taux allemands progressent de 112 points de base sur les 12 derniers mois soit 1.12 % et en France c'est 134 points ou 1.34 %. En Italie, c'est encore plus spectaculaire avec 1.71 % de taux en plus.

Europe, Middle East & Africa 10-Year Government Bond Yields

COUNTRY	YIELD	1 DAY	1 MONTH	1 YEAR	TIME (EDT)
Germany »	0.81%	+10	+57	+112	10:20 AM
United Kingdom »	1.83%	+8	+34	+106	10:20 AM
France	1.29%	+3	+57	+134	10:20 AM
Italy	2.44%	+4	+59	+171	10:20 AM
Spain	1.73%	+3	+50	+136	10:20 AM
Netherlands	1.07%	+7	+57	+124	10:20 AM
Portugal	1.66%	+3	+56	+139	10:20 AM
Greece	2.84%	-3	+29	+199	10:20 AM
Switzerland	0.76%	+10	+47	+106	10:20 AM

En Grèce les taux s'envolent et nous sommes désormais à 2.84 % mais avec un ratio dette/PIB toujours pire.

Surveillez les taux, c'est un vrai indicateur de crise surtout en Europe et encore plus pour la zone euro.

Charles SANNAT

.Écologie. Triez vos poubelles et prenez l'avion pour 5 euros !!



Alors que l'on me demande de trier mes poubelles pour sauver la planète et que la petite Greta fait croire aux jeunes de la planète entière que l'urgence climatique va tous les tuer dans d'horribles souffrances, on me propose d'aller polluer l'atmosphère pour 5 euros sans qu'aucun bien pensant écolo-bobo-bouffeur de quinoa n'y trouve rien à redire.

Une compagnie aérienne propose des vols à 5 euros au départ de Bordeaux

S'envoler vers la Grèce, la Croatie, l'Italie ou l'Espagne pour seulement 5 euros au départ de Bordeaux (Gironde) : c'est l'offre que propose depuis le début du mois d'avril 2022, la compagnie aérienne low-cost espagnole Volotea.

Au total, près d'une vingtaine de destinations profitent de cette promotion, sur les vols aller, mais aussi retour, à compter de ce mois d'avril, et ce, pour toute la saison estivale.

Plusieurs destinations en France figurent aussi au programme de la compagnie.

Alors je veux bien aller en Croatie pour 5 euros.

Je veux bien que ce soit écolo et rentable.

Mais il va falloir m'expliquer comment cela est même possible de laisser croire qu'un trajet en avion Bordeaux/la Croatie puisse seulement coûter 5 euros alors qu'il y a un avion, un équipage, des frais d'aéroport, et j'ose à peine vous parler du kérosène, parce que moi, avec 5 euros j'achète quoi, 3 litres de gasoil... pas de quoi m'envoyer en l'air jusqu'à la Croatie.

L'écologie actuelle, c'est juste de la culpabilisation à outrance des « masses » laborieuses que nous sommes pour nous faire avaler la pilule d'une fiscalité de plus en plus lourde. **C'est de l'escrologie.**

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

.Les colombes deviennent des faucons

rédigé par [Bruno Bertez](#) 13 avril 2022

LA CHRONIQUE AGORA
DÉTRUIRE LA LIBERTÉ D'AGIR, C'EST TUE L'INTELLIGENCE, C'EST TUE LA PENSÉE, C'EST TUE L'HOMME FREDERIC SANNAT

Les problèmes de dette sont de plus en plus répandus. Si un certain nombre de pays plus ou moins petits sont déjà en difficulté, d'autres en approchent... tandis que des politiques qui vont affecter le monde entier sont décidées en petit comité aux Etats-Unis.



En plus [d'une déroute sur les grands marchés obligataires](#) et le Nasdaq (entre autres), la semaine dernière a été marquée par la déroute des obligations émergentes.

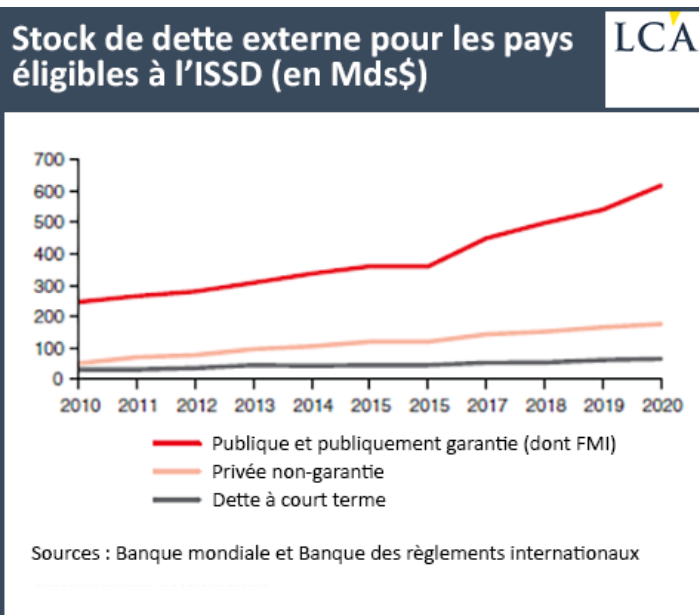
Nous avons là une vraie crise de la dette des petits pays. Le Ghana, le Sri Lanka et l'Égypte tangent. Le Sri Lanka rejoindra des pays comme le Suriname, le Belize, la Zambie et l'Équateur qui ont déjà fait défaut sur leurs dettes pendant la pandémie. Le Pakistan est également au bord du défaut de paiement.

Surendettement généralisé

Le FMI et la Banque mondiale ont averti que de nombreux pays sortent de la crise de la pandémie de Covid avec un surendettement qui pourrait paralyser leurs économies s'ils sont contraints par des créanciers, tant privés que publics, à rembourser. Ces pays ont un PIB minuscule, mais, collectivement, leur population est énorme.

La base de données sur la dette du FMI montre que l'encours de la dette extérieure des pays à revenu faible et intermédiaire en 2020 a augmenté en moyenne de 5,6% pour atteindre 8 700 Mds\$. Pour de nombreux pays, l'augmentation a été à deux chiffres.

L'encours de la dette extérieure des pays éligibles à l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20 a augmenté en moyenne de 12% pour atteindre 860 Mds\$ et, dans certains d'entre eux, de 20% ou plus.



Le service combiné de la dette payé par les pays éligibles à l'ISSD en 2020 sur la dette extérieure publique et garantie par l'Etat, y compris le FMI, s'est élevé à 45,2 Mds\$, dont le principal représentait 31,1 Mds\$ et les intérêts 14,1 Mds\$.

De nombreux petits pays ont des niveaux de dette extérieure bien supérieurs à 100% du PIB annuel.

Mais la contagion est déjà générale, et elle touche aussi les grands.

Les rendements obligataires mondiaux sont soumis à un ajustement brutal à la hausse qui n'épargne pas les meilleurs : les rendements du Bund allemand ont bondi de 15 points de base cette semaine pour atteindre un sommet de plus de quatre ans à 0,70%, avec des rendements allemands à deux ans en hausse de 11 points de base pour atteindre un autre sommet (0,05%) dernièrement touché en juin 2014.

En France, les rendements ont grimpé de 24 points de base (avec un petit effet de l'élection) pour atteindre un sommet à 1,25% plus vu depuis juillet 2015. L'écart par rapport aux Bunds est le plus large depuis mars 2020 à 55 points de base !

Les banques européennes ont chuté de 2% cette semaine. L'euro chutant de 1,5%, il se retrouve près des creux de mai 2020, à 1,08 pour un dollar.

Une première depuis 1994

Nous sommes en terrain inconnu, sans expérience, sans boussole.

La Fed a entamé ce que les marchés prévoient maintenant comme étant le cycle de resserrement le plus agressif depuis 1994. Si les hausses de la Fed sont conformes aux attentes actuelles du marché, ce sera même le premier cycle de resserrement réel depuis lors.

Rendez-vous compte : depuis 1994 ! C'est dire si les habitudes de facilité sont enracinées et si la pourriture a eu le temps de s'ancrer dans le système. Comme je le dis souvent, avec des taux bas pendant aussi longtemps, tout le monde est du même côté du bateau. Il peut chavirer à la moindre faute.



Événements indiqués sur ce graphique : effondrement de la Franklin National Bank ; bailout de la First Pennsylvania Bank, crise de la dette au Mexique / faillite de la Penn Square Bank ; Continental Illinois devient insolvable ; lundi noir ; crise des Savings and loan ; crise du peso mexicain / faillite du comté d'Orange (Californie) ; crise financière asiatique ; éclatement de la bulle des dot-com ; bulle de l'immobilier ; grande crise financière ; effondrement du marché de l'énergie ; chute de 20% des marchés actions en 2018 ; pandémie.

Le problème n'est pas seulement celui de la stabilité ou de l'instabilité du marché des obligations, il est surtout celui des *hedges* et des produits dérivés. Ce cycle a provoqué un changement majeur dans les expositions spéculatives et leurs localisations.

Contrairement à la croyance, le système n'a pas d'assurance. C'est un mythe, car il n'y a pas de capitaux propres pour faire face aux sinistres. On se couvre sur le marché par le *dynamic hedging*. Nous sommes dans une colossale partie de poker, et le système bluffe. Voilà ce que je veux vous faire comprendre et surtout assimiler.

La Fed signale bien à l'avance ses intentions de taux et sa politique de bilan, c'est vrai. Mais le problème n'est pas seulement celui de la transparence, il est également celui des croyances des marchés.

Les marchés ont cru jusqu'à présent que la Fed bluffait – comme je le disais hier, je crois encore que c'est le cas – et cette croyance les empêche de prendre en compte, d'anticiper, de s'adapter aux indications qui sont fournies par les autorités. Mais il faut à un moment donné préciser les choses pour briser les convictions. Sauf que, briser des convictions, c'est quitter le dérivable, le linéaire et le progressif, c'est entrer dans le domaine des ruptures et des tout ou rien.

La Fed découvre les effets de richesse

La Réserve fédérale s'est concentrée pendant des décennies sur la garantie de marchés d'actifs robustes, pour maintenir des effets de richesses. Puis, subitement, elle découvre que ces mêmes effets de richesse qui étaient souhaités deviennent un obstacle à la régulation ? Ils deviennent la pire des choses au moment où il faut lutter contre l'inflation des prix des services, des matières premières et des salaires !

Est-ce que vous mesurez l'importance de cette découverte ?

Le cycle précédent a eu une endurance incroyable, et tout a progressivement été valorisé, « pricé » pour la perfection, pour un monde idéal; mieux, pour un monde de rêve.

Il sera difficile pour la plupart d'accepter qu'une ère aussi enrichissante ait été bâtie sur le mensonge, la tromperie et la fausse monnaie.

L'inflation des prix à la consommation est revenue en force pour devenir un problème critique. Mais ce n'est qu'une partie de l'inflation, car tout, absolument tout, monte. Tout le système est touché.

Il y a longtemps que je professe l'idée que tous les prix sont faux en regard de la masse de promesses que le système a faites et de la masse d'actifs financiers qui a intégré ces promesses. On a trop tiré des traites sur le futur.

Il y a trop de papier, trop de contreparties de richesses face à une authentique rareté de surproduit pour les honorer. Il y a trop de capital pour la masse de profits disponibles dans le monde.

La vraie raison – fondamentale – de l'inflation, ce n'est ni l'offre, ni la demande, ni le marché du travail ni la monnaie, non, c'est l'excès de capital productif et fictif qui veut à tout prix maintenir sa part et qui, pour ce faire, exige que les prix montent.

La hausse des prix est une lutte, c'est la manifestation de la volonté de maintenir sa part coûte que coûte.

Et c'est incroyable d'être témoin de la transformation des « colombes » de la Fed en minables faucons, eux qui ont toujours nié avec arrogance que nous avons raison.

▲ [RETOUR](#) ▲

."Il n'y a aucun moyen d'éviter l'effondrement final..."

par Nick Giambruno 12 avril 2022



La Fed a déjà imprimé des milliers de milliards de dollars - et montre peu de signes de ralentissement - ce qui signifie qu'une inflation beaucoup plus élevée est déjà intégrée au gâteau.

La seule question est de savoir comment la Fed va y répondre.

Ludwig von Mises, le parrain de l'économie autrichienne de marché libre, a résumé le dilemme de la Fed :

"Il n'existe aucun moyen d'éviter l'effondrement final d'un boom provoqué par l'expansion du crédit. L'alternative est seulement de savoir si la crise doit survenir plus tôt comme le résultat d'un abandon volontaire de l'expansion du crédit, ou plus tard comme une catastrophe finale et totale du système monétaire concerné."

La Fed a deux choix :

- 1) continuer à imprimer des trillions et laisser l'inflation s'envoler.
- 2) resserrer la politique monétaire et regarder les marchés s'effondrer.

En d'autres termes, elle peut sacrifier le marché boursier ou le dollar.

#1 Continuer à imprimer des trillions et laisser l'inflation s'envoler

L'arrêt de l'impression monétaire contribuerait grandement à nettoyer l'économie de ses distorsions massives.

Ce serait douloureux à court terme, mais cela permettrait à l'économie de se reconstruire sur de meilleures bases.

Cependant, c'est politiquement inacceptable.

Lorsqu'ils sont confrontés à un choix, les politiciens optent généralement pour l'option la plus opportune. Il est donc probable qu'ils choisissent l'option la plus facile - continuer à imprimer de l'argent et prétendre que l'inflation est sous contrôle aussi longtemps que possible.

En outre, à moins que le Congrès ne prenne des décisions politiquement impossibles pour réduire les dépenses, le gouvernement américain aura des déficits sans fin de plusieurs milliards de dollars que l'impression monétaire toujours plus importante devra financer.

Le Congressional Budget Office estime que le déficit total entre 2021 et 2031 sera proche de 20 000 milliards de dollars, mais il est presque certain que ces chiffres sont inférieurs à la réalité.

Qui va financer ce déficit de 20 000 milliards de dollars, selon une estimation prudente ? La seule entité capable est la presse à imprimer de la Fed.

Mais il y a une autre raison impérieuse pour laquelle le gouvernement américain ne va pas baisser le ton de ses presses à imprimer. C'est parce que l'inflation réduit le poids réel de la dette. Elle vous permet d'emprunter en dollars et de rembourser en pièces de 10 cents.

L'inflation est une bénédiction pour les débiteurs, et il n'y a pas de plus grand débiteur dans l'histoire du monde que le gouvernement américain, avec sa dette de plus de 30 000 milliards de dollars.

C'est pourquoi le gouvernement américain, et ceux qui lui sont liés, sont les plus grands bénéficiaires de l'inflation. C'est également la raison pour laquelle vous entendez la Fed et ses apologistes dans les universités et les médias vous expliquer de manière ridicule que l'inflation est une bonne chose.

Lorsque l'inflation s'envole, vous pouvez vous attendre à d'autres mesures.

Par exemple, en Argentine, où les prix augmentent régulièrement de 40 % ou plus chaque année, il est devenu illégal de publier des statistiques sur l'inflation qui diffèrent des chiffres officiels du gouvernement.

Je ne serais pas surpris que le gouvernement américain fasse quelque chose de similaire. Au minimum, le fait de discuter de statistiques d'inflation autres que l'IPC pourrait être considéré comme de la désinformation et faire en sorte que vous ou votre entreprise ne soyez plus informés.

L'inflation incontrôlée est également une excuse courante pour les gouvernements pour mettre en place des contrôles de capitaux, des contrôles de prix et d'autres mesures destructrices.

Voici l'essentiel.

Le gouvernement américain est incité à continuer à créer des quantités toujours croissantes d'inflation.

C'est une terrible nouvelle pour le dollar américain, mais une excellente nouvelle pour les alternatives monétaires du marché libre comme l'or et le bitcoin.

Il est prudent de se préparer à une inflation plus élevée.

Cependant, il arrivera un moment - qui pourrait être proche - où la hausse des prix créera une pression politique suffisante qui pourrait obliger la Fed à agir autrement.

C'est pourquoi nous devons également nous préparer au scénario n°2.

#2 Resserrement de la politique monétaire et effondrement du marché boursier

Les marchés sont devenus dépendants de l'injection par la Fed de plus de 120 milliards de dollars par mois de dollars fraîchement imprimés dans le système. Par conséquent, la moindre indication que la Fed pourrait réduire l'impression de dollars pourrait faire plonger les marchés.

Lorsque Greenspan a fait chuter les marchés en parlant d'"exubérance irrationnelle", il n'essayait pas de signaler que la Fed était sur le point de resserrer sa politique monétaire. Mais les marchés ont tout de même chuté.

Aujourd'hui, la situation est beaucoup plus grave. Les marchés vont comprendre que la Fed est sous pression pour resserrer sa politique afin de maîtriser l'inflation galopante. Ils seront donc encore plus attentifs au moindre signe indiquant que la Fed pourrait réduire l'impression monétaire au-delà d'un montant symbolique.

Si et quand la Fed signale un resserrement - délibérément ou non - **le marché boursier sera prêt pour un crash aux proportions historiques.**

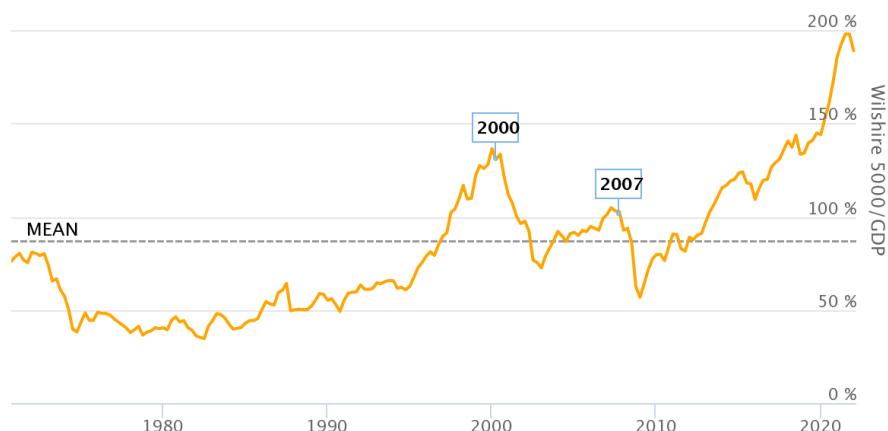
En effet, les valorisations boursières sont proches des niveaux les plus élevés de l'histoire.

Le ratio cours/bénéfice ajusté cycliquement (CAPE) de l'indice S&P 500 est le deuxième plus élevé jamais atteint. Et à son niveau actuel de 35x, il est bien plus du double de sa médiane à long terme de 15,6x.

Le ratio CAPE est une mesure d'évaluation qui atténue la volatilité des bénéfices en utilisant les bénéfices de dix années au lieu d'une. Mais tout comme le plus connu ratio P/E (price-to-earnings), un ratio CAPE élevé signifie que les actions sont chères.

Comme nous pouvons le voir dans le graphique ci-dessous, la seule autre fois dans l'histoire où il a été plus élevé a été juste avant l'éclatement de la bulle technologique. Un krach majeur a suivi chaque fois que les actions ont approché des valorisations à ces niveaux exorbitants.

Ratio CAPE du S&P 500



L'une des mesures d'évaluation du marché préférées de Warren Buffett est le ratio capitalisation boursière totale/PIB. Plus il est élevé, plus le marché boursier est cher.

Et en ce moment, il semble surévalué à l'extrême. Il est à un niveau record.

À 186 %, il est supérieur de plus de 40 % à ce qu'il était au sommet de la bulle Internet, la deuxième valeur la plus élevée jamais enregistrée.

Nous savons tous ce qui s'est passé ensuite. La bulle Internet a éclaté, provoquant l'un des krachs boursiers les plus effrayants de l'histoire. Malheureusement, le krach à venir devrait être bien plus important.

Ratio Wilshire 5000/PIB

Crisis	S&P 500 Decline
The Great Depression of 1929-1932	-83%
The Great Recession of 2008-2009	-51%
Dot-com bubble burst	-45%
1973-1974 Bear	-43%
March 2020 Covid Crash	-34%
Black Monday of 1987	-30%

Dans la foulée, je pense que nous verrons ce ratio non seulement atteindre sa moyenne historique d'environ 86 % (indiquée dans la ligne pointillée ci-dessus), mais aussi plonger en dessous. Comme vous pouvez le voir sur le graphique ci-dessus, la même chose s'est produite après l'éclatement des bulles Internet et immobilière.

Cela signifie que le marché boursier a une grande marge de manœuvre pour baisser à partir de maintenant.

Le tableau ci-dessous présente les six pires épisodes de l'histoire du marché boursier américain.

La crise qui s'annonce dans les mois à venir pourrait être bien pire que tous ces épisodes.

N'oubliez pas que l'impression monétaire inconsidérée de la Fed a déformé l'économie d'aujourd'hui de manière bien plus radicale que dans les années 1920, pendant la bulle Internet ou immobilière, ou toute autre période de l'histoire. Je m'attends donc à ce que le krach boursier qui en résultera soit beaucoup plus important.

▲ [RETOUR](#) ▲

Les autorités jouent avec le feu

rédigé par [Bruno Bertez](#) 12 avril 2022



Quand la Fed annonce qu'elle réduira son bilan, les marchés réagissent bien plus que lorsqu'elle ne fait que parler de taux. Serait-ce la fin de l'ère de la prudence et des petits pas ?



Pour condenser la semaine dernière, je dirais que l'on a injecté [une dose de réconciliation entre l'imaginaire et le réel](#).

Les marchés des taux tablent désormais sur un taux des Fed funds de 2,54% d'ici la réunion du FOMC du 14 décembre. C'est en hausse de 82 points de base par rapport à début 2022 et 1,30% par rapport au 1er mars.

Curieusement, le marché obligataire semblait vouloir rester optimiste, jusqu'à encore récemment. Les obligations avaient largement négligé les débats sur un cycle de taux belliciste, provoqué par des pressions inflationnistes gonflées.

Mais, la semaine dernière, les rendements des valeurs du Trésor à dix ans ont bondi de 32 points de base pour atteindre un sommet de 2,71% sur trois ans, l'écart par rapport aux bons du Trésor à trois mois a bondi à 182 points de base.

Les choses sérieuses

C'est un tout autre tableau, non seulement au plan des chiffres, mais aussi au plan du sentiment des investisseurs. Maintenant, les choses leur semblent sérieuses. La communauté spéculative a peur.

Les rendements à 10 ans se négociaient à 2,45% mardi matin lorsque la nouvelle est tombée, par la bouche de la vice-présidente (nommée mais pas encore confirmée) de la Fed : « Brainard : la Fed doit réduire son bilan à un rythme rapide dès mai. »

Les rendements ont immédiatement bondi de 10 points de base, puis n'ont même pas pris le temps d'une correction, ils ont poursuivi leur avance. Cela veut dire que cette annonce de Lael Brainard a été prise au sérieux.

L'indice Nasdaq 100 a chuté de 2,2% dans les échanges de la séance et a encore baissé de 2,2% le lendemain. Les semi-conducteurs ont chuté de près de 7% en deux séances.

Si ce n'est pas de la baisse cela y ressemble !

Ce changement est dû à une partie de l'annonce en particulier... Cliquez ici pour lire la suite.

Les marchés avaient généralement bien accepté et digéré la perspective d'un cycle agressif de hausse des taux, mais, lorsque les discussions se sont tournées vers la taille du bilan de la Fed, c'est alors que les choses se sont gâtées. Tout, Treasuries, obligations, actions... est devenu instantanément plus risqué.

Mais Brainard n'était que l'avant-garde.

Resserrement quantitatif

Les détails du resserrement quantitatif (*quantitative tightening* ou QT en anglais) sont apparus dans la publication mercredi des minutes de la réunion du FOMC du 16 mars :

« Les participants ont généralement convenu que des plafonds mensuels d'environ 60 Mds\$ pour les titres du Trésor et environ 35 Mds\$ pour les MBS d'agence seraient probablement appropriés. Les participants ont également généralement convenu que les plafonds pourraient être introduits progressivement sur une période de trois mois ou légèrement plus longue si les conditions du marché le justifient. »

La Fed signale bien à l'avance ses intentions de taux et sa politique de bilan, mais le problème n'est pas seulement celui de la transparence. Il est également celui des croyances des marchés. Ceux ont cru jusqu'à présent que la Fed bluffait – et je le crois encore. Cette croyance les empêche de prendre en compte les indications qui sont fournies par les autorités. Et il faut à un moment donné mettre les points sur les « i » pour briser les convictions.

C'est ce que vient de tenter Bill Dudley, [comme je vous l'expliquais hier](#). Il a produit une colonne d'opinion tonitruante chez Bloomberg pour annoncer la couleur : la Fed est sérieuse ; elle va accepter de faire chuter les Bourses ; au besoin elle les fera chuter elle-même si elles ne chutent pas spontanément. Cela se veut un coup de massue sur les esprits animaux. On abandonne la conception du resserrement sans douleur. C'est une véritable révolution théorique.

On revient à la doctrine Schwarzenegger: « C'est quand cela commence à faire du mal que cela commence à faire du bien. »

Jusqu'à présent, lors de la mise en œuvre de taux plus élevés, la Fed procédait avec prudence afin de ne pas bouleverser les marchés. C'était l'époque du « resserrement » sans douleur, le New Age.

Cette doctrine monétaire a fait des merveilles absolues pour les marchés financiers et, en particulier, elle a stimulé la spéculation tous azimuts. Des mouvements de taux agréables, gentils et graduels, des « petits pas de bébés », pouvaient désormais être décidés sans induire de resserrement des conditions de crédit ou financières. C'était le bon temps, l'époque où il était acquis que la Fed ne voulait en aucun cas que les conditions financières se resserrent. Et cela a bien marché.

On y croit ou pas

Mais une réduction mensuelle des actifs de 95 Mds\$ (suppression de la relance monétaire) n'est pas négligeable, et c'est un niveau où on peut considérer que la Fed joue avec le feu. Certes, il existe actuellement une réserve de fonds excédentaires dans le système. Mais **la liquidité**, c'est comme le mercure, elle est insaisissable.

La liquidité, ce ne sont pas seulement des chiffres. C'est aussi de la magie dans la tête des gens. On y croit, elle est là... ou on n'y croit pas et elle s'évapore. La liquidité est en partie un produit de la croyance, un effet du sentiment.

Si les marchés restent stables, la Fed peut sûrement procéder à l'extraction d'une bonne partie de ces fonds. Mais la stabilité du marché est aujourd'hui problématique, il faut en parler avec « un grand si ». Le risque d'une phase déstabilisante de réduction des risques/de désendettement reste élevé.

Sitôt que les rendements ont grimpé en flèche, les discussions sont revenues sur les problèmes de liquidité des bons du Trésor, des MBS et des marchés de couverture des taux d'intérêt. Cela rappelle [septembre 2019 lorsque – souvenez-vous –](#), la Fed est passée du pilotage automatique d'une réduction progressive du bilan à un autre cycle de QE.

Je prétends que la question des taux administrés est secondaire en regard de celle des primes de risque : non seulement les taux sont bas, mais les primes de risques sont encore comprimées au maximum... alors que les risques extérieurs sont colossaux !

La Fed a incité pendant des années à mal apprécier le prix du risque. Elle a prodigué de fausses assurances.

C'est la véritable inconnue de la manœuvre de la Fed : les primes de risque vont-elles ou non bondir et prendre en compte les véritables incertitudes mondiales ?

Déjà des très grandes maisons commencent à intégrer les risques de défaillance et conseillent de se replier sur la première qualité des bilans.

Si les zombies venaient à être privés de dopage, ce serait l'hécatombe.

▲ [RETOUR](#) ▲

La guerre en Ukraine fait-elle ressurgir le risque systémique ? (2/2)

rédigé par [Mory Doré](#) 12 avril 2022

LA CHRONIQUE AGORA
DÉTRUIRE LA LIBERTÉ D'AGIR, C'EST TUER L'INTELLIGENCE, C'EST TUER LA PENSÉE, C'EST TUER L'HOMME - HENRI BASSET

Même si nos banques devraient être capables de résister face à un défaut sur la dette russe, d'autres chocs qui découleront de ce défaut pourraient faire trembler les fondations du système financier.



Hier, nous nous interrogeons sur le risque systémique. [Un risque qui met en péril l'ensemble du système économique et financier](#) par un effet de contagion, à partir d'une crise de solvabilité ou de liquidité d'une institution financière majeure.

Si nous avons établi comment il fonctionne, et pourquoi il est minimisé par une majorité d'analystes et d'investisseurs, il nous reste à déterminer si la guerre en Ukraine pourrait le faire ressurgir.

Revenons donc sur les deux raisons dont nous avons déterminé qu'elles peuvent être à l'origine d'un risque systémique.

Première raison : les expositions directes et la solvabilité

Dans le cas de la crise potentielle de solvabilité, il s'agit d'évaluer l'exposition directe aux contreparties (État russe et contreparties « privées ») d'institutions systémiques. Selon la BCE, en premières estimations, l'exposition totale des banques européennes s'élèverait à environ 100 Mds€.

Sans doute faudra-t-il ajouter à cela l'impact indirect de la guerre sur les activités des banques. Notamment la baisse des commissions en gestion d'actifs si les marchés actions replongeaient ou les pertes de trading, mais aussi l'explosion du coût du risque suite à des défaillances de clients affectés soit par la hausse des coûts de l'énergie et le rationnement des approvisionnements en gaz, soit par les sanctions à l'égard de la Russie, soit par les deux.

Mais si l'on s'en tient à l'exposition directe des banques (risques « facilement » identifiables) et aux estimations de la BCE, la question est de savoir si les pertes potentielles sont absorbables et s'il n'existe donc pas un risque de crise systémique.

Si la situation n'est pas critique sur ce plan, elle l'est beaucoup plus sur la liquidité... Cliquez ici pour lire la suite.

Une façon d'appréhender la solidité d'une banque est d'analyser son ratio de solvabilité, qui rapporte les fonds propres aux actifs pondérés en risques.

(Bien sûr, il existe un éternel débat sur le fait de savoir si les risques mesurés dans ce ratio sont correctement évalués et, surtout, s'ils ne sont pas sous-estimés – mais nous ne rentrerons pas dans ce débat dans le cadre de cet article.)

Si l'on regarde le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (Core Equity Tier 1 ou CET1), il ne semble pas y avoir péril en la demeure. En effet, le plancher réglementaire de ce ratio est fixé depuis 2019 à 7%, mais, en données agrégées, celui-ci atteint 15,6% fin 2021 (pour les 130 banques européennes supervisées par le Conseil de la surveillance prudentielle de la BCE).

En considérant un total d'actifs pondérés en risque autour de 8 200 Mds€, cela signifie alors un montant total de fonds propres « durs » pour l'ensemble du périmètre de banques autour de 1 280 Mds€ (c'est-à-dire 15,6% de 8 200).

Un choc russe de 100 Mds€ ferait, toutes choses égales par ailleurs, passer ce ratio de 15,6% à 14,4%, ce qui est absorbable, puisque bien assez éloigné du plancher des 7%.

Deuxième raison : les pertes et la liquidité

S'il est relativement aisé d'identifier les expositions directes des acteurs économiques à la crise russe et d'en tirer des enseignements objectifs sur le degré de probabilité d'une crise bancaire systémique, il est en revanche très compliqué d'évaluer les dégâts collatéraux.

C'est pourtant de ce côté-là qu'il faut regarder pour tempérer notre sérénité développée dans la « première raison ».

En effet, comment pouvons-nous évaluer les conséquences de pertes potentielles colossales de *hedge funds* suite à de (désormais probables) défauts russes ?

N'oublions pas que l'une des manifestations les plus violentes de risque systémique dans l'histoire « récente » des marchés eut lieu en septembre 1998, avec la faillite du *hedge fund* LTCM, victime collatérale du défaut... russe (eh oui, déjà ! Quoique pour de toutes autres raisons qu'aujourd'hui).

Le risque ici est l'accélération des ventes forcées et la contagion de la baisse d'un actif à d'autres actifs, potentiellement pas du tout corrélés d'un point de vue fondamental au premier actif.

Nous avons un recul suffisant aujourd'hui pour identifier quelques pistes de stress potentiel en cas de faillite d'un gros intervenant.

La première est que, lorsqu'un fonds subit de grosses pertes, il faut qu'il rembourse par anticipation tout ou partie des financements octroyés par les *prime brokers* (les intermédiaires financiers des institutions) et qu'il réponde à des appels de marge correspondant aux pertes sur ses positions. Cette situation sera d'autant plus intenable que le niveau de levier est important. Dans le pire des cas, cela revient à vendre ses actifs à n'importe quel prix.

Pire, les faillites de certains fonds peuvent conduire certains établissements à vendre les milliards de dollars de titres qu'ils avaient reçus en garantie de la part de ces fonds. Ceci amplifierait les ventes forcées et, dans ces situations, personne ne se pose pas de question, tout le monde vend ce qu'il possède de « liquide ». C'est ce que l'on appelle sur les marchés financiers le « flight to liquidity », ou la course à la liquidité.

C'est ici que revient l'idée d'une contagion. Depuis le début de la guerre en Ukraine, on a observé une contagion de la chute des actifs russes à certains actifs d'Asie. Non pas qu'il y ait une corrélation fondamentale claire et explicite, mais plutôt une corrélation de type géopolitique. Par exemple, des sorties du marché action à Hong Kong qui n'avaient pas été aussi élevées depuis mars 2020, à plus de 5 Mds\$. Les investisseurs anticiperaient – à tort ou à raison – que la Chine finira par s'allier de manière plus ou moins explicite à la Russie et que cette situation provoquera des mesures de rétorsion vis-à-vis de la Chine de la part des Occidentaux.

Ce n'est pas de la finance fiction, et il faut intégrer dans nos scénarios cette démondialisation annonciatrice d'une rupture de l'ordre monétaire international (cf. notre article récent [sur les risques d'une dédollarisation](#)) et de risques géopolitiques d'affrontement entre un bloc Chine-Russie (avec quelques « alliés » ponctuels au Moyen-Orient et en Asie) et un bloc Union européenne-Etats-Unis

Pour finir, nous devons reparler des ventes forcées. En effet, si les rachats se poursuivent dans des fonds de dette émergente incapables de liquider leurs actifs russes, cela risque de peser sur les actifs émergents les plus imposants. En Chine, ce sont par exemple les obligations gouvernementales et les obligations privées à haut rendement libellées en dollars.

Ce risque est d'autant plus important que de gros investisseurs sont très exposés sur les dettes chinoises – publique comme privées – et que les fondamentaux du secteur immobilier chinois restent préoccupants (Evergrande [finira bien par faire reparler de lui tôt ou tard](#)...).

▲ [RETOUR](#) ▲

Le cycle se poursuivra jusqu'à ce que quelque chose se brise

rédigé par [Bruno Bertez](#) 14 avril 2022



Cette fois-ci, c'est la bonne. La Fed a annoncé qu'elle allait réagir, qu'elle était sérieuse et irait jusqu'au bout. Si les marchés semblent convaincus et que cela se traduit par des rendements obligataires qui explosent, un petit doute persiste de notre côté.



La Fed a entamé ce que les marchés anticipent maintenant comme étant le cycle de resserrement le plus agressif depuis 1994.

Bloomberg nous renseignait le 6 avril :

« Les traders du marché monétaire parient que la Réserve fédérale se dirige vers son resserrement de politique monétaire le plus agressif depuis près de trois décennies alors qu'elle lutte contre une flambée d'inflation tirée par les matières premières. »

Ils tablent sur 225 points de base supplémentaires de hausses de taux d'intérêt d'ici la fin de l'année en plus des 25 points de base déjà délivrés en mars.

La Fed n'a pas fait autant de resserrement – 250 points de base – au cours d'une année depuis 1994. La dernière année où il y avait eu plus de resserrement, c'était au début des années 1980, lorsque Paul Volcker était en charge de la banque centrale. »

Curieusement, le marché obligataire avait semblé déterminés à rester optimistes jusqu'à présent. Il faut y voir d'une part la croyance de nombreux spécialistes – comme Rosenberg par exemple – à une prochaine récession et d'autre part les achats de refuge devant le risque. Mais l'annonce d'un programme de réduction de la taille du bilan de la banque centrale a été le fétu de paille qui a brisé le dos du chameau. Les marchés obligataires ont décroché sur l'annonce d'une réduction significative dès le mois de mai.

Une prise de conscience... de quoi ?

Les rendements à dix ans étaient à 1,73% le 4 mars, avec des rendements à seulement 113 points de base au-dessus du taux des bons du Trésor à trois mois.

Les rendements du Trésor à dix ans ont bondi de 32 points de base cette semaine pour atteindre un sommet de 2,71 % sur trois ans, l'écart par rapport aux bons du Trésor à trois mois atteignant 182 points de base.

Manifestement il y a eu un choc, une prise de conscience.

Prise de conscience de quoi ? On le ne sait pas très bien.

On peut avancer que c'est une prise de conscience du fait que cette fois la Fed est sérieuse, qu'elle va tenir le cap et briser le dos de l'inflation à la Volcker. Peut-être, mais ce n'est pas sûr.

A ce stade, je reste convaincu que la majorité des opérateurs conservent la conviction que la Fed reste otage des marchés, otage de la prédominance budgétaire et maintenant otage de la priorité à la guerre. La guerre de court et long terme est devenue la vraie priorité des Etats-Unis et, dans ce contexte historique, ils ne peuvent se permettre ni hyperinflation, ni récession, ni troubles sociaux, ni difficulté de financement du beurre et des canons.

L'indispensable inflationnisme

Mon appréciation personnelle est que nous sommes simplement dans la prise de conscience limitée des erreurs antérieures de la Fed, prise de conscience qu'elle effectue/favorise elle-même. Elle reconnaît être en retard.

En clair, je ne crois pas au changement radical de cap et à l'abandon de la doctrine de l'inflationnisme. Jamais les USA n'en ont autant eu besoin ! Jamais le recours à l'inflationnisme n'a été aussi indispensable pour faire « tenir » le système.

La Fed a commis une faute technique et des erreurs d'appréciation. Elle aurait pu faire beaucoup plus pour faire face à une inflation rapide, avant qu'elle ne devienne incontrôlable. Et c'est là que sa réponse mérite d'être critiquée.

La nature subjective de la politique discrétionnaire des taux d'intérêt a laissé la Fed faire ce qu'elle fait habituellement : examiner les données sur 12 mois de manière réactive, puis réagir lorsqu'il devient enfin clair que l'économie est grisée. La Fed a commis l'erreur d'abandonner la doctrine de la proactivité et de se rallier à l'idée imbécile de moyennes d'inflation. Et c'est cette erreur qu'elle va corriger, pas sa doctrine fondamentale des bienfaits de l'inflationnisme.

La Fed veut maintenant retirer un bol de punch qu'elle aurait dû supprimer il y a longtemps. Mais le problème est que les décideurs politiques sont sur le point de remplacer le bol de punch par des somnifères, au moment où certaines parties de l'économie semblent de plus en plus fragiles.

La Fed risque désormais de resserrer sa politique à contretemps !

Les indicateurs avancés de récession se multiplient

Les signaux et donc les risques de récession se multiplient. Entre autres indicateurs :

- [Aplatissement et inversion des courbes de rendement](#)
- [Effondrement des données sur le fret américain](#)
- [Forte baisse des demandes de crédit immobilier](#)
- [Contraction de l'indice PMI chinois](#)

Ces signaux sont des indicateurs avancés qui pointent dans la direction d'une aggravation du ralentissement économique.

Dans le même temps, l'économie américaine est passée d'un choc des prix induit par la demande à un choc des prix de l'offre induit par le conflit avec la Russie.

La Fed ressent le besoin de rattraper son retard pour essayer de sauver la face, mais elle commence à préparer le terrain de ses volte-faces futures. Cela me rappelle à quel point la Fed est passée brusquement en septembre 2019 d'une réduction progressive du bilan à un autre cycle de QE.

Bien sûr, il est facile d'être critique après coup, mais si la Fed avait suivi une approche politique moins pifométrique – comme une règle de Taylor quelconque –, elle aurait été plus proactive et aurait pu être capable de freiner l'inflation avant qu'il ne soit trop tard. Au lieu de cela, les décideurs se sont appuyés sur les opinions subjectives de quelques économistes.

Je dis que la Fed prépare le terrain de son futur pivot ; vous voyez, je prends de l'avance !

Le taux neutre nous sauvera

Le truc, l'astuce qui permettra le futur pivot et donnera à la Fed la possibilité de sauver la face malgré sa débâcle intellectuelle, ce sera la tarte à la crème du taux neutre.

Ah, ce taux neutre, comme il est utile ! Personne ne sait vraiment ce que c'est, personne ne l'a jamais vu ou rencontré, personne ne sait où il se situe... mais on peut le sortir de son chapeau, il suffit d'un coup de baguette magique. Un jour, on vous sortira un taux neutre du chapeau et on vous dira : on y est, chut, ne bougeons plus.

Il y a unité autour du concept de « taux neutre ». C'est « le taux miracle qui ne restreint ni ne stimule la croissance économique ». Mais ce « taux neutre » n'existe pas dans la réalité et il constitue donc une impasse en tant que guide pour l'élaboration des politiques. Il est cependant bien utile pour gérer, et occuper les bonnes places dans la hiérarchie de l'église financière. Il fait partie de ces mystères que les grands prêtres prétendent être les seuls à pouvoir déchiffrer.

Il n'y a certainement pas de « taux neutre » de la Réserve fédérale qui ramènera comme par magie ne serait-ce qu'un semblant d'équilibre en même temps sur les marchés de la bulle et sur les marchés réels de l'économie et du travail. Il n'y a pas de « taux neutre » pour lisser le cycle d'expansion et de récession qui a hanté le système au cours des 30 dernières années. Il n'y a pas de taux neutre qui par miracle rétablirait la proportion entre la masse de capital accumulée qui cherche sa rentabilité et la masse de profit disponible dans le système!

L'idée même d'un « atterrissage en douceur » n'est même pas un vœu pieux c'est une escroquerie intellectuelle, une bestiole, une licorne, qui peuple l'imaginaire de la finance tout comme le Barbier qui rase gratis ou la Goldielock qui a tant servi, mais qui se meurt.

Le cycle de resserrement se poursuivra jusqu'à ce que quelque chose se brise. Et le moment exact où cela se produira aura beaucoup plus à voir avec la dynamique des esprits animaux que le fameux Graal du taux neutre.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Les salaires réels chutent à nouveau alors que l'inflation augmente et que la Fed joue à l'accusateur

Ryan McMaken 04/12/2022

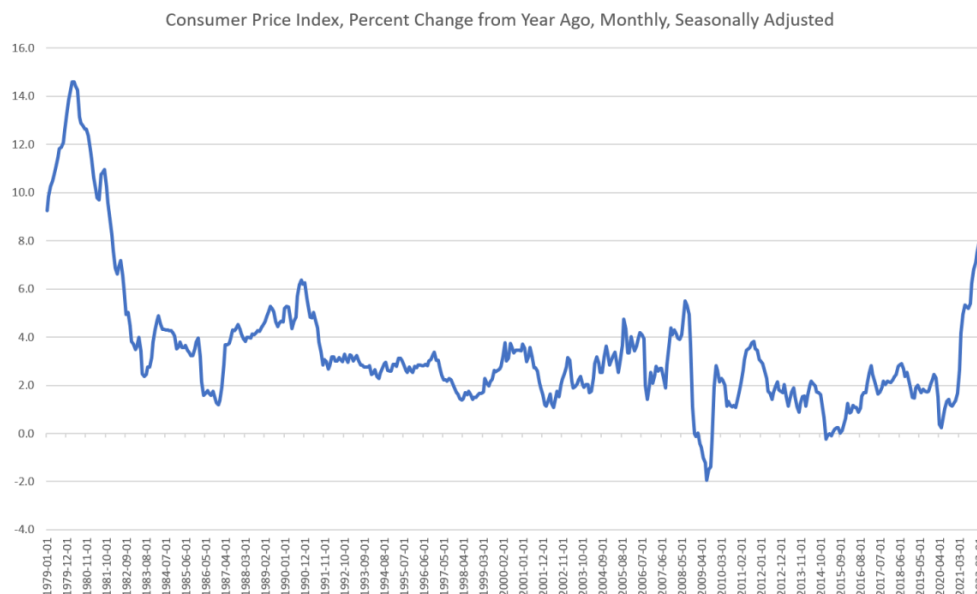


MISES WIRE



Selon un nouveau rapport publié mercredi par le Bureau américain des statistiques du travail, l'indice des prix à la consommation a augmenté en mars de 8,6 % en glissement annuel (YOY). Il s'agit de la plus forte augmentation depuis plus de quarante ans. Pour trouver un taux d'inflation de l'IPC plus élevé, il faut remonter à décembre 1981, lorsque l'augmentation en glissement annuel était de 9,6 %.

La poussée de l'inflation des prix à la consommation en mars est également le douzième mois consécutif au cours duquel l'augmentation est bien supérieure à l'objectif arbitraire d'inflation de 2 % de la Réserve fédérale. Le taux d'inflation de l'IPC de mars est en hausse par rapport à celui de février, qui était de 7,9 %. L'augmentation d'un mois sur l'autre (corrigée des variations saisonnières) était de 1,2 %, soit la plus élevée depuis septembre 2005.



L'inflation des prix est due en grande partie à l'augmentation des prix de l'énergie (32 % en glissement annuel) et à la hausse de 10 % des prix des aliments à domicile, c'est-à-dire des prix des produits d'épicerie. Les voitures d'occasion ont également continué à afficher de fortes hausses de prix, avec un bond de 35,3 % en glissement annuel.

Sans surprise, nous constatons que les salaires ne suivent pas l'inflation des prix. Alors que l'IPC a augmenté de 8,6 %, le salaire horaire moyen n'a augmenté que de 5,56 %.



Il s'agit d'un écart de 3 pour cent entre l'inflation des prix et les gains, et du plus grand écart depuis avril 2021.



Ce n'est pas un hasard si cette inflation des prix intervient après deux années d'augmentation rapide de la masse monétaire. M2, par exemple, a augmenté de 40 % depuis janvier 2020. L'inflation de M2 avait également augmenté rapidement au cours de la décennie qui a suivi la crise financière de 2008. Aujourd'hui, 12 000 milliards de dollars sur les 21 000 milliards de dollars existants ont été créés par la banque centrale après 2009. Cela signifie que 60 % de la masse monétaire M2 actuelle a été créée au cours des quatorze dernières années seulement.

Pendant tout ce temps, les banquiers centraux ont activement tenté de stimuler l'inflation des prix. En février 2020 encore, Lael Brainard, de la Fed, réclamait de nouveaux moyens de stimuler l'inflation des prix. En 2019, le président de la Fed de New York, John Williams, a qualifié la faible inflation de "problème de notre époque". Jerome Powell, en avril 2019, a qualifié la faible inflation - par laquelle il entendait une inflation inférieure à 2 % - "d'un des défis majeurs de notre époque." En 2017, Janet Yellen a déclaré qu'elle aurait souhaité parvenir à produire davantage d'inflation des prix pendant son mandat à la Fed.

Compte tenu de cette obsession pour la hausse des prix, les banquiers centraux étaient naturellement mal équipés pour faire face à la réalité lorsque l'inflation a commencé à dépasser leur norme arbitraire de 2 %. Powell et d'autres responsables de la Fed tout au long de 2021 ont insisté sur le fait que l'inflation ne serait pas un problème. Et puis, lorsque les niveaux sont devenus plus inquiétants, on a déclaré que c'était **"transitoire"**. Lorsque l'inflation des prix a continué à augmenter, la Fed a alors insisté sur le fait qu'elle avait un plan. Aucun plan ne s'est concrétisé, mais la Fed a déclaré qu'elle commencerait à faire quelque chose pour contenir l'inflation à un moment donné en 2022.

Nous en sommes maintenant à l'étape du jeu des reproches. Par exemple, dans son entretien avec Nick Timiraos du Wall Street Journal mercredi matin, Mme Brainard a répété une litanie de points de discussion sur le fait que l'inflation était due à la covid et à l'invasion russe de l'Ukraine. Lorsqu'on lui a demandé ce que la Fed allait faire à ce sujet, Mme Brainard a répondu qu'il était difficile de deviner ce qu'il fallait faire car les modèles ne sont pas parfaits. Elle a ensuite utilisé la tactique habituelle de la Fed qui consiste à gagner du temps en disant que la Fed prendra une décision sur ce qu'elle fera dans le futur. Plus précisément, elle a annoncé que la Fed prendra une décision sur la réduction du bilan de la Fed en mai. Et après en avoir parlé en mai, la Fed pourrait effectivement faire quelque chose pour réduire le bilan "en juin".

Le message de base était *"Nous avons les choses sous contrôle, et l'inflation est vraiment la faute de Poutine."*

Cependant, tenter d'imputer la hausse des prix à la Russie ou à des problèmes de covid ou de logistique passe à

côté d'un point essentiel. Si la hausse des prix était due à des problèmes spécifiques de disponibilité de certains produits de base, cela ne signifierait pas une augmentation générale des prix à l'échelle de l'économie, comme nous le voyons actuellement. Lorsque les augmentations de prix n'ont pas pour origine l'inflation monétaire - c'est-à-dire "l'impression d'argent" - nous pouvons nous attendre à voir les prix des biens et des services baisser, car les consommateurs établissent des priorités et commencent à se tourner vers des biens et des services moins affectés par ces pénuries et ces problèmes logistiques. La raison en est qu'il n'y aurait qu'une quantité limitée d'argent à distribuer, de sorte que certaines parties de l'économie connaîtraient une déflation des prix. Mais lorsque d'énormes quantités d'argent frais ont été créées, nous ne voyons jamais la déflation attendue dans certains secteurs. Ainsi, comme le montre le rapport sur l'IPC de mercredi, les prix augmentent une fois de plus dans tous les secteurs.

Pendant ce temps, l'administration Biden et ses amis dans les médias ont essayé de détourner l'attention de la baisse des salaires réels en mettant en avant la "croissance de l'emploi" comme preuve d'une excellente économie.

Pourtant, ce qu'ils soulignent en réalité, c'est l'étroitesse actuelle du marché de l'emploi, qui est elle-même un symptôme de l'inflation monétaire et de l'inflation des prix. En d'autres termes, il n'est pas nécessairement logique de présenter la croissance de l'emploi comme un contrepoids à l'inflation des prix. Au contraire, la surchauffe du marché de l'emploi que nous observons actuellement pourrait simplement être la preuve que nous nous trouvons dans les dernières phases d'un cycle inflationniste. Comme nous le constatons déjà, l'inflation monétaire peut entraîner une hausse des salaires, mais elle entraîne également une hausse des prix des biens et des services. Et ces augmentations sont supérieures aux augmentations de salaires.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Bluff et fanfaronnades

Les sanctions russes, la folie de la guerre et le côté de l'histoire que vous ne voyez pas dans la presse occidentale.



Bill Bonner Private Research 11 avril 2022

Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis San Martin, en Argentine...



Une mise à jour rapide du ranch :

"Carlos a été assassiné", dit notre informateur. " Parce que les Originarios veulent prendre le contrôle de la vallée. "

Il nous a parlé derrière des portes closes, dans un débarras poussiéreux...

"Sa femme s'était mise avec 'Fat Mary'. Elle allait emménager à côté d'eux. Ils construisaient une autre maison pour elle.

"La seule raison pour laquelle elle n'est pas là maintenant, c'est parce que son fils a été renversé par une voiture ; il est à l'hôpital dans le coma. Sinon, elle vivrait déjà là-bas..."

La tête nous tournait et nous faisait mal. Trop de questions à régler. Nous doutons que Carlos ait été assassiné. Mais nous ne savons pas ce qui s'est passé.

Cette ferme ne ressemble à rien de ce que nous avons déjà eu à gérer. Nous sommes censés être juge, comptable, prêtre, travailleur social, ingénieur, banquier - et pourtant, nous n'avons ni l'autorité, ni l'expertise pour faire quoi que ce soit.

Les Originarios continuent d'attaquer, d'empiéter, de squatter, de construire des maisons, de voler l'eau et de voler le bétail... Et de plus en plus, il semble que nous allons perdre cette bataille.

Causes perdues

Les guerres sont difficiles à gagner ; souvent, elles ne valent pas la peine d'être menées.

Pendant la guerre froide, par exemple, un candidat au poste de premier ministre du Danemark a eu une idée originale et rafraîchissante. Il a proposé de remplacer l'ensemble du budget de la défense par un seul enregistrement - "Nous nous rendons" - en russe.

Mais maintenant, nous avons une autre guerre. Et notre sang est à vif. Ce n'est pas le moment d'agiter le drapeau blanc.

Voici Ron Estes :

La communauté internationale a rarement été aussi unie qu'aujourd'hui pour appliquer des sanctions contre la Russie pour son invasion et son occupation du territoire ukrainien souverain.

Ah oui ? Le Financial Times rapporte :

*Deux semaines après l'entrée des chars russes en Ukraine, le président sud-africain Cyril Ramaphosa s'est entretenu par téléphone avec le président russe Vladimir Poutine. Le même jour, les dirigeants européens réunis à Versailles ont prévenu que la démocratie elle-même était en jeu. Pourtant, Ramaphosa a adopté un ton très différent. "Je remercie Son Excellence le président Vladimir Poutine d'avoir pris mon appel aujourd'hui, afin que je puisse comprendre la situation qui se déroule entre la Russie et l'Ukraine", a-t-il écrit sur Twitter. M. Ramaphosa, qui a rendu **l'expansion de l'OTAN responsable de la guerre**, a déclaré que M. Poutine avait "apprécié notre approche équilibrée".*

Il n'y a rien d'"équilibré" dans l'approche américaine... ou dans ses comptes rendus médiatiques.

L'Ukraine et la Russie vivent côte à côte depuis des siècles... partageant une langue slave similaire... une culture similaire... et une politique très similaire. Toutes deux ont fait partie de l'Union soviétique pendant 70 ans... dont de nombreux dirigeants - Nikita Krushchev, Leonid Brezhnev et Konstantin Chernenko - étaient ukrainiens et non russes. De même que nombre de ses geôliers, de ses soldats et de ses bourreaux.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque les nazis ont envahi le pays, de nombreux Ukrainiens ont pris le parti des Allemands, collaborant avec la Wehrmacht et surpassant même les SS dans leur méchanceté envers les Juifs.

Mais *mirabile dictu*... les Ukrainiens ont tous été blanchis par la presse occidentale. Nous voyons les photos des "combattants de la liberté"... et de leurs pauvres familles, chassées de leurs maisons. Nous sommes invités à pleurer les Ukrainiens morts comme s'ils étaient des amis chers. Mais quand on nous parle des victimes russes, c'est sur un ton de délectation. Les vies ukrainiennes comptent ; les vies russes ne comptent pas.

Satisfaction psychique

Il y a des gentils. Et des méchants. Les noirs et les blancs. Des saints et des pécheurs.

On ne s'étonne pas que les Russes soient des diables ; la surprise, c'est que les Ukrainiens - qui ont tant de points communs avec leurs cousins russes - se soient tous fait pousser des ailes. Ce doit être l'une des rédempptions les plus spectaculaires de l'histoire.

S'il existe une autre version de l'histoire, vous ne la trouverez pas dans les médias américains. Mais alors, qu'est-ce que le reste du monde voit ?

Le Financial Times poursuit :

Le président sud-africain n'est pas le seul à adopter une position "équilibrée" face à la guerre. "Nous ne prendrons pas parti. Nous continuerons à être neutres et à aider dans la mesure du possible", a déclaré le Brésilien Jair Bolsonaro après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador a également refusé de se joindre aux sanctions imposées à la Russie. "Nous ne prendrons aucune sorte de représailles économiques parce que nous voulons avoir de bonnes relations avec tous les gouvernements du monde", a-t-il déclaré. Et puis, il y a la Chine : un allié de plus en plus proche de la Russie. La deuxième plus grande économie du monde a scrupuleusement refusé de critiquer l'invasion de l'Ukraine.

Comment se fait-il que la plupart des peuples du monde - la Chine, l'Inde, l'Iran, le Pakistan, le Brésil - soient de l'autre côté... ou neutres ? Comment se fait-il qu'ils aient refusé de se joindre à la croisade ? Même en "Occident", le soutien à la guerre de sanction de l'Amérique tient plus du bluff et de l'esbroufe que de la réalité. Voici "RealityCheck :

*L'Union européenne est-elle vraiment aux côtés de l'Ukraine ?
Montant des achats d'énergie effectués par l'Europe depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie :
38 milliards de dollars*

Montant de l'aide de l'Union européenne à l'Ukraine pour l'aider à résister à l'invasion russe :
1,09 milliard de dollars

Nous n'avons aucune idée de quel côté Dieu se trouve... ou de celui dont la victoire rendrait le monde meilleur. Nous serions tout aussi heureux de voir les deux camps perdre. Parce que, Tolstoï avait en grande partie raison ; **la guerre est une escroquerie** :

Le gouvernement et toutes les classes supérieures proches du gouvernement qui vivent du travail des autres, ont besoin d'un moyen de dominer les travailleurs, et trouvent ce moyen dans le contrôle de l'armée. La défense contre les ennemis étrangers n'est qu'une excuse. Le gouvernement allemand fait peur à ses sujets à propos des Russes et des Français ; le gouvernement français fait peur à son peuple à propos des Allemands ; le gouvernement russe fait peur à son peuple à propos des Français et des Allemands ; et il en est ainsi de tous les gouvernements... Ils provoquent leur propre peuple et un gouvernement étranger, puis prétendent que pour le bien-être ou la défense de leur peuple, ils doivent déclarer la guerre : ce qui, une fois encore, ne profite qu'aux généraux, aux officiers, aux fonctionnaires, aux marchands et, en général, aux riches. En réalité, la guerre est un résultat inévitable de l'existence des armées ; et les gouvernements n'ont besoin d'armées que pour dominer leurs propres classes ouvrières.

Tolstoï ne tient pas compte de la grande joie et de la fierté que les classes ouvrières éprouvent à voir leurs garçons botter les fesses des étrangers. Cela leur apporte une satisfaction psychique difficile à mesurer. Et maintenant, poussés par leurs "classes supérieures", ils encouragent les Ukrainiens comme s'il s'agissait de leur ville natale du SuperBowl.

Mais la guerre n'est pas un jeu. Et la guerre des sanctions n'a pas plus de chances de se terminer bien que les guerres du Vietnam, d'Irak ou d'Afghanistan.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La guerre contre le patriarcat

Cabanes incendiées, eau volée, opérations d'urgence et autres pirouettes en haute montagne.

Bill Bonner Recherche privée 12 avril 2022



Bill Bonner nous parle aujourd'hui depuis San Martin, en Argentine...



"Patriarcal", a dit notre ami, décrivant le curieux système de donnant-donnant toujours à l'œuvre dans

les ranchs de montagne arriérés d'Argentine.

"Eh bien, oui", avons-nous expliqué. "Nous les aidons... ils nous aident."

Aujourd'hui, nous écrivons davantage sur le conflit que sur la coopération. Les deux sont peut-être inévitables. Mais l'un paie. L'autre non.

La guerre des sanctions de l'Amérique contre la Russie, par exemple. Comment cela va-t-il se passer ? L'ours russe sera-t-il contraint de se retirer, meurtri et humilié, pour que les Américains puissent se réjouir, avec leur première vraie victoire depuis 1945 ?

Peut-être. Mais plus probablement, même une victoire accélérera le déclin de l'empire américain et de son système monétaire dominé par le dollar.

"Les guerres bouleversent également la domination des monnaies et servent de doula à la naissance de nouveaux systèmes monétaires", explique Zoltan Pozsar, analyste au Credit Suisse.

Et ajoute Edward Luce dans le Financial Times :

L'Amérique a montré son remarquable pouvoir de bloquer une grande économie et de cibler son élite mondiale. Les autres élites nationales, qui comptent aussi dans leurs rangs des kleptocrates occidentalisés, cherchent désormais des plans de repli.

La Chine, la Russie, le Pakistan, l'Inde, l'Iran... la plupart des peuples du monde ne font pas partie de la guerre de sanctions menée par les États-Unis contre la Russie. Mais tous ont vu ce que les États-Unis peuvent faire avec leur dollar "armé". Maintenant, ils accélèrent les efforts pour trouver un remplaçant. Un yuan fort ? Un rouble adossé à l'or ? Une nouvelle monnaie numérique ou cryptographique ? Nous ne le savons pas, mais nous ne doutons pas qu'ils trouveront quelque chose.

Tumeurs thoraciques et batteurs de femmes

En attendant, ce qui nous préoccupe aujourd'hui, c'est un autre type de " guerre "... et les événements sinistres qui se déroulent dans notre lutte contre les " originarios... " ici même.

Mariela a une tumeur à la poitrine. Le service de santé publique est très lent. Il faudra des mois avant qu'ils puissent la prendre en charge.

Alors, elle est venue nous voir. Et la nuit dernière, nous les avons conduits, elle et sa famille, jusqu'à Molinos, la ville voisine... trois heures de route sur des chemins de terre. De là, elle prendra un bus pour la capitale, où nous nous sommes arrangés pour qu'elle aille dans une clinique privée. Elle doit être opérée aujourd'hui. C'est ainsi que fonctionne notre système "patriarcal".

Mais bien sûr, il y a toujours autre chose à dire. Des rumeurs récentes nous ont dit que Mariela était passée de l'autre côté - rejoignant les "originarios" dans leur guerre contre les droits de propriété. Pourtant, elle a demandé notre aide. Et Carlos (un de nos travailleurs qui s'est noyé le mois dernier) était son frère. Un autre travailleur est son mari (de droit commun).

L'affaire se corse...

Mariela a récemment obtenu une ordonnance du tribunal interdisant à son mari de lui rendre visite, après qu'il l'ait prétendument battue. Mais hier soir, la famille semblait réunie... peut-être par cette nouvelle urgence sanitaire.

Nous les avons emmenés, avec cinq membres de la famille entassés sur le siège arrière du camion, jusqu'à une maison appartenant à la sœur de Mariela, où ils devaient attendre le bus. Un autre homme y logeait, un frère, à qui on a également interdit de rendre visite à sa femme et à ses enfants. Lui aussi a été accusé de battre sa femme.

"Je ne sais pas", a commenté une femme que nous connaissons et en qui nous avons confiance depuis de nombreuses années. "C'est presque comme une mode. Les femmes en veulent à leurs maris. Il leur suffit de les accuser de violence. Parfois c'est vrai. Parfois, ça ne l'est pas. Mais les tribunaux ne savent pas... et ils ne veulent pas prendre de risque ; alors l'homme est banni de sa propre famille."

L'un des batteurs de femmes a demandé à nous parler en privé. Nous sommes entrés dans un débarras. Des matelas étaient empilés contre le mur. Une ampoule nue pendait du plafond, éclairant un sol en ciment brut. Sa grand-mère était déjà là, elle nous attendait. C'est une femme frêle d'environ 80 ans.

Elle a passé presque toute sa vie dans un "puesto" éloigné - une oasis avec assez d'eau pour faire vivre une famille - et est difficile à comprendre, car elle parle dans un dialecte de montagne. Nous nous sommes assis sur le banc avec la grand-mère et l'avons saluée chaleureusement ; nous la connaissons depuis de nombreuses années. Nous n'avons jamais compris une phrase complète de sa part, mais nous lui faisons confiance. Et elle nous fait confiance. Une sœur a apporté un maté... une tisane locale.

Le petit-fils voulait nous dire ce qui était arrivé à son frère mort.

Pour mettre les nouveaux lecteurs au courant, nous possédons un ranch ici en Argentine - à l'extrême nord-ouest, là où c'est haut et sec - depuis environ 15 ans. Nous avons progressivement appris la langue, la culture, l'histoire, l'élevage, les gens et ainsi de suite.

Ce fut une aventure merveilleuse et passionnante. Mais plus que ce que nous avions prévu.

Les paysages sont majestueux... spectaculaires. Il y a toujours quelque chose de nouveau à voir. Et toujours un nouveau problème à affronter. Hier, les veaux sont sortis du corral. L'un d'eux est entré dans la maison.



(Veaux en fuite. Photo : Bill)

Des taureaux plus forts

Nous pouvons résoudre certains de ces problèmes. Un réservoir plus grand, ainsi que l'irrigation au goutte-à-goutte, ont considérablement amélioré notre utilisation de l'eau. De meilleurs taureaux ont amélioré le bétail. L'énergie solaire et les chauffe-eau solaires améliorent notre qualité de vie.

Mais notre "guerre" avec les "originarios" - comme tant d'autres guerres américaines - n'a aucun avantage.

Les "originarios" sont un groupe de personnes locales qui en sont venues à croire qu'elles devraient avoir des droits spéciaux, grâce à leur prétention d'être "indigènes". Ils ne sont pas vraiment plus indigènes que le reste de la population de cette région. Mais un homme est venu de Bolivie il y a quelques années et leur a montré qu'ils pouvaient renforcer leur fierté, leur pouvoir, leur statut et leur richesse en se proclamant descendants d'une tribu disparue depuis longtemps.

Dans ce cas, il s'agissait d'exhumer une tribu qui a probablement été exterminée par les envahisseurs incas il y a environ 500 ans - les Diaguita. La langue a été perdue. La religion a été oubliée. Les coutumes aussi. Mais les "originarios" rejettent tout ce qui est d'origine européenne - à l'exception de l'électricité, des camionnettes, des médicaments, de la télévision, de la dentisterie sans douleur, etc - et prétendent restaurer leur ancienne culture diaguita. Lors des funérailles de Carlos, par exemple, la famille a évité le service catholique traditionnel. Au lieu de cela, ils ont invoqué d'anciens rituels.

"J'ai été ici toute ma vie", a déclaré un septuagénaire, "et je n'ai jamais rien vu de tel. Il est de coutume, lorsqu'un homme meurt, de briser son horno (un four extérieur en argile). Mais ils ont étranglé son chien et l'ont jeté dans une fosse... puis ils ont mis ses vêtements sur le chien et ont jeté de la nourriture et des boissons dans le trou. C'était la chose la plus barbare que j'ai jamais vue."

La "tribu" est en grande partie inventée. Mais l'idée est séduisante. Grâce à une législation imprudente de Buenos Aires, destinée à protéger les personnes qui vivent de manière traditionnelle sur les terres tribales traditionnelles, ils bénéficient de règles très peu traditionnelles. Ils vivent dans notre ferme. Mais ils ne paient pas de loyer. Ils croient que l'endroit leur appartient. Ils volent notre eau et notre bétail. Ils ont brûlé deux de nos cabanes éloignées... et déchiré trois miles de tuyau qui était utilisé pour leur apporter de l'eau.

(Curieusement, nous avons laissé les "originaires" utiliser l'eau... et leur avons offert des taureaux pour améliorer leurs troupeaux. Mais ils ne veulent rien avoir à faire avec nous... jusqu'à ce qu'ils aient réellement besoin de nous. Un jeune homme a été accusé d'avoir tué ou négligé son jeune fils, qui est mort. Notre avocat a contribué à lui éviter la prison. Un autre a eu besoin d'aller à l'hôpital, en urgence ; nous avons sorti nos chevaux pour aider à le sortir de la montagne).

Nous appelons régulièrement la police. Dans un cas, les originaires volaient notre eau pendant une sécheresse. L'eau est précieuse ici. Tout le monde sait que prendre de l'eau quand ce n'est pas son tour est un crime grave. Nous avons appelé les gendarmes locaux. Mais le bruit a couru que la police était en route. Le temps qu'ils arrivent, les canaux d'irrigation fonctionnaient tous correctement.

Pourtant, au début de l'année, tout semblait s'arranger. Et puis Carlos est mort. Il s'est noyé. La police a conclu à un accident. Personne ne pense que c'était un accident. Soit il a été assassiné. Ou bien, il s'est suicidé.

Et maintenant, sa famille (qui considère les "originaires" comme de simples escrocs) veut que nous fassions quelque chose.

"Écoute, ils essaient de prendre le contrôle de la vallée", explique le petit-fils, en chuchotant. "Vous devez faire quelque chose. Je pense qu'ils ont assassiné Carlos pour l'écarter du chemin. Parce qu'ils veulent que leur peuple soit là. Ou peut-être que Carlos a découvert quelque chose..."

"Je ne sais pas... Tu dois arrêter ces gens ou ils vont prendre le contrôle de tout le ranch."

Notre jeune ami veut de l'action. Ce n'est pas juste, dit-il. Ce n'est pas juste. "Vous devez faire quelque chose."

Une démocratie émoussée

Mais ce que nous avons découvert, c'est que lorsque le gouvernement et la police se retournent contre vous (ou ne vous aident pas), vous vous rendez compte que vous vivez dans une maison de verre. Et les originaires ont beaucoup de pierres.

"Laissez-moi vous l'expliquer clairement", conseille un autre propriétaire terrien, dont la famille est installée dans la vallée depuis des centaines d'années. "Nous sommes peu nombreux. Ils sont nombreux. Et vous êtes un étranger. Vous n'avez même pas une seule voix.

"C'est ça la démocratie pour vous. C'est là où les loups et les moutons votent sur ce qu'ils vont avoir pour le dîner. Et nous sommes les moutons.

"La dernière chose que vous voulez, c'est la violence. Vous ne pouvez pas gagner cette guerre. Ils peuvent saboter vos tracteurs - facilement. Ils peuvent casser vos fenêtres. Ils peuvent ouvrir les vannes du réservoir - c'est à des heures de la maison, dans les montagnes - ça inonderait les champs... et vos raisins mourraient plus tard quand vous n'auriez pas d'eau.

"Oui, ils volent du bétail. Mais seulement deux par an. Ils pourraient tous les tuer. Vous ne pouviez pas les arrêter.

"Et que pouviez-vous faire ? Dans le temps, on pouvait réunir quelques ouvriers agricoles et chasser les fauteurs de troubles. Si quelqu'un volait de l'eau... sa maison était brûlée. Mais aujourd'hui, si tu essaies de faire quelque chose par toi-même, ils te mettent en prison. Vous devez respecter les règles. Les "originaires" ne le font pas.

"Tout ce que vous pouvez faire est de rester assis et d'attendre un changement de gouvernement."

Le patriarche parle ; baa-aah....

▲ [RETOUR](#) ▲

Le plus grand perdant

De justes sanctions, une inflation record et une génération de flops et d'échecs gouvernementaux...

Bill Bonner Recherche privée 13 avril 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis San Martin, en Argentine...



Le dernier programme gouvernemental réussi de l'Amérique était la Seconde Guerre mondiale. Depuis lors, ils ont tous été des flops et des échecs. Et ensemble, ils ont fait passer la dette américaine de 259 milliards de dollars en 1945 à près de 30 000 milliards de dollars aujourd'hui.

Si les 29,741 milliards de dollars supplémentaires avaient été investis dans des entreprises productives, au lieu d'être gaspillés dans des guerres sans issue et dans **70 ans de programmes bidon**, ils pourraient maintenant rapporter un dividende de mille milliards de dollars par an - 10 000 dollars par famille chaque année ! - plutôt que de condamner la nation à la faillite.

En d'autres termes, ce n'est pas "juste de l'argent". Chaque dollar représente du temps, des ressources et des produits - maisons, lave-vaisselle, vacances - qui auraient autrement aidé les gens à obtenir davantage de ce qu'ils voulaient vraiment.

Hier, on a appris que les fermetures de Covid étaient aussi un gaspillage. Au vu du nombre de morts, il ne semblait pas y avoir de lien entre le nombre de personnes tuées par le Covid-19 et les mesures prises par les autorités fédérales pour l'arrêter. Mais maintenant, deux ans plus tard, une étude détaillée du **National Bureau of Economic Research** nous donne une image plus complète.

Le **NBER** a évalué chacun des États en fonction de la façon dont il a géré la crise - pas seulement en fonction du nombre de morts, mais aussi d'autres facteurs, tels que le nombre d'heures passées par les enfants à l'école, le nombre de chômeurs, etc.

MishTalk résume :

Les résultats obtenus au New Jersey, à New York et en Californie ont été parmi les pires dans les trois catégories : mortalité, économie et scolarité.

L'UT, le NE et le VT étaient en tête dans ces trois catégories.

Parmi les gagnants, en 6ème position, se trouvait la Floride, un état dont les citoyens, selon la presse d'élite, étaient massacrés sans raison par un gouverneur irresponsable et reniant le Covid. Ce n'est pas

ce qui s'est passé.

Et la liste des pires ? Comme on pouvait s'y attendre, l'Illinois, la Californie, le Nouveau-Mexique, New York, le Maryland et le District de Columbia. Ceux qui ont adopté les politiques de fermeture avec le plus d'enthousiasme... c'est-à-dire ceux qui ont "suivi la science" - ont généralement souffert le plus.

Ce que nous retenons de cette expérience, c'est que la "science" était bidon. Les vrais scientifiques ont toujours douté que nous puissions "gagner la guerre" sur le Covid. Au mieux, nous pouvions aider à protéger les personnes vulnérables de la mort. Comme Shanghai est en train de le découvrir, essayer de stopper le virus dans son élan n'en vaut probablement pas la peine.

La leçon la plus profonde est la suivante : **L'élite américaine est incompétente.**

Avantages psychiques

Et maintenant, la dette est ce qu'elle est. La dette est une nouvelle d'hier. Et les vraies nouvelles d'aujourd'hui - l'inflation - sont cachées derrière le bellicisme anti-russe et la "guerre des sanctions" de l'Amérique contre Vladimir Poutine. Sera-t-il lui aussi un perdant ?

Les sanctions commerciales produisent leurs effets de manière étrange et souvent imprévisible. Pour le géant européen de l'automobile, Renault, par exemple, la Russie est son deuxième marché. L'entreprise va perdre des milliards de dollars à cause des sanctions.

Des centaines d'entreprises américaines sont également impliquées dans les sanctions : elles renoncent à leurs ventes et à leurs bénéfices en Russie, en échange des avantages psychiques qu'elles obtiennent en retour.

Et qu'est-ce que les filles de Poutine ont fait de mal ? Ou les "oligarques" ? La guerre des sanctions est censée **soutenir "l'État de droit"**. Mais quelle loi permet à l'alliance États-Unis/Union européenne de priver une jeune femme de sa carrière, ou les oligarques de leur yacht, **sans procédure régulière** ? Quel crime ont-ils commis ?

Bloomberg met en lumière la situation critique de la compagnie aérienne russe S7 :

Les sanctions entravent la compagnie aérienne construite par "l'Elon Musk russe".

S7, annoncée comme une réussite, est coupée de ses destinations étrangères et de l'approvisionnement en pièces nécessaires à sa maintenance.

Il y a moins de deux mois, la compagnie aérienne S7 était présentée comme une réussite russe.

Mais aujourd'hui, la compagnie est coincée entre les sanctions internationales qui ont incité les sociétés de leasing à récupérer leurs appareils et un gouvernement russe déterminé à maintenir son industrie aéronautique à flot. La compagnie aérienne, qui se targuait autrefois de desservir 35 pays, est coupée à la fois de ses destinations à l'étranger et du flux de produits essentiels à la maintenance des avions, qui sont indispensables au fonctionnement d'une compagnie aérienne moderne, qu'il s'agisse de la mise à jour des logiciels du cockpit ou des pièces de rechange.

La douleur en Ukraine

Hélas, la douleur des sanctions tombe comme une pluie acide, sur les justes comme sur les injustes. S7 ne peut pas obtenir de pièces. Mais **Boeing** ne peut pas non plus les vendre. Ni l'un ni l'autre n'avaient de contrôle sur les faits sur le terrain en Ukraine.

Et les coûts s'accumulent. Foreign Policy rapporte :

Au niveau mondial, la guerre en Ukraine va nuire aux perspectives de reprise après les chocs du début de la pandémie de coronavirus. L'Organisation mondiale du commerce a annoncé lundi que la guerre pourrait réduire la croissance du PIB mondial de 1,3 % cette année, et faire passer la croissance du commerce mondial de 4,7 % à entre 2,4 et 3 %.

Et plus les États-Unis tentent d'annuler, d'arrêter, de dé-plater et de fermer l'économie russe... plus ils ralentissent l'économie mondiale, entravent la leur et augmentent les prix pour les consommateurs américains. Voici l'article du **Washington Examiner** sur l'inflation d'hier :

Le dernier indice des prix à la consommation montre que les prix à la consommation ont augmenté de 8,5 % en glissement annuel de mars 2021 à mars 2022. Ce chiffre est encore plus élevé que le chiffre choquant de 7,9 % en glissement annuel du mois dernier et représente le plus haut niveau d'inflation que nous ayons connu depuis des décennies.

La Maison-Blanche a tenté à plusieurs reprises de rejeter la faute sur le président russe et son invasion de l'Ukraine voisine. Il est vrai que cela a absolument perturbé les marchés mondiaux de l'énergie et entraîné une hausse des prix du gaz au cours des derniers mois.

L'inflation a été créée par les décideurs américains - en imprimant 8000 milliards de dollars d'argent frais depuis 1999... en fermant des pans importants de l'économie pour tenter de lutter contre le Covid... en maintenant les taux d'intérêt bien trop bas pendant bien trop longtemps...

...et maintenant, en étouffant les flux de biens, de services et d'argent... dans une "guerre de sanctions" contre la Russie.

Les principaux économistes pensent maintenant que l'inflation a peut-être atteint son "pic"... que ce sont les chiffres les plus élevés que nous verrons.

Nous en doutons.

▲ [RETOUR](#) ▲